

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PUBLICATION

DES

DÉCISIONS PÉNALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 29 novembre 1909, à 2 heures

PAR

Jules JULIEN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. 🏵, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. 🏵, professeur honoraire.

THALLER, ✱, I. 🏵, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. 🏵, professeur honoraire.

FLURER, I. 🏵, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. 🏵, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. 🏵, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. 🏵, professeur de Droit commercial.

PIC, I. 🏵, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. 🏵, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🏵, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. 🏵, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. 🏵, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. 🏵, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. 🏵, professeur d'Économie politique.

HUVELIN A. 🏵, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. 🏵, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. 🏵, professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. 🏵, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. 🏵, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GARRAUD, professeur.

Assesseurs : MM. JOSSERAND, professeur.

BOUVIER-BANGILLON, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PUBLICATION

DES

DÉCISIONS PÉNALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 29 novembre 1909, à 2 heures



PAR

Jules JULIEN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

A MES PARENTS

A MON MAITRE

M. LE BATONNIER PAUL ARCIS

Hommage d'affectueuse reconnaissance.

BIBLIOGRAPHIE

- Appleton (Jean).** — La réforme des casiers judiciaires. Thèse, Lyon, 1892.
- Bédarrides.** — Droit commercial : Brevets.
- Barbier.** — Code expliqué de la presse.
- Bonneville de Marsangy.** — De la localisation au greffe de l'arrondissement natal des renseignements judiciaires, Versailles, 1849).
- Bouët.** — Du caractère pénal de la publicité des condamnations
Thèse, Montpellier, 1903.
- Bulletin de la Société des prisons.* — Années 1890, 1891, 1897, 1900, 1903, 1908.
- Bulletin officiel du ministère de la justice,* 1807, 1908.
- Dalloz.** — *Répertoire ; Supplément au Répertoire ;* Code civil annoté ; Code pénal annoté.
- Darras.** — Code de procédure civile annoté. Paris, 1904.
- Duport.** — De la publicité des décisions pénales. Thèse, Lyon, 1899.
- Despatys.** — Traité théorique et pratique des casiers judiciaires en France et à l'étranger. Paris, 1870.
- Demolombe.** — Cours de Code civil, 1845-1892.
- De Ferrand.** — La réforme du casier judiciaire. *Journal du ministère public et du droit criminel*, 1891.
- Fuzier-Hermann.** — *Répertoire général alphabétique du droit français.*
- Fabreguettes.** — Les infractions de la parole, 1884.
- Garraud.** — Précis de droit criminel (7^e édit.). Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale. Paris, 1898.
- Laborde.** — Traité élémentaire de droit criminel. Paris, 1898.
Législation étrangère (annuaire), 1874, 1879, 1881, 1882, 1888.
- Le Poittevin.** — Traité de la Presse, 3 vol. Paris, 1904.
Dictionnaire des Parquets. Paris, 1894 et 1901.
- La réforme du casier judiciaire (Discours prononcé à l'audience

- de rentrée de la Cour d'appel d'Angers, 16 octobre 1891. *Gaz. Trib.*, 26 octobre 1891).
- Locke.** — Législation civile, commerciale, criminelle de la France, t. XXVIII.
- Garçon.** — Code pénal annoté.
- Blanche.** — Etudes pratiques sur le Code pénal.
- Jouvenet.** — Etude sur le casier judiciaire. Paris, 1900.
- Journal officiel.* — Travaux préparatoires et discussion des lois du 29 juillet 1884 ; du 5 août 1899 ; du 15 juillet 1900. *Débats parlementaires*, années 1892, 1898, 1899, 1900.
- Maurel.** — Publicité et contradiction dans l'instruction préparatoire. Thèse, Bordeaux, 1900.
- Margerin du Metz.** — Le casier judiciaire d'après la loi du 5 août 1899. Thèse, Lille, 1901.
- Merlin.** — Traité de droit civil. *Recueil alphabétique des questions de droit qui se présentent le plus souvent devant les tribunaux*. Paris, an XIII.
- Léveillé.** — De la réforme de l'instruction criminelle. Paris, 1897.
- Marcy.** — L'accusé devant la loi pénale. Paris, 1889.
- Pandectes Françaises.* — V^o Presse.
- Revue Pénitentiaire.* — Années 1898, 1900, 1901, 1906, 1908.
- Pouillet.** — Traité des brevets d'invention.
- Theureau.** — Les casiers judiciaires et un projet de casier civil. Paris, 1892.
- Soubeyran de Saint-Prix.** — La réforme de l'instruction préalable (*Lois nouvelles*, 1898).
- Saieilles.** — L'individualisation de la peine. Paris, 1898.
-

DE LA PUBLICATION DES DÉCISIONS PÉNALES

INTRODUCTION

Parmi les dogmes de nos législations modernes, il en est deux qui semblent définitivement indiscutables : la publicité de la justice et la liberté de la presse.

A vrai dire, l'un est de l'autre l'indispensable corollaire. Il n'est pas de meilleur « *grand jour* » pour la justice que celui répandu à profusion dans l'univers par les journaux quotidiens. Après de cette publicité, celle de l'audience est bien pâle ; et c'est, aujourd'hui, le monde entier qui contrôle la parole du juge, ou que la parole du juge intimide et instruit.

Il fallait bien, d'autre part, puisque la curiosité publique n'a plus de bornes, que celles-là disparussent qui en arrêtaient la satisfaction. Puisqu'il est admis que la presse peut impunément tout écrire, il fallait que les prétoires de la justice ouvrirent grandes leurs portes et devinssent les sources inépuisables d'informations, nouvelles et comptes rendus.

Même portes closes, les cabinets d'instruction et les salles d'audience n'échappent jamais à l'œil vigilant de la presse ; il n'en est pas de plus audacieux et de plus indiscret ; et ce ne sont pas les rares et timides sanctions de la loi qui l'empêcheront de s'ouvrir partout où il doit ou ne doit pas être, utile quelquefois, souvent dangereux.

Si donc de la publicité de la justice est dérivé pour la presse le droit d'en publier les décisions, il est certain que la liberté absolue de la seconde a singulièrement élargi la publicité de la première, notamment de la justice répressive. Aussi nous a-t-il paru intéressant de les étudier l'une en face de l'autre, dans leurs rapports, leurs bienfaits et leurs dangers.

Que le principe de la publicité soit ici excellent, on ne pourrait le nier. Pour les justiciables, c'est une garantie de plus de l'impartialité des magistrats : s'il en était qui fussent guidés, dans l'accomplissement de leurs fonctions, par d'autres soucis que celui de la justice, le contrôle incessant de l'opinion publique les contraindrait à y résister et les ramènerait à leur devoir. Elle évite la multiplication des plaintes téméraires, des accusations inspirées uniquement par la mauvaise foi ou la haine.

La publicité entoure surtout la justice d'un prestige dont, secrète, elle serait privée ; elle lui donne l'appareil qui force au respect et l'autorité qui facilite la soumission ; elle permet à ses décisions d'agir efficacement sur la foule par l'influence heureuse de l'intimidation et de l'exemple. Ainsi le mal sera non seulement réprimé mais pré-

venu ; le double but auquel doit tendre la peine sera atteint.

Sans doute des inconvénients sont à craindre que nous devons signaler : de la publicité résultera, pour le condamné, l'infamie. Quand sera divulgué le jugement qui le frappe, son relèvement deviendra plus difficile ; et, peut-être, la criminalité pourra-t-elle s'accroître de ce fait. Voilà, déjà signalé, le danger fatal d'une publicité trop étendue. Ne l'est-elle pas celle, que fournit la presse, et celle-ci, au lieu de servir la justice, n'en deviendrait-elle pas la pourvoyeuse ?

Ces premières constatations nous révèlent un problème à résoudre dont il ne faut dissimuler ni la délicatesse, ni les difficultés.

L'influence toujours plus grande de la presse, l'étendue de ses moyens et de ses droits, ont accru la publicité de la justice dans des proportions qui peuvent inquiéter le logicien et le moraliste.

Les principes fondamentaux du droit de punir, ceux de la sûreté individuelle exigent une justice publiquement rendue. Mais cette publicité devra-t-elle cesser si elle entache trop gravement la réputation du citoyen ou si elle compromet le relèvement du coupable, relèvement auquel doit tendre une peine consciemment appliquée ? La presse ne devra-t-elle pas, en dépit de toute sa liberté, se taire lorsque l'honneur du citoyen a tout à perdre et la justice rien à gagner à ces divulgations ?

Telles sont quelques-unes des questions que nous avons

à résoudre. Elles peuvent toutes se résumer dans la suivante : *Quelles sont l'étendue et les limites de la liberté de la presse dans ses rapports avec la justice répressive ?*

Ainsi posé, le problème est récent, la liberté de la presse étant, comme tant d'autres institutions, fille de la Révolution, et son extension n'ayant atteint les proportions qui nous inquiètent que dans la seconde moitié du siècle dernier.

Mais les très anciennes législations avaient déjà à résoudre le problème, plus restreint, de la publicité de la justice. Nous la rencontrons quasi-absolue en Grèce et à Rome : la Justice s'y rendait à l'*Agora* ou au *Forum*, souvent en plein air, toujours *coram populo*.

Et même notre huis-clos moderne leur était inconnu ; la morale, qui proscriit le scandale de certains débats, était sacrifiée au principe de la publicité.

Dans notre ancienne France, on admit pendant longtemps ce principe : les cours et lits de justice étaient toujours tenus en public ; il n'est pas besoin de rappeler le chêne sous lequel saint Louis rendait la justice en présence et sous le contrôle de ses sujets.

L'apparition de la procédure écrite vint, avec une ordonnance de Charles VII, porter la première atteinte au principe de la publicité. Et le fameux édit de Villers-Cotterets consacra définitivement le secret de la procédure.

Ce fut seulement l'Assemblée constituante qui, le 9 oc-

(1) Ordonnance de Charles VII (1448). Edit de Villers-Cotterets (1539).

tobre 1789, proclama la nécessité du retour aux anciennes règles : « *Un des principaux droits de l'homme est celui de jouir, quand il est soumis à l'épreuve d'une poursuite judiciaire, de toute l'étendue possible de liberté pour sa sûreté et pour sa défense.* »

Toutes les constitutions qui se sont succédé, depuis la Révolution, ont respecté cette idée.

La publicité de la justice a donc été, pendant le XIX^e siècle, elle est encore aujourd'hui, une règle à peu près absolue.

La seule restriction générale qui y fut apportée fut édictée par l'article 87 du Code de procédure civile qui permet aux tribunaux, au cas où la discussion publique entraînerait du scandale ou de trop graves inconvénients, d'ordonner le huis-clos des débats. Et encore cette restriction ne s'applique-t-elle qu'aux débats proprement dits. Les jugements et arrêts doivent toujours être lus et prononcés publiquement (1).

Quelques exceptions résultent encore de lois spéciales que nous aurons à étudier.

(1) « Les plaidoiries seront publiques, excepté dans le cas où la loi ordonne qu'elles seront secrètes. Pourra cependant le tribunal ordonner qu'elles se feront à huis-clos si la discussion publique devait entraîner du scandale ou des inconvénients graves. Mais, dans ce cas, le tribunal sera tenu d'en délibérer et de rendre compte de sa délibération au procureur général près la Cour royale (Cour d'appel), et, si la cause est pendante dans une Cour royale, au ministre de la justice » (art. 87, C. proc. civ.).

Cet article ne devrait rigoureusement s'appliquer qu'aux matières civiles. Mais la doctrine et la jurisprudence ont toujours été d'accord pour l'étendre aux juridictions répressives.

*
* *

La forme la plus étendue et la plus variée de la publicité judiciaire est incontestablement fournie par la presse.

Avant la loi du 29 juillet 1881, aucune disposition législative ne consacrait le droit de rendre compte des débats judiciaires par l'impression ou l'affiche.

Ce droit résultait, implicitement, de l'article 7 de la loi du 25 mars 1822 qui punissait comme infractions spéciales l'infidélité et la mauvaise foi des comptes rendus. D'où l'on concluait qu'un compte rendu fidèle et de bonne foi, même relatant des faits diffamatoires, devait être à l'abri de toute poursuite.

Il était, d'ailleurs, toujours admis que les journaux pouvaient publier, tels qu'ils avaient été prononcés à l'audience, les jugements et les arrêts, ce droit étant justement considéré comme le corollaire de la publicité de l'audience. L'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, en édictant certaines interdictions, déclare *a contrario* licite le compte rendu des procès n'entrant pas dans son énumération limitative.

Enfin l'article 41 de la même loi institue une véritable immunité en décidant que « *ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure et outrage, ni le compte rendu fidèle et de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux* ».

Cette loi de 1881, fondamentale en la matière, a ainsi consacré le droit de publication tant des débats que des décisions des tribunaux.

La jurisprudence n'a cessé, depuis, d'interpréter dans le sens le plus large les dispositions parfois imprécises de la loi sur la presse. « *Le droit de publication*, dit la Cour « de cassation, *doit être admis comme un corollaire de la* « *publicité des débats judiciaires et comme un élément de* « *contrôle de l'opinion publique* (1). »

*
* *

Indépendamment de ce droit de publication volontaire, les tribunaux peuvent ordonner l'insertion ou l'affichage de leurs décisions, soit à titre de peine, soit à titre de dommages-intérêts. Il est même des cas, relativement nombreux, où la loi attache à la répression de certaines infractions la publication de la peine qui les frappe.

Donc, avant d'analyser la nature, l'étendue, les abus du droit de publication volontaire, nous aurons à examiner, dans une première partie, les hypothèses prévues ou possibles où la publication est imposée par la loi ou par les juges à titre de peine principale ou accessoire.

(1) C. cass., 15 mai 1884, D. 84.1.328.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA PUBLICATION DES DÉCISIONS PÉNALES ORDONNÉE PAR LES TRIBUNAUX

Une telle publication est une véritable peine ; elle en réunit tous les éléments, atteignant celui qu'elle frappe matériellement par les frais qu'elle lui impose, moralement par le déshonneur qu'elle lui inflige.

Sauf de rares exceptions, qui ne sont en définitive que des oublis du législateur, la peine ainsi constituée est une peine accessoire ou complémentaire ; elle ne va jamais sans une condamnation principale qu'elle accompagne.

Dans certains cas, elle est encourue de plein droit, par la volonté de la loi, et ne peut être séparée de la condamnation principale ; elle est alors une peine accessoire obligatoire ou une peine accessoire proprement dite. Dans d'autres hypothèses, plus nombreuses, son opportunité est laissée à l'appréciation des tribunaux : elle constitue alors une peine accessoire facultative. Une école nouvelle, dont les adeptes se multiplient tous les jours, concède même aux tribunaux le pouvoir et le droit de la prononcer, sans texte qui les y autorise, pourvu qu'une partie en ait fait la demande. La publication perdrait alors son caractère de peine pour devenir une simple réparation.

Enfin, même dans le silence de la loi, même dans le silence des juges, il est une publication qu'on ne peut éviter et qui constitue une peine singulièrement grave puisqu'elle est universelle et permanente : c'est la publication résultant du casier judiciaire.

CHAPITRE PREMIER

DE LA PUBLICATION, PEINE OBLIGATOIRE.

SECTION I. — Article 36 du Code pénal.

Il s'exprime ainsi : ... « Le but de la loi, en édictant cette
« peine particulière de l'impression et de l'affichage de la
« décision prononcée, n'est pas d'assurer l'efficacité de la
« condamnation principale ; il est d'accroître, en la divul-
« quant, l'infamie de cette condamnation ; de livrer le
« coupable à la réprobation publique et de prévenir les
« crimes par l'intimidation et l'exemple (1). »

Nous retrouvons, dans cette disposition de notre Code pénal, un souvenir, sinon un vestige des anciens châti-
ments corporels que les législations modernes ont heureu-
sement abolis et qu'on infligeait publiquement (2).

Puisqu'il s'agit d'une peine, et d'une peine assez rigou-

(1) La publicité actuelle des exécutions capitales répond aussi à un but d'intimidation et d'exemple.

(2) Nous voulons parler du pilori et du carcan. Le pilori était un poteau où l'on attachait les criminels afin de les exposer aux regards de la foule. On les y exposait habituellement les jours de marché, parfois plusieurs jours de suite ; chaque séance durait environ deux heures. Un écriteau, placé au-dessus du condamné, relatait ses nom, prénoms, qualités, le crime qu'il avait commis et la peine qui lui était infligée. Le pilori fut aboli en 1789.

Parfois le condamné était attaché au poteau par un carcan (sorte de collier), et la peine s'appelait alors carcan.

reuse, la disposition légale qui l'établit doit être interprétée restrictivement. Il faut donc, pour que l'arrêt de la Cour d'assises soit inséré et affiché par application de l'article 36 du Code pénal, qu'il prononce une peine criminelle. Si, par le jeu des circonstances atténuantes, la Cour d'assises n'inflige qu'une peine correctionnelle, la publicité qui nous occupe n'aura pas lieu (1).

Après chaque session d'assises, les extraits des arrêts qui doivent être publiés sont imprimés en placards, conformément au règlement du 18 juin 1811. Si plus de trois arrêts sont à publier à la fois, on les réunit en un seul placard conformément au décret ministériel du 30 décembre 1811. Ainsi établis, ces placards sont transmis aux maires des communes visées par l'article 36.

Cette première espèce de publication légale des arrêts de condamnation ne présente qu'un intérêt purement théorique ; en fait, l'opinion publique n'y prête aucune attention ; mais la divulgation des arrêts de Cours d'assises par les journaux quotidiens et périodiques est plus que suffisante pour satisfaire aux exigences et à l'esprit de la loi (2).

SECTION II. — Exécution par effigie des condamnés par contumace.

Après avoir organisé la procédure à suivre contre le

(1) Cour de cassation, 16 août 1860.

(2) Cf. Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, t. §I, p. 99.

contumax, en lui donnant la publicité la plus large afin de prévenir, d'atteindre l'accusé et de provoquer sa comparution, l'article 472 du Code d'instruction criminelle prescrit qu'un extrait de la décision devra être, dans les huit jours de la prononciation, inséré dans un des journaux du département du dernier domicile du condamné ; il devra, en outre, être affiché : A) à la porte du dernier domicile du contumax ; B) à la porte de la maison commune du chef-lieu de l'arrondissement où le crime a été commis ; C) à la porte du prétoire de la Cour d'assises (1).

Dans cette deuxième hypothèse apparaît un désir nouveau du législateur. En organisant la publicité la plus étendue de l'arrêt de condamnation, l'article 472 du Code d'instruction criminelle a pour but, non seulement de marquer le condamné d'infamie, de l'atteindre dans sa personne morale, n'ayant pu le frapper dans sa personne physique (2), mais encore et surtout de l'avertir de la

(1) Code d'instruction criminelle, article 472 (loi du 2 janvier 1850) : Extrait du jugement de condamnation sera, dans les huit jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, inséré dans l'un des journaux du département du dernier domicile du condamné.

Il sera affiché en outre : 1° à la porte de ce dernier domicile ; 2° de la maison commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été commis ; 3° du prétoire de la Cour d'assises.

Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au directeur de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines du domicile du contumax.

Les effets que la loi attache à l'exécution par effigie seront produits à partir de la date du dernier procès-verbal constatant l'accomplissement de la formalité de l'affiche prescrite par le présent article.

(2) L'exécution par effigie remplaçait autrefois, pour le contumax,

condamnation qui vient de le frapper et lui permettre, pour se disculper et se défendre, de faire ouvrir un débat contradictoire. La condamnation, comme la procédure par défaut, doit être considérée comme essentiellement provisoire ; de même la sanction morale qui en résulte. Livrer à la réprobation publique un condamné qui n'a pu se défendre semble illogique et excessif ; mais si, dûment prévenu par la plus large publicité, le contumax ne se présente pas, son silence équivaut à un aveu et il paiera son crime, sinon par l'expiation corporelle, au moins par la honte et le déshonneur qui résulteront de la divulgation prescrite par l'article 472 du Code d'instruction criminelle.

SECTION III. — Article 442 du Code de commerce.

Il est ainsi conçu : « Les jugements, rendus en vertu
« des deux articles précédents (1), seront affichés et insé-
« rés dans les journaux, tant du lieu où la faillite aura
« été déclarée que de tous les lieux où le failli aura des
« établissements commerciaux, suivant le mode établi par
« l'article 42 du présent Code. »

La publicité faite aux jugements déclaratifs de faillite par l'affichage et les insertions prévues par l'article 442

l'exposition publique que subissait le condamné présent. « L'extrait du jugement de condamnation, disait l'ancien article 472, aboli par la loi du 2 janvier 1850, sera dans les trois jours affiché à un poteau qui sera planté au milieu de l'une des places publiques de la ville du chef-lieu de l'arrondissement où le crime a été commis. »

(1) Articles 440 et 441 relatifs aux jugements déclaratifs de faillite.

constitue évidemment une peine. On peut même ajouter que, si la faillite seule a été déclarée sans banqueroute, la publicité est une peine principale, puisqu'elle n'en accompagne aucune autre. Mais, comme dans l'espèce précédente, le but du législateur, organisant cette publicité, est double. En dehors de l'infamie à infliger, il s'est placé à un point de vue plus pratique. Les divers jugements publiés peuvent, en effet, être frappés d'opposition ; cette opposition doit être formée dans certains délais ; il fallait donner à ces délais un point de départ public ; ce point de départ est fixé par l'affiche et les insertions imposées.

Il en est évidemment de même au cas de banqueroute simple, de banqueroute frauduleuse, et, en général, de tous les délits commis dans les faillites. Les affiches et insertions sont, pour ces infractions, édictées par l'article 600 du Code de commerce. Le caractère pénal d'une telle publicité est indiscutable.

SECTION IV. — Article 396 du Code d'instruction criminelle.

Il est ainsi conçu : « Tout juré, qui ne se sera pas rendu
« à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée, sera
« condamné, par la Cour d'assises, à une amende, la-
« quelle sera, pour la première fois, de cinq cents francs ;
« pour la seconde, de mille francs ; pour la troisième, de
« quinze cents francs ; cette dernière fois, il sera de plus

« déclaré incapable de remplir à l'avenir les fonctions de juré ; l'arrêt sera imprimé et affiché à ses frais. »

Le but de la loi est de consacrer ainsi, par une peine relativement sévère et aggravée par la sanction accessoire de la publication, la haute importance qui s'attache à la fonction de juré et de montrer, à ceux qui sont appelés à l'exercer, quel scrupule et quelle conscience ils doivent mettre à la remplir. L'idée unique qui a présidé au vote de la disposition qui nous occupe est une idée d'intimidation, d'encouragement et d'exemple.

SECTION V. — Loi spéciale.

Une loi spéciale du 19 brumaire an VI, relative aux contraventions en matière d'or et d'argent, édicte, mais seulement en cas de récidive, l'affichage du jugement de condamnation.

La gravité de l'infraction n'entre pas, dans cette hypothèse, en considération. Il s'agit surtout d'en éviter la multiplicité ; c'est un sentiment de préservation qui a inspiré le législateur.

*
* *

Signalons, en terminant, une dernière hypothèse aujourd'hui disparue. L'ancienne loi correctionnelle du 22 juillet 1791 prescrivait l'affichage et l'insertion, au cas de récidive, en matière d'escroquerie. Cette publicité spéciale a été abrogée par le Code pénal. On peut le regretter.

Tels sont les crimes ou délits à la répression desquels la loi a attaché, de plein droit, la publication des jugements et arrêts de condamnation. Afin d'être complet, nous devons les citer ; mais, dans la pratique, ces publications obligatoires ont une très minime importance, soit qu'elles se présentent rarement, soit qu'elles se heurtent à l'indifférence du public.

CHAPITRE II

PUBLICATION FACULTATIVE POUR LES TRIBUNAUX.

Nous avons à examiner un ensemble plus considérable d'infractions à la répression desquelles la loi attache toujours la peine accessoire de la publication ; mais l'application en est laissée à la sagesse et à l'appréciation des tribunaux. Ces derniers pourront donc aggraver la condamnation principale en ordonnant qu'elle sera affichée ou insérée ; ils le feront, soit quand l'infraction sera, en elle-même, assez grave pour mériter cette sanction, soit quand l'intérêt général leur paraîtra plus compromis et exigera des mesures spéciales de publicité pour sa préservation. Les diverses hypothèses que nous passerons en revue sont, pour la plupart, prévues par des textes précis. Mais, dans le silence de la loi, peut-on conférer aux tribunaux le droit de prononcer, d'une façon générale, l'affichage ou l'insertion de leurs décisions ? Telle est, en terminant, la question assez délicate à laquelle nous aurons à répondre.

SECTION I. — Hypothèses prévues par la loi.

§ 1. — Tromperie sur la nature et la qualité
des marchandises vendues.

De tout temps, les fraudes, tromperies, falsifications ont été considérées comme des infractions graves, lésant directement l'intérêt public. Par elles, non seulement la santé publique est souvent compromise, mais le commerce loyal est entravé ; et la prospérité générale doit en souffrir. Aussi les diverses législations les ont toujours sévèrement punies. Les statuts des anciennes corporations nous révèlent que la répression des fraudes allait jusqu'au bannissement et consistait toujours dans une amende, la confiscation du matériel nécessaire à la fabrication des marchandises falsifiées ainsi que de ces marchandises elles-mêmes, la punition corporelle et la divulgation de la sentence. Un jugement de 1717, frappant le mari et la femme falsificateurs de vin, condamne le mari à un mois de prison, la femme à une forte amende, tous deux à être promenés ensemble par les rues de la ville, avec un écriteau portant mention de la fraude.

La publication constitue, en l'espèce, une peine accessoire ; mais en réalité elle est la peine principale, parce qu'elle est seule vraiment efficace. Pour le condamné, elle est plus sensible et plus dure que la prison ou l'amende. La publication du jugement qui le frappe va l'atteindre dans ses intérêts les plus essentiels, ceux de son commerce.

Les anciens châtimens corporels ont été abolis ; seule est restée l'insertion, dans les journaux désignés, de la décision qui condamne. Cette publication est facultative pour les juges.

Pendant longtemps, les tribunaux l'ordonnaient, sans qu'aucun texte le leur permît. L'ancien article 423 du Code pénal n'édicte aucune peine de publicité. Approuvant de nombreuses décisions jurisprudentielles, une circulaire de M. le garde des sceaux, prise en date du 4 juin 1857, exprimait le désir que *la publicité de la condamnation soit, en général, ordonnée par le jugement*, et prescrivait au ministère public de la requérir dans ce genre d'affaires.

Sans doute certaines lois spéciales n'avaient point manqué de réparer l'oubli du législateur de 1811. Ainsi la loi du 28 juillet 1824 sur les altérations et suppositions de noms sur les produits fabriqués ; la loi du 27 mars 1851 réprimant d'une façon plus efficace certaines fraudes dans la vente des marchandises ; la loi du 5 mai 1855 sur les boissons.

Mais il fallut la loi du 13 mai 1863 pour ajouter à l'article 423 du Code pénal le paragraphe suivant : *Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement de condamnation dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou partielle dans les journaux qu'il indiquera ; le tout aux frais du condamné.*

Depuis, toutes les lois spéciales en la matière ont édicté la même faculté pour les tribunaux. Citons, entre autres, les lois : du 4 février 1888 sur les engrais, qui présente

l'intérêt particulier de décréter la publicité obligatoire, en cas de récidive dans le délai de cinq ans ; — des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894 sur la répression des fraudes dans les ventes de vin (1) ; — du 25 avril 1895 sur la fabrication et la vente des sérums thérapeutiques ; — du 16 avril 1897 sur la répression des fraudes dans le commerce des beurres (2) ; — du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (3) ; — du 23 juillet 1907 sur la répression des falsifications et fraudes dans le commerce des beurres et la fabrication des margarines.

Sauf le cas de récidive la publication est facultative pour le juge. En fait, il use souvent de cette faculté, et le ministère public, sur l'invitation des 'gardes des sceaux, en requiert toujours l'exercice dans ces sortes d'affaires. On ne peut que louer l'empressement des uns et des autres, car, de la divulgation seule des condamnations, on peut espérer la diminution progressive de délits qui atteignent si gravement l'intérêt général,

(1) Voici diverses décisions intéressantes : D. 89.4.110 ; 91.4.65 ; 94.4.105.

(2) Décrets du 9 novembre 1897 ; Circulaires des 13 février 1898, 12 juin 1899.

(3) V. *Journal officiel*, 5 août 1905 ; *Lois nouvelles*, 1907.1.501 ; Circulaires : 21 décembre 1905, 5 mars 1907 ; Décret du 31 juillet 1906 ; Arrêté du 1^{er} août 1906. — Voir à l'appendice le texte de la loi du 1^{er} août 1905 qui a complété les lois antérieures au point de vue de la publication des jugements relatifs à ce genre de délits.

§ 2. — Port illégal d'un costume ; d'une décoration ;
d'un titre nobiliaire.

L'article 259 du Code pénal s'exprime ainsi : « Toute
« personne qui aura publiquement porté un costume, un
« uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait
« pas, sera punie d'un emprisonnement de 5 mois à deux
« ans.

« Sera puni d'une amende de 500 à 10.000 francs, qui-
« conque, sans droit et dans le but de s'attribuer une dis-
« tinction honorifique, aura publiquement pris un titre,
« changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les
« actes de l'état civil.

« Le tribunal ordonnera la mention du jugement en
« marge des actes authentiques et des actes de l'état civil
« dans lesquels le titre aura été pris indûment ou le nom
« altéré.

« Il pourra ordonner l'insertion intégrale ou par extraits
« dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais
du condamné. »

Tandis que la mention en marge des actes authentiques
et de l'état civil est obligatoire, l'insertion dans les jour-
naux est facultative.

La question peut être soulevée de savoir si le prévenu a
droit au nom, à la qualité ou au titre qu'il est accusé
d'avoir usurpés. Le tribunal correctionnel n'est pas com-
pétent pour la trancher. C'est une question préjudicielle
qui doit être résolue par le conseil d'administration du

ministère de la justice, lequel a conservé les prérogatives de l'ancien conseil du sceau (1).

Il n'est pas besoin d'insister sur l'utilité de la publication contre un tel délit. Il a pour but de tromper l'opinion publique ; il est nécessaire que l'opinion publique connaisse la vérité.

§ 3. — Propriété industrielle et commerciale.

La loi du 28 juin 1857 prévoit et réprime la contrefaçon et l'usage de la marque d'autrui. Les tribunaux, prononçant la prison ou l'amende, pourront ordonner l'insertion de leur jugement ou son affiche, dans les journaux ou aux lieux qu'ils désigneront, aux frais du condamné.

En matière de brevets d'invention, l'affiche et l'insertion du jugement de condamnation sont prévues par l'article 49 de la loi du 5 juillet 1841. L'interprétation de cet article 49 a divisé les auteurs. Les uns, dont M. Le Poittevin (2), estiment que, quelles que soient les expressions de la loi, la publication prévue est une peine ; qu'en conséquence, les tribunaux, avec la permission du législateur, ont toujours le droit de l'ordonner, même si les parties ne la demandent pas. Les autres, plus nombreux, estimant que la loi considère la publication, non comme une peine, mais comme une réparation ou un supplément de dommages-intérêts, ne confèrent aux juges le droit de la prononcer

(1) Cass., 27 mai 1864, D. 64.1.243. — Voir : *Circulaire de la Chancellerie*, 19 juin 1859.

(2) Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, t. I, p. 97.

que sur la demande expresse de l'une des parties, suivant le droit commun des dommages-intérêts (1).

A notre avis, même envisagée comme une réparation, la publication ne perd pas, ne peut jamais perdre, son caractère de peine, et nous nous rallions à l'opinion de M. Le Poittevin.

§ 4. — Usure et ivresse.

Usure. — C'est un délit d'habitude réprimé par la loi du 18 décembre 1850. Les tribunaux peuvent ordonner l'affiche du jugement et son insertion dans un ou plusieurs journaux du département.

La publication ainsi ordonnée est évidemment un supplément de peine, destiné à accroître l'exemplarité de la peine principale. On peut craindre cependant que son efficacité n'y perde et qu'elle ne serve à faire aux usuriers une réclame trop facile.

Ivresse. — L'article 8 de la loi du 23 janvier 1873 confère au tribunal correctionnel le droit d'ordonner l'affichage de son jugement aux lieux et à tel nombre d'exemplaires qu'il indiquera. Mais l'ivresse ne devient un délit qu'à la deuxième récidive. Elle n'est, auparavant, qu'une simple contravention dont les tribunaux correctionnels ne connaissent que si elle est connexe à un délit. Le juge de paix, jugeant en simple police, ne peut ordonner la

(1) Dans ce sens : V. Bédarrides, *Brevets d'invention*, t. II, p. 224 ; Renouard, *Traité*, n° 262 ; Pouillet, *Brevets d'invention*, nos 1007 à 1013 ; Lainé, n° 428 ; Cass., 15 avril 1861, D. 63, 5.121.

publication, les lois pénales devant recevoir une interprétation restrictive (1).

On peut toutefois regretter cette lacune du texte, car l'ivresse étant un délit public, il n'est que logique que le châtement conserve le même caractère.

L'article 8 de la loi de 1873 prévoit l'application de la même sanction aux tenanciers d'établissements « quand « ils auront, en cas de récidive, donné à boire à des gens « manifestement ivres, à des mineurs de seize ans, ...etc... ».

§ 5. — Lois sur l'enseignement.

La loi du 28 mars 1882 nous offre un exemple à peu près unique de la publication d'une décision appliquée comme peine principale.

Cette loi, sur l'enseignement primaire obligatoire, déclare dans son article 7 l'instruction obligatoire pour les deux sexes de 6 à 13 ans révolus : « Le père, le tuteur, le « patron devront faire connaître au maire de la commune « le genre d'éducation qu'ils entendent donner à l'enfant. »

L'infraction à ces dispositions constitue une contravention *sui generis*, de la compétence d'une commission municipale scolaire. Au premier degré, contre le père ou le tuteur délinquant, la peine est la réprimande seule ; en cas de récidive, c'est la publication par l'affichage, pendant 15 jours ou un mois, à la porte de la mairie, des nom, prénoms, qualités de la personne responsable.

(1) Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, t. III, p. 827.

Malgré certaine controverse, la Cour de cassation a décidé que, même si le père ne comparait pas, la publication peut être ordonnée (1). Dans ce cas, comme on n'a pu lui infliger la réprimande, la publication demeure peine unique, donc principale. Encore cette exception au principe n'est-elle qu'apparente, si l'on considère la publication, ainsi que le fait l'arrêt précité, comme une mise en demeure plus énergique plutôt que comme une véritable peine.

Toujours en matière d'enseignement, mentionnons le décret du 15 mars 1811 dont l'article 75 permet à la juridiction universitaire, jugeant disciplinairement les injures, diffamations, calomnies entre les membres de l'Université, d'ordonner, suivant la gravité de l'infraction, l'affichage de la sentence prononçant la suspension, la privation de traitement, la radiation du tableau ou une autre peine.

La loi du 30 octobre 1886 sur l'enseignement primaire prévoit, parmi les peines disciplinaires, la mention de la censure au *Bulletin des actes administratifs*.

§ 6. — Infractions à la loi sur le travail des femmes dans les manufactures et les ateliers.

Une première loi, promulguée le 2 novembre 1892, prévoyait dans son article 27 certaines infractions et donnait aux tribunaux la faculté de prononcer, à titre de peine

(1) Cass., 14 décembre 1883, D., 84, 1.214.

accessoire, l'affichage et l'insertion de leurs jugements de condamnation, mais seulement au cas de récidive. Il y a récidive lorsque, dans l'année qui précède le fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour un fait identique. Mais il est nécessaire, pour permettre l'application des sanctions de la récidive, que les deux ou plusieurs condamnations prononcées dans la même année, soient prévues par une seule et même prescription de la loi. Il ne suffirait pas que le prévenu ait déjà été une première fois condamné pour une contravention quelconque à la loi de 1892. Dans cette dernière hypothèse, la publication ordonnée serait illégale.

La loi importante du 29 décembre 1900 (1) précise les conditions du travail des femmes dans les magasins. Au cas de récidive, les juges correctionnels connaissent de la contravention (2) et ont le droit d'ordonner l'insertion de leur jugement dans les journaux qu'ils désigneront, aux frais du contrevenant condamné.

Le but du législateur, en organisant une pareille publicité, a été d'assurer une protection plus efficace à l'ouvrière et l'employée. On ne peut que l'en féliciter.

§ 7. — Poursuites disciplinaires.

Jugeant disciplinairement les officiers ministériels, les tribunaux peuvent ordonner l'affichage et l'insertion de leur décision. Ce droit leur est conféré par la loi du 10 mars

(1) Voir : *Journal officiel*, 30 décembre 1900.

(2) La récidive est calculée comme pour la loi de 1892.

1898 modifiant l'article 102 du décret du 30 mars 1808.

En ce qui concerne les notaires, une controverse s'est élevée, née de ce qu'une loi spéciale du 25 ventôse an XI règle, à leur égard, les mesures disciplinaires. Or cette loi ne prévoit pas la publication du jugement de condamnation. Cependant, comme les notaires, à la différence des autres officiers ministériels qui comparaissent en chambre du conseil, sont jugés en audience publique, la lacune de la loi est comblée par la publicité de l'audience (1).

D'ailleurs, il est difficile de comprendre et de justifier la peine accessoire de la publication, en matière de mesures disciplinaires visant des officiers ministériels. Ces mesures, en effet, ne sanctionnent que des fautes purement professionnelles. Le public en exagère souvent, en ignore toujours la portée ; livrer à son opinion et à son contrôle leur existence en même temps que la peine qui les frappe, n'aura pour résultat que d'inspirer une méfiance générale à l'égard de tous les officiers ministériels, une étroite solidarité régnant entre eux, et de diminuer l'autorité, pourtant nécessaire, de la fonction publique qu'ils exercent.

Le législateur lui-même avait été si bien frappé par la menace de ce danger qu'il décida que les avoués et les huissiers ne comparaitraient pas en audience publique, mais en chambre du conseil. Il s'est au moins singulièrement contredit et a rendu illusoire cette première dis-

(1) La jurisprudence est unanime à décider que la décision ordonnant l'insertion constituerait un excès de pouvoir. — Voir : Cass., 28 août 1854, D. 54.1.321.

position en permettant la divulgation des diverses mesures prises par la juridiction disciplinaire.

Cette divulgation ne présente quelque utilité que si la sanction consiste dans la suspension, car elle renseignera le public, qui en a besoin, sur la durée de la peine. Si la destitution est prononcée, la publication ne sera pas dangereuse, car le scandale est tout entier produit par l'exécution de la peine principale.

Nous avons examiné plus haut les mesures disciplinaires prises par la juridiction compétente en matière d'enseignement.

§ 8. -- Article 10 du Code de procédure civile.

Il est ainsi conçu : « Les parties seront tenues de s'expliquer avec modération devant le juge de paix et de garder en tout le respect qui est dû à la justice ; si elles y manquent, le juge les y rappellera d'abord par un avertissement ; en cas de récidive, elles pourront être condamnées à une amende qui n'excédera pas la somme de 10 francs, avec affiches du jugement, dont le nombre n'excédera pas celui des communes du canton. »

Cette disposition est destinée à réprimer les écarts de la défense ; elle se rapproche, à ce point de vue, de l'article 1036 du Code de procédure civile, et tire de ce rapprochement tout son intérêt.

SECTION II. — Article 1036 du Code de procédure civile.

De tout temps, le législateur s'est préoccupé de réprimer les écarts de la défense. Bien que la liberté la plus large doive lui être laissée, néanmoins le respect de la justice et de l'honneur des citoyens lui impose certaines limites qu'elle ne peut franchir sans que les tribunaux n'interviennent (1).

Sous l'ancien régime, de nombreuses ordonnances ont été rendues qui imposaient aux parties en cause, à leurs mandataires ou leurs défenseurs, une certaine modération dans le langage (2). La sanction consistait généralement, outre la suppression des discours et des écrits réputés injurieux, dans une réparation publique, dite réparation d'honneur ou amende honorable.

De cette législation est issu l'article 1036 du Code de procédure civile qui s'exprime ainsi : « Les tribunaux, « suivant la gravité des circonstances, pourront, dans des « causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, « des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux et ordonner l'impression et l'affiche de leurs « jugements (3). »

(1) Cf. Eyssautier, Etude sur la liberté de la défense, *Revue pratique*, 1859, VII, p. 1 et 2.

(2) Ordonnances : Montils-les-Tours : avril 1453, act. 54 ; Blois, novembre 1507, act. 122 ; Moulins, 1565, act. 77 ; Ord. de 1629, act. 179 ; Edit d'août 1686.

(3) On doit rapprocher l'article 1036 de l'article 41 de la loi du

Les termes quelque peu ambigus de ce texte ont donné naissance, pour son interprétation, à une grave controverse. L'article 1036 confère-t-il aux tribunaux le droit général d'ordonner, toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire, la publication de leurs jugements, à titre de réparation d'ordre public ? Faut-il au contraire s'en tenir étroitement aux termes de la loi et ne leur concéder ce droit que dans l'hypothèse prévue, c'est-à-dire lorsqu'ils prononcent des injonctions, suppriment des écrits ou les déclarent calomnieux ?

Comme la jurisprudence, la doctrine a été longtemps hésitante. Les auteurs se sont, sur la solution du problème, divisés en deux sectes très distinctes, les uns partisans de l'interprétation extensive, les autres de l'interprétation restrictive de l'article 1036.

Parmi les premiers, citons M. Le Poittevin, M. Allart, M. Bédarrides ; parmi les seconds, MM. Blanche, Laborde, et notamment M. Garraud qui s'exprime ainsi : « Lors-
« qu'il s'agit d'une condamnation prononcée en matière
« correctionnelle ou de simple police, la publicité de l'ar-
« rêt ou du jugement n'est pas de droit. Elle doit s'appuyer,
« si elle est prononcée à titre de peine, sur un texte formel
« l'ordonnant ou l'autorisant (1). »

29 juillet 1881. Mais ce dernier article exige, pour son application, que les discours ou les écrits soient reconnus diffamatoires ou injurieux. L'article 1036 n'impose pas cette condition.

(1) Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, V^o *Affiche*, n^o 460 ; Allart, *Traité de la contrefaçon*, n^o 718 ; Blanche, *Étude pratique sur le Code pénal*, t. I, n^o 55 ; Laborde, *Cours élémentaire*, n^o 388 ; Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 302 (7^e édit.).

C'est à cette dernière théorie que semble vouloir se rallier définitivement la jurisprudence. Elle a passé par trois phases bien déterminées.

Jusqu'en 1870, l'interprétation restrictive de l'art. 1036 était celle de la Cour de cassation qui rendit dans ce sens plusieurs arrêts, notamment le 7 février 1875 (1), et le 16 août 1860 (2).

Par un premier arrêt du 18 juillet 1870 elle abandonna ce système et adopta celui de l'interprétation large et générale (3).

Un deuxième arrêt du 16 mai 1873 (4) exposait et ac-

(1) D. 57.1.496.

(2) D. 60.1.520.

(3) D. 72.1.156. — « Attendu que la Cour, en statuant ainsi qu'elle l'a fait, s'est conformée littéralement, aux termes de l'article 1036 du Code de procédure civile, seul texte légal visé dans son arrêt et n'a fait qu'user du droit absolu et discrétionnaire qui lui est attribué par cet article ;

« Attendu que, placé dans le Code de procédure civile sous la rubrique des dispositions générales, l'article 1036 a édicté un principe qui est lui-même général et absolu ; que cet article arme les tribunaux d'un pouvoir de police souverain et leur confie le droit, suivant la gravité des circonstances, dans toutes les causes dont ils sont saisis, de prononcer, même d'office, des injonctions, de supprimer des écrits et d'ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements ;

« Attendu qu'il n'y a pas lieu de confondre cette disposition générale avec les principes spéciaux en vertu desquels la loi du 17 mai 1819 (art. 23), dans l'intérêt de la libre défense des parties, affranchit de l'action en diffamation ou injure les discours ou écrits prononcés ou produits devant les tribunaux et qui, à défaut de cette immunité, auraient donné lieu à des poursuites. »

(4) D. 73.1.441. — « Attendu que l'article 1036 autorise les tribunaux à ordonner... l'impression et l'affiche de leurs jugements ;... que cet article, conçu en termes généraux, s'applique à toutes les

cueillait la théorie complète de l'interprétation extensive. Il avait été rendu sur le rapport de M. le conseiller Régnier qui s'exprimait ainsi : « Lorsque les tribunaux usent
« de la faculté que leur accorde l'article 1036, ce n'est pas
« une peine qu'ils prononcent, c'est une juste réparation
« du scandale produit par la partie condamnée. Aussi, la
« loi n'a pas, en matière pénale, déterminé les cas dans
« lesquels l'impression et l'affiche pourraient être ordon-
« nées ; elle a laissé aux tribunaux le soin de prescrire cette
« mesure d'ordre public dans toutes les circonstances où
« elle leur paraîtrait utile. »

Enfin, en 1894, la Cour suprême revint à l'interprétation restrictive, sur un rapport très serré de M. le conseiller Accarias : « Attendu, dit un arrêt du 8 décembre (1),
« que les tribunaux ne peuvent ordonner l'impression et
« l'affiche de leurs jugements qu'autant qu'un texte for-
« mel les y autorise ; qu'en droit la vérité de cette règle
« est démontrée par les nombreuses lois spéciales qui con-
« tiennent une autorisation de ce genre et qui ne s'expli-
« queraient pas sans cela : et que rationnellement elle se
« fonde sur ce que l'impression et l'affiche des jugements,
« bien que le Code pénal ne les ait pas fait figurer dans
« l'énumération des peines, ont néanmoins pour effet né-
« cessaire d'aggraver la situation du condamné qu'elles
« frappent dans sa fortune et sa considération. »

juridictions ;... que la mesure d'intérêt public qu'il permet d'ordonner... n'est pas prononcée à titre de peine, mais comme réparation du scandale public... »

(1) Cass., 8 décembre 1894, S. 95.1.298.

« Attendu que l'insertion, ordonnée par le jugement
« attaqué..., ne pourrait se justifier par l'article 1036 du
« Code de procédure civile ;

« Qu'en effet, si cet article, reconnu applicable à toutes
« les juridictions, permet aux tribunaux d'ordonner, même
« d'office, l'impression et l'affiche de leurs jugements,
« c'est seulement dans le cas où ils prononcent des injonc-
« tions, suppriment des écrits ou les déclarent calomnieux,
« car alors il y a lieu à une réparation spéciale du scan-
« dale que la partie condamnée a causé dans le cours du
« procès. »

Nous sommes loin de la réparation générale, du droit souverain, universel et absolu de l'arrêt de 1870.

Et, en effet, l'interprétation restrictive est la seule qui repose sur un fondement vraiment juridique et qui soit conciliable avec l'origine historique de l'article 1036.

Sans doute de très sérieux arguments, que nous ne saurions passer sous silence, militent en faveur de son interprétation extensive. Ils sont résumés dans les arrêts de 1870 et de 1873. L'article 1036 occupe dans le Code de procédure civile une place qui doit lui faire attribuer une portée générale. Il est, en outre, du plus haut intérêt social, que l'opinion publique puisse connaître les décisions de justice, et, comme cet intérêt dépend, non de la nature de l'infraction, mais des circonstances qui l'accompagnent, les lois spéciales sont insuffisantes pour le sauvegarder, il faut accorder aux tribunaux le pouvoir le plus étendu possible. Il est, d'ailleurs, généralement admis que la

partie lésée a le droit de réclamer, à titre de réparation privée du dommage subi, la publication de la décision prise ; pourquoi refuser cette réparation, quand c'est l'ordre public qui l'exige ? Que si l'on objecte la spécialité des peines et le principe : « *nulla poena sine lege* », il est aisé de répondre, avec la Cour de cassation, qu'il ne s'agit point de peine, mais de réparation du scandale public. Enfin les abus que pourraient faire les tribunaux d'un pouvoir illimité ne sont pas à craindre, puisque l'article 1036 lui-même ne la leur confère que dans des circonstances graves, laissant à leur sagesse le soin d'apprécier cette gravité. Telle est brièvement mais complètement résumée, la théorie de l'interprétation extensive.

Pourquoi l'a-t-on abandonnée ? Parce qu'elle se heurte à une irréfutable objection, tirée du caractère pénal de toute publicité. Il ne faut pas s'illusionner avec des mots et croire supprimer la difficulté en appelant réparation ce qui est une véritable peine. Qu'on les désigne comme l'on veut, l'affiche et l'insertion du jugement vont aggraver la situation du condamné ; elles vont le frapper aussi bien dans sa fortune que dans sa considération, dans sa personne physique que dans sa personne morale : les caractères essentiels de la peine se trouvent réunis. Or c'est une règle fondamentale du droit criminel qu'une peine ne peut être appliquée que dans les cas expressément prévus par la loi. En dehors de ces hypothèses, il y aurait excès de pouvoir. « Allons au fond des choses, disait M. le conseiller Accarias, si la publication était ordonnée à titre

« de peine, en quoi consisterait son élément pénal ? En
« ce que le condamné paierait les frais d'insertion et d'af-
« fichage et subirait, avec toutes ses conséquences, le
« déshonneur résultant de la publicité. La peine serait
« double, à la fois pécuniaire et morale. »

« Eh bien, la publicité est ordonnée, comme dit l'arrêt
« de 1873, à titre de réparation du scandale public pro-
« duit par le fait de la partie condamnée, qu'y aura-t-il de
« changé ? N'est-ce pas encore le condamné qui paiera
« l'impression et l'affichage ? Ne sera-t-il pas également
« frappé dans son honneur et sa considération ? Nous
« aurons beau lui dire qu'il ne subit pas une peine, mais
« qu'il répare un scandale, la distinction lui paraîtra sub-
« tile et le public ne la comprendra pas. »

D'autres raisons, également puissantes, doivent faire admettre notre théorie. Si l'article 1036 donnait, dans l'esprit de ses auteurs, aux tribunaux un pouvoir général de prononcer quand ils le veulent la publicité de leurs décisions, pourquoi le législateur eût-il autorisé, par des textes spéciaux, le juge à ordonner cette mesure ? La théorie de l'interprétation extensive rend toutes les lois spéciales, promulguées en la matière, inexplicables et inutiles.

Un semblable système serait d'ailleurs singulièrement dangereux. « Il y a beaucoup de procès où l'instruction et
« les débats ne donnent lieu à aucun incident scandaleux;
« et cependant les juges auraient, dans tous les cas, le
« droit d'ordonner l'impression et l'affiche de leurs juge-

« ments. Ce droit appartiendrait même à un tribunal
« composé d'un seul juge et statuant sans appel (1). »

Enfin l'article que nous combattons se heurte à l'origine historique de l'article 1036. En abordant son examen, nous avons rappelé que cette disposition de notre Code est un vestige des anciennes ordonnances édictées dans le but de réprimer les écarts de la défense. L'ordonnance de Montils-les-Tours (art. 54) défendait, « sous peine de
« privation de postuler et d'amende arbitraire que dorénavant avocats dans leur plaidoirie, procédant par quel-
« conques paroles injurieuses ou contumélieuses, à l'en-
« contre de leurs parties adverses, en quelque forme ou
« manière que ce soit, ne dire, ne alléguer ou proposer
« aucune chose qui chée en opprobre d'autrui, et qui ne
« serve ou soit nécessaire aux faits de la cause qu'ils plaident. »

La sanction consistait notamment dans la suppression de l'écrit ou du discours déclaré calomnieux. « L'usage
« était d'ordonner la suppression des mémoires et requêtes
« avec une réparation d'honneur par écrit (2). » Lorsque les écrits ou discours étaient injurieux sans calomnie, on se contentait de la simple suppression.

Les expressions mêmes des anciennes ordonnances et coutumes sont reproduites par l'article 1036. La conclusion qui s'impose est que cette dernière disposition a le même but, par suite la même portée.

(1) Rapport de M. le conseiller Accarias, précité.

(2) Muguet de Vouglans, *Lois criminelles*, p. 361.

Le droit qu'il confère aux tribunaux d'ordonner la publication de leurs décisions est donc limité à l'hypothèse précise qu'il prévoit : quand ils prononcent des injonctions, suppriment des écrits ou les déclarent calomnieux.

Sans doute le tribunal conserve une assez grande latitude d'appréciation, laissée par les mots : « Suivant la gravité des circonstances » ; mais c'est dans ce sens qu'il pourra, avec affiche ou insertion de son jugement, supprimer tout discours ou tout écrit, quel qu'il soit, même s'il n'est pas diffamatoire ou injurieux. Par cette raison, l'article 1036, comme il a déjà été dit, ne fait pas double emploi avec l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881.

L'article 1036 est applicable à toutes les juridictions, civiles, criminelles, commerciales, administratives. Toutes les décisions de jurisprudence ont proclamé ce principe (pour les juges de paix, il y a un texte spécial, étudié plus haut : l'article 10 du Code de procédure civile). Il a été jugé, cependant, que le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour ordonner l'insertion de son arrêté (1).

Ainsi, réduit à ses justes limites, l'article 1036 n'est pas une disposition générale, faisant de la publication d'une décision judiciaire une réparation d'ordre public dont l'opportunité serait laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux. Il est, comme les textes que nous avons déjà étudiés, une disposition spéciale et précise, destinée à réprimer les écarts de la défense, conférant aux tribunaux

(1) C. d'Etat, 27 juillet 1889, D. 91.3.26.

le droit de prononcer la publicité de leur sentence, dans une hypothèse nettement déterminée, à savoir quand ils suppriment des écrits ou les déclarent calomnieux. Ce droit, ils l'ont même d'office ; il n'est pas besoin qu'une partie en sollicite l'exercice. De le dire était d'ailleurs superflu, puisque nous sommes en présence d'une peine et qu'une peine peut toujours être prononcée d'office par les tribunaux.

SECTION III. — De la publication : réparation publique.

§ 1^{er}. — Erreurs judiciaires. — Procès en révision.

L'interprétation extensive de l'article 1036 du Code de procédure civile n'était pas, avant la loi du 8 juin 1895, sans utilité. Elle comblait heureusement une lacune du Code, et c'est là, sans doute, une de ses raisons d'être. On était, en effet, unanime à admettre qu'une réparation publique était due aux victimes d'erreurs judiciaires reconnues. On avait peu hésité sur la nature de cette réparation (1), et on eut vite compris que la meilleure consiste dans la proclamation de l'innocence par l'affiche et l'insertion de l'arrêt qui la constate. Mais aucun texte n'autorisait cette divulgation : les Cours et tribunaux ordonnaient néanmoins la publicité de leurs arrêts de révision en se basant sur le texte de l'article 1036 du Code de procédure

(1) D'aucuns avaient proposé « l'allocation d'une médaille ou « pièce d'argent d'une certaine valeur, et portant la légende : Innocence reconnue par la loi ».

civile, interprété alors, il le fallait bien, dans son sens le plus étendu (1).

L'arrêt de 1894 proclamant la nécessité de l'interprétation restrictive venait mettre fin à cette application ingénieuse de l'article 1036, et compromettait singulièrement la situation des condamnés reconnus innocents.

Heureusement la loi du 8 décembre 1895 ajouta à l'article 446 le paragraphe suivant : « L'arrêt du jugement de « révision, d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera « affichée dans la ville où a été prononcée la condamnation, « dans celle où siège la juridiction de révision, dans la « commune du lieu où le crime ou délit a été commis, « dans celle du domicile des demandeurs en révision et du « dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si « elle est décédée. »

« Il sera inséré d'office au *Journal officiel* et les juges « pourront ordonner sa publication dans cinq journaux, « au choix du demandeur, s'il le requiert. »

« Les frais de la publicité, ci-dessus prévue, seront à la « charge du Trésor. »

La discussion de la loi de 1895 a révélé chez le législateur une inquiétude. Si en effet tous étaient d'accord sur le principe de la réparation, beaucoup hésitaient sur le fondement à lui donner. Que l'idée d'humanité en soit l'idée maîtresse, aucun doute n'est possible à cet égard ; mais une réparation ne va pas sans dommage et un dom-

(1) Cass., 27 novembre 1868, D. 69.1.386 ; 16 mai 1874, D. 75.1.186.

mage ne se conçoit guère sans faute. Une erreur judiciaire suppose une faute chez celui qui l'a commise : l'Etat. Or l'Etat n'a pas, ne peut pas avoir à réparer ses fautes. Son irresponsabilité est plus qu'un principe ; elle est un dogme. N'est-ce pas y porter une singulière atteinte que de le contraindre, par une loi, à la réparation d'une erreur judiciaire ? On s'en est tiré, comme toujours, avec des mots, en disant que le droit pour la victime à une réparation publique engendre, de la part de l'Etat toujours irresponsable, un devoir d'assistance qu'il remplit par l'allocation d'une indemnité et par la proclamation de l'innocence.

La publication du nouvel article 446 est à la fois facultative et obligatoire : l'insertion est d'office au *Journal officiel* et les tribunaux peuvent l'ordonner, dans cinq journaux au plus, qu'ils désigneront.

§ 2. — Ordonnances de non-lieu. — Jugements et arrêts d'acquiescement.

On peut soutenir que, lorsqu'une ordonnance de non-lieu est rendue, lorsqu'une décision d'acquiescement est prononcée, il y a erreur judiciaire. Il y a toujours préjudice causé par la poursuite téméraire, mal fondée, injuste. Celui qui en est la victime pourra-t-il en réclamer la réparation et, comme réparation, pourra-t-il exiger la publication de l'ordonnance ou de la décision qui l'absout. Aucun texte de loi ne l'y autorise, à moins qu'on n'estime l'article 1382 du Code civil suffisant pour le lui permettre.

A notre avis, la solution du problème doit différer sui-

vant qu'il y a eu plainte d'un particulier ou poursuite par le ministère public.

Il est tout d'abord certain que si la témérité ou la mauvaise foi du plaignant sont démontrées, ce dernier doit, en vertu de l'article 1382, la réparation du dommage qu'il a causé. Tout fait de l'homme, dit en effet cet article, qui cause à autrui un préjudice, oblige celui par la faute duquel il arrive à le réparer.

Mais quelle pourra être cette réparation ? Si les tribunaux peuvent certainement accorder au prévenu, qui bénéficie d'une ordonnance de non-lieu, ou d'une décision d'acquiescement, des dommages-intérêts, ces dommages-intérêts pourront-ils consister dans la publication de cette ordonnance ? Oui, sans doute, car l'article 1382 ne précise pas la forme des dommages-intérêts ; les tribunaux peuvent les accorder sous la forme qui leur paraît la plus efficace, la plus adéquate au dommage causé (1).

Une objection peut être faite, toujours tirée du principe de la spécialité des peines : pas de peine sans texte ; or la publication d'une décision judiciaire, même sollicitée à titre de simple réparation, aura toujours le caractère de peine. La réponse est que nous trouvons un texte suffisant dans l'article 1382.

La question est plus délicate lorsqu'il ne s'agit ni de mauvaise foi, ni d'imprudence, ni de témérité d'un plaignant. L'arrestation et les poursuites, ordonnées par le

(1) Voir le rapport de M. Chiché à la Chambre : Séances des 30 décembre 1891 et 6 janvier 1896.

ministère public, peuvent être le résultat soit de circonstances fortuites, soit de la précipitation, de la légèreté, de la partialité d'un commissaire de police ou du magistrat instructeur. Ils sont les représentants de la société ; cette dernière devra-t-elle réparer leurs fautes ?

Et ainsi se pose le problème de la responsabilité de l'Etat. Nous avons vu comment, dans l'hypothèse d'une erreur judiciaire résultant des débats d'un procès en révision, on a, du moins en apparence, respecté le principe de l'irresponsabilité de l'Etat en déclarant que la réparation officielle et publique accordée aux victimes était légitimée par un simple devoir d'assistance, non point par une idée de faute.

De même, lorsqu'il s'agit de non-lieu ou d'acquittalment, on a essayé de tourner la difficulté en soutenant la thèse de la responsabilité personnelle des magistrats, thèse parfaitement chimérique. La justice y perdrait vraiment trop en prestige, en autorité, en impartialité, en indépendance. Aussi toutes les propositions faites en ce sens à la Chambre des députés ont-elles été repoussées (1).

A notre avis, une nouvelle distinction s'impose.

Il n'est pas besoin de procès en révision pour démontrer l'existence d'une erreur judiciaire. Elle peut être reconnue expressément par l'ordonnance de non-lieu ou la décision d'acquittalment. Dans ce cas, le principe de l'irresponsabilité de l'Etat ne saurait être un obstacle à l'application du

(1) Cf. *Journal officiel*, 30 décembre 1891.

droit commun. L'Etat doit, quand l'intérêt public ne s'y oppose pas, réparer les fautes graves commises par ses représentants envers les citoyens. Qu'on appelle, si l'on veut, ce devoir un simple devoir d'assistance, il incombe à l'Etat aussi bien lorsque l'erreur est reconnue dans un procès en révision que lorsqu'elle résulte de l'ordonnance qui renvoie ou de la décision qui acquitte. Le législateur a, dans le premier cas, reconnu le droit à l'indemnité et à la publication ; pourquoi l'a-t-il refusé au second ? Il y a là une lacune évidemment regrettable.

Une brèche au principe, d'ailleurs discutable, de l'irresponsabilité avait été faite par la loi de 1895 ; le législateur aurait dû suivre jusqu'au bout la route qu'il s'était si heureusement ouverte. Les discussions parlementaires furent, à ce sujet, assez orageuses aux séances des 30 décembre 1891 et 6 janvier 1894. En 1891, le rapporteur, M. Chiché, avait déjà soutenu que « ni le magistrat, ni la société, « au nom de laquelle il agit, ne sont responsables ». En 1894, M. le garde des sceaux Antonin Dubost et la commission de la Chambre des députés défendirent le même principe.

Malgré l'intervention de M. Bovier-Lapierre et de M. Bérenger qui fit très justement valoir que le fait d'avoir admis « la révision en matière d'erreur reconnue certaine en-
« traîne, forcément, la reconnaissance du droit aussi bien
« si l'erreur a été constatée avant le jugement que si elle a
« éclaté après la condamnation, la Chambre s'obstina ».

La majorité repoussa ces idées qu'elle considérait

comme extrêmement dangereuses tant au point de vue de la bonne administration de la justice qu'au point de vue financier.

Pareille crainte était la conséquence d'une confusion aisément dissipée par la distinction que nous proposons.

Accorder, en effet, la réparation du préjudice par elles subi aux victimes d'une erreur judiciaire, de quelque manière qu'elle soit constatée, ne revient pas à admettre le droit d'exiger la publication de l'ordonnance ou du jugement au profit de tous ceux qui ont bénéficié d'un non-lieu ou d'un acquittement. On ne devra l'accorder qu'à ceux dont l'innocence résulte évidemment d'une décision judiciaire.

Une ordonnance de non-lieu, un jugement ou un arrêt d'acquittement ne sont pas la preuve absolue de l'innocence, par suite de l'erreur judiciaire. Il peut arriver, et il arrive fréquemment, que le fait poursuivi ne tombe pas sous les termes précis et restrictifs d'un texte pénal, mais demeure moralement blâmable, ou que l'ensemble des preuves ne soit pas suffisant, dans leur sens légal, mais que des présomptions très graves rendent à peu près certaine l'existence de l'infraction. Enfin, chaque jour, les jurys d'assises, dont le verdict est dicté par une impression irréfléchie plus que par la raison, acquittent des accusés, alors que le crime est nettement établi (parfois même par l'aveu du coupable), quand des circonstances telles l'ont accompagné ou quand la peine est si grave qu'une condamnation paraîtrait injuste à leur conscience. Dans

toutes ces hypothèses, il serait excessif d'accorder à ceux qui échappent au châtement le droit de solliciter la publication de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt rendus en leur faveur. Ils ont pu subir un dommage ; mais en les poursuivant, la société n'a commis aucune faute : aucune réparation ne leur est due.

SECTION IV. — De la publication : réparation civile.

L'étude de la publication des jugements pénaux considérée comme réparation d'ordre public nous amène à examiner la question beaucoup plus générale de savoir si cette publication peut être demandée et accordée à titre de réparation civile ou de dommages-intérêts. Le problème est délicat à résoudre.

D'une part, en effet, l'article 1382 du Code civil permet à toute personne qui a éprouvé un préjudice d'en demander à son auteur la réparation. De cette réparation, aucun texte ne vient déterminer la forme : elle sera d'autant plus juste et plus efficace qu'elle atteindra plus directement le dommage causé. Or il est certain que la meilleure réparation du préjudice causé à quelqu'un dans sa vie publique ou commerciale sera la publication de la décision qui en frappe l'auteur.

Mais, d'autre part, toute publication des jugements ou arrêts étant une peine, les principes généraux de notre système pénal exigent une loi spéciale qui l'attache ou permette aux tribunaux de l'attacher à telles infractions

déterminées. Or aucun texte de loi, aucun article du Code ne permet de la prononcer à titre de réparation civile. Comment concilier ces deux nécessités ?

Disons de suite que la presque unanimité des auteurs et des décisions de jurisprudence s'accorde à laisser aux tribunaux le pouvoir le plus large d'appréciation sur le quantum et la forme des dommages-intérêts (1). Si la réparation la plus efficace doit consister dans la divulgation du jugement, les tribunaux pourront, devront même en ordonner l'insertion ou l'affiche, aux lieux et dans les journaux qu'ils désigneront. Il est absolument indispensable que celui qui a été victime de manœuvres ou de fraudes auxquelles sa profession l'expose tous les jours puisse obtenir, comme réparation, l'insertion et l'affiche du jugement de condamnation prononcé contre les auteurs de la fraude.

Ces insertions et affiches sont de style dans les jugements réprimant certains délits ou contraventions : par exemple, les contraventions à la police des chemins de fer. Les Compagnies de chemins de fer se font autoriser à afficher dans les gares les condamnations qu'elles obtiennent (2). La Société protectrice des animaux publie souvent, par voie d'insertions ou d'affiche, les peines pronon-

(1) Cf. Demolombe, *Traité*, t. I, n° 690 ; Aubry et Rau, t. IV p. 108 ; Fuzier-Hermann, *Code civil annoté*, article 1832, n° 1072 ; Garraud, t. I, n° 367 ; Faustin-Hélie, *Procédure criminelle*, t. II, p. 41 ; Cass., 9 août 1880, P. 81.1.868.

(2) Il est vrai que, dans cette hypothèse, la publication n'est pas faite aux frais du condamné.

cées contre les délits dont elle veut éviter la multiplication. Les procès en concurrence déloyale se terminent la plupart du temps par la divulgation des jugements qui la constatent et la répriment. En un mot, les tribunaux font un très fréquent usage du droit que leur concèdent, en l'absence d'un texte, la jurisprudence et la doctrine.

En fait, l'utilité d'une pareille coutume est indiscutable. Peut-on, en droit, la justifier ? Si la publication est ordonnée par le tribunal civil, elle peut être juridiquement considérée comme un supplément d'indemnité, une forme ou un complément de dommages-intérêts et trouve sa justification dans l'article 1382.

Si elle est ordonnée, au contraire, par une juridiction répressive, même à titre de réparation purement civile, il nous paraît difficile de ne la point considérer comme une peine, puisqu'elle atteint celui qu'elle frappe dans sa fortune, dans son honneur et dans sa considération. Dès lors, le principe de la spécialité des peines entre en contradiction formelle avec celui de l'article 1382 ; à l'intérêt de la partie lésée qui a droit à toute la réparation du dommage qu'elle a subi, vient s'opposer l'intérêt de la partie attaquée dont la sûreté et dont l'honneur sont garantis par les textes rigoureux et précis de la loi pénale.

A notre avis, tous les principes et tous les intérêts peuvent être respectés et sauvegardés. Nous avons dit que la publication est une réparation efficace parce qu'elle atteint directement le dommage, parce qu'elle en efface la cause. Il n'est pas besoin d'en dénoncer l'auteur. Ce qu'il im-

porte de divulguer, afin de prévenir la multiplication de certaines infractions et d'en réparer les effets désastreux, ce sont les peines qui les frappent ; peu important les noms de ceux qui les ont commises. Il est donc à souhaiter que se répande de plus en plus l'usage de solliciter la publication d'un jugement de condamnation, sans la mention du nom du condamné, mais néanmoins à ses frais. Ainsi la partie lésée sera satisfaite et les principes de la peine seront sauvegardés (1).

Il faut donc admettre, sous les réserves qui viennent d'être faites, que les juges ont le droit de prononcer, à titre de complément de dommages-intérêts, la publication par insertions ou affiches, de leurs décisions. Mais ce droit (nous l'avons démontré en interprétant l'article 1036 du Code de procédure civile), ils ne l'ont jamais d'office. Les conclusions du ministère public ne sauraient davantage le leur conférer. Il faut une demande expresse de la partie qui se prétend lésée (2). Cela découle des principes mêmes qui constituent le droit commun des dommages-intérêts, la publication n'étant qu'un complément de dommages-intérêts.

De là plusieurs conséquences. Si, sur appel, la Cour supprime tout ou partie des dommages-intérêts, restant

(1) Cf. Fuzier-Hermann, *C. civ. ann.*, art. 1382, n° 1382, *Pandectes*, V° *Affiche*, n° 311.

Les Compagnies de chemins de fer ne publient que les délits et les peines, avec la mention des seules initiales des condamnés. Le plus souvent aucune mention n'est faite.

(2) V. C. cass., 10 mai 1861, D. 61.1.363.

muette sur la publication, elle supprime *ipso facto* cette publication. Le tribunal ne pourrait, de même, ordonner une publication autre ou plus étendue que celle demandée par la partie lésée ; si, par exemple, une ou plusieurs insertions sont demandées, le tribunal ne pourrait, sans commettre un excès de pouvoir, ordonner l'affichage.

Le plus souvent la demande est indéterminée et ce sont les juges qui fixent le nombre et le coût maximum des insertions, aux frais de la partie condamnée. Ces frais seront liquidés par la voie ordinaire de la taxe.

Cette publication, qui ne peut être prononcée que sur la demande expresse de l'une des parties, est toujours facultative pour le tribunal. Le tribunal peut la refuser.

Mais nous verrons, dans notre deuxième partie, que toute personne a le droit de publier un jugement ou un arrêt, sauf à ne point faire de ce droit un abus qui donnerait naissance à un quasi-délit. A quoi donc va servir le refus d'un tribunal d'accorder cette publication ? Tout d'abord si la publication n'est pas prévue par le jugement, elle demeurera à la charge de celui qui l'a faite ou l'a fait faire.

De plus, nous verrons plus loin que l'existence de l'abus du droit de publication volontaire est une question de fait, laissée à l'appréciation des magistrats. Des circonstances qui ont accompagné la publication, de sa forme, de son étendue peut résulter la preuve de l'intention de nuire qui donnera ouverture à l'application des peines de l'injure, de l'outrage ou de la diffamation. Si une partie quelcon-

que, après avoir sollicité en vain du juge l'insertion ou l'affiche de la décision, la fait néanmoins publier, une présomption grave pèsera sur elle d'avoir agi *animo nocendi* et non pas seulement dans le but d'obéir aux exigences de sa profession et de satisfaire l'opinion publique.

Cette présomption sera écartée si le tribunal a accordé expressément la publication de son jugement.

La publication peut être donnée *in integro* ou par extraits. Si elle est prononcée par extraits et si, en fait, elle contient la décision tout entière, le surplus demeure à la charge de la partie qui publie et cette dernière s'expose aux risques de l'abus du droit (1). •

Parfois la décision ne s'explique pas sur l'étendue de la publication ; dans ce cas, la partie qui l'a obtenue a le droit de publier le jugement tel que le définit l'article 141 du Code de procédure civile, c'est-à-dire les qualités, les motifs et le dispositif.

Il n'en est pas de même en matière de publication volontaire. Le droit de publication volontaire, découlant de la publicité de l'audience, ne porte naturellement que sur le jugement tel qu'il a été prononcé en audience publique ; il ne comprend pas les qualités.

Au contraire, la publication qui nous occupe est la réparation d'un préjudice. Cette réparation ne sera efficace, complète, que si on expose les faits et le droit du procès résumés dans les qualités.

(1) De même si un compte rendu des débats accompagne la publication du jugement, il doit être fidèle et de bonne foi.

Dans l'hypothèse où le jugement à insérer ne précise pas le mode d'insertion, la partie qui l'obtient devra le publier intégralement, tout au moins sans l'altérer dans son essence. Les coupures ou suppressions intentionnelles pourront donner lieu à des poursuites pour diffamation ou injure ou en dommages-intérêts. Mais la preuve de l'intention de nuire doit être administrée, car le jugement a pu n'être publié partiellement que par économie, dans l'intérêt du condamné lui-même, afin de lui éviter les frais d'une trop longue insertion (1).

Ce que nous avons dit du contenu des insertions s'applique à leur nombre. La partie qui les obtient peut en faire plus que n'en accorde le jugement, mais, pour l'excédent, à ses frais et surtout à ses risques (2).

De même pour le mode de publication. Si c'est l'insertion qu'on obtient, on ne pourra recourir à l'affiche. L'affiche, en effet, a toujours été justement considérée comme une peine ou une aggravation de peine qu'on ne peut appliquer sans un texte ou une décision de justice qui la permette ou l'ordonne expressément. En l'absence de texte, les tribunaux ne l'accordent que rarement et interdisent toujours la mention du nom du condamné.

En raison même de sa gravité, l'affiche peut consti-

(1) C'est une question de fait laissée à l'appréciation du juge. — Cf. Fuzier-Hermann, *V^o Affiche*, n^o 334 ; Pouillet, n^o 1010 ; Fabreguettes, n^o 583.

(2) Certains auteurs soutiennent que le nombre des insertions ne peut jamais donner lieu à poursuites pour abus de droit. Nous ne le croyons pas, puisque l'abus de droit est une question de fait.

tuer une diffamation ; elle est toujours abusive et peut donner lieu à des dommages-intérêts (1).

Au contraire, lorsque l'affichage est ordonné ou autorisé, la partie qui l'obtient aura toujours le droit de faire insérer le jugement, mais à ses frais et sous l'obligation de ne pas en abuser.

Les dimensions excessives de l'affiche seront une présomption de malveillance et d'intention de nuire.

Au sujet de l'affiche, les difficultés les plus graves se sont élevées sur sa durée. La durée d'une affiche est, en effet, essentiellement variable : elle dépend de la température, d'une destruction fortuite, d'une lacération intentionnelle et de beaucoup d'autres circonstances.

Si, en fait et par exemple, la partie qui l'a obtenue fait coller l'affiche sur un tableau, abrité derrière une devanture, rentré le soir et exposé le matin, il y aura à notre avis abus du droit de publication, bien que le tribunal de la Seine (2) et plusieurs auteurs (3) aient jugé et estimé le contraire. Une affiche, en effet, est une publication essentiellement éphémère ; elle n'est pas un tableau permanent. Sans doute, on peut prendre toutes les précautions légitimes pour protéger une affiche contre toute lacération ou destruction, mais on ne peut en altérer l'essence,

(1) Cf. Barbier, t. IV, n° 236 ; Fuzier-Hermann, *V° Affiche*, n° préc. ; Merlin, *Traité*, *V° Affiche*, n° 6 ; Renouard, *Traité*, n° 262 ; Fabreguettes, n° 589. — Aix, 6 février 1857, D. 57.2.133 ; Cass., 16 juin 1852, D. 52.1.389.

(2) 25 octobre 1835.

(3) Notamment : Barbier, Renouard, Rendu et Delorme.

la transformer en une publication perpétuelle : l'affichage est une peine qu'on ne peut aggraver impunément. En un mot, là comme ailleurs, l'existence de l'abus est soumise et laissée à l'appréciation des tribunaux ; aucun principe ne peut être formulé (1).

Une des conséquences du caractère pénal qu'il faut attacher à la publication est qu'elle rend recevable l'appel interjeté contre la décision qui l'ordonne. Pour ceux qui la considèrent comme une simple réparation civile, l'appel n'est recevable que si la demande est indéterminée ou que si, déterminée, elle dépasse le taux du dernier ressort.

L'appel est suspensif. Lorsque, malgré l'appel, le jugement est publié et que la Cour l'infirmé, la publication devient une publication volontaire, à la charge de son auteur, et soumise aux règles d'appréciation d'abus du droit ; à moins que le jugement n'ait été déclaré exécutoire par provision.

Dans l'hypothèse où la Cour, confirmant le jugement, en modifie la publication, c'est l'arrêt et non le jugement qu'on devra publier (2).

Quid au cas du rejet de la demande ? Il faut distinguer. Ou bien l'on est devant des juges civils : ces derniers peuvent, même s'il n'y a pas eu délit ou s'il y a eu sur le dé-

(1) Fuzier-Hermann, *V^o Affiche*, nos 368 à 371 ; Pelletier et Defert, n^o 337 ; Pouillet, *op. préc.*, n^o 1012 ; Dalloz, *Brevets d'invention*, n^o 384.

(2) *Pandectes*, *V^o Propriété industrielle*, n^o 5957. C'est, comme toujours, une question d'interprétation de l'intention.

lit acquittement, accorder des dommages-intérêts, car la bonne foi, qui peut effacer le caractère délictueux d'un fait, n'en peut effacer le caractère dommageable (1).

Il n'en sera jamais ainsi devant les juges correctionnels qui, dès que le délit a disparu, deviennent incompetents pour statuer sur les intérêts civils des parties (2).

Il est, enfin, évident que la partie acquittée, ou gagnante a le droit de réclamer contre l'autre, même par voie de demande reconventionnelle, la publication du jugement, à titre de dommages-intérêts, auxquels peut toujours donner lieu l'abus du droit de citation.

(1) Cf. Pouillet, n° 1013.

(2) La loi du 5 juillet 1844 sur les contrefaçons (art. 41 à 49) permet aux tribunaux d'allouer des dommages-intérêts et la publication, même si le prévenu est acquitté (recéleur, acheteur, locataire de bonne foi d'une machine contrefaite).

CHAPITRE III

PUBLICATION DES JUGEMENTS PÉNAUX PAR LE CASIER JUDICIAIRE.

Une forme de publication des décisions pénales qui, bien qu'indirecte, ne saurait passer inaperçue tant à cause de l'utilité qu'elle présente que des dangers qu'elle peut offrir, est celle qui résulte du casier judiciaire.

L'étude du casier judiciaire mériterait à elle seule plusieurs ouvrages. Aussi bien n'est-ce point ici le lieu d'en exposer, en détails, l'histoire et l'organisation. Mais il s'est trouvé que cette institution, créée dans un but de renseignements à l'égard des autorités administrative et judiciaire, est peu à peu devenue, par suite d'une évolution que nous aurons à analyser, un puissant et dangereux instrument de publicité des condamnations.

A ce point de vue, mais à ce point de vue seulement, elle nous intéresse ; c'est donc sous cet angle que nous devons l'envisager.

SECTION I. — Evolution historique.

Historiquement parlant, l'idée de divulgation des condamnations par le casier judiciaire. idée qui lui est aujour-

d'hui essentielle, n'a germé que fort tard dans l'esprit des jurisconsultes et des législateurs.

Elle est, en quelque sorte, la troisième étape de son évolution.

Tout d'abord, en effet, dans sa forme embryonnaire, le casier judiciaire nous apparaît comme une mesure destinée tant à assurer la répression de la récidive et la juste application des textes de la loi pénale en renseignant la justice sur les antécédents des prévenus, qu'à faire connaître les déchéances et les incapacités résultant de certaines condamnations.

Cette conception était excellente ; pourquoi s'était-elle peu à peu faussée ?

Dans le dernier état du droit romain, le Digeste (1) se préoccupait déjà de punir certaines récidives spéciales ; mais on n'avait pour se renseigner que des moyens rudimentaires ; on évitait, néanmoins, toute publication et toute publicité qui fût inutile ou pût nuire sans raison à la réputation des citoyens.

Sous notre ancien régime, l'usage était très répandu de la marque au fer rouge. On la fit tout d'abord sur une partie visible du corps, habituellement au front. C'était donc, à la fois, un critérium certain de récidive et une peine accessoire qui, en divulguant la condamnation, livrait d'une manière irrémissible le condamné à la réprobation publique. On s'aperçut bien vite que la marque,

(1) Loi 28, par. 3, XLVIII, 19 *de poenis*.

ainsi appliquée, constituait surtout un moyen inévitable de déclassement, empêchant celui qu'elle frappait de retrouver place dans la société. Afin d'éviter pareil inconvénient, on la fit sur des parties non visibles : elle cessa, dès lors, d'être un instrument de divulgation, pour demeurer seulement un procédé de constatation de la récidive.

C'est au XVIII^e siècle que nous trouvons, à Paris, en la lieutenance générale de police, un registre appelé *Journal de Paris*, où l'on relevait, d'une façon complète, les incidents de la vie pénale des particuliers, jusqu'aux moindres plaintes déposées contre eux. Vers 1790 existait, dans la capitale, un véritable bureau de renseignements.

L'institution fut généralisée à toute la France par une loi du 19 vendémiaire an IV, qui créait un bureau identique à chaque greffe correctionnel. A côté de cet important service, la loi du 12 nivôse an XII institua un ministère de la police générale, dans le but de fournir à la justice les moyens de dresser, pour ainsi dire, la biographie de ceux qui comparaissaient devant elle (1).

Mais ces diverses lois, aussi bien que le législateur de 1808, n'ont en vue que d'aboutir par ces mesures à une répression efficace de la récidive. L'idée n'apparaît pas encore de livrer à l'opinion publique, à sa curiosité et à son contrôle, les condamnations frappant un individu par la publication des registres ou fiches qui les mention-

(1) Sur l'histoire complète des casiers judiciaires, cf. *Mémoires de Girquet*, préfet de police sous Louis-Philippe, t. IV, p. 293.

« Comme la vertu, disait le législateur de 1808, le
« crime a ses degrés..... S'il est bon que le gouvernement
« ait toujours, dans la pensée, les noms des bons citoyens
« qui peuvent lui être utiles, la justice, la police et les tri-
« bunaux ont besoin que des registres, très exactement
« tenus, conservent les noms, les signalements des com-
« plices que l'instruction découvre ou que les condamnés
« révèlent (1). »

Bref, et sans entrer plus avant dans une étude historique qui dépasserait les limites de cet ouvrage, les registres des greffes correctionnels, les registres du ministère de la police ; le registre central du ministère de la justice créé par la loi de 1808 ; plus tard les sommiers judiciaires de la préfecture de police sur lesquels étaient inscrites toutes les condamnations pénales prononcées à Paris et en province ; les ingénieuses améliorations apportées à ces registres encombrés et encombrants par les divers gardes des sceaux et préfets de police (2) au moyen des cartons, des répertoires, des fiches mobiles, etc... : toutes ces institutions, qui sont les antécédents directs de notre casier judiciaire, n'étaient que des moyens de renseignements pour la justice ; ils n'étaient pas des moyens de publication de la condamnation.

Même, le discours célèbre de rentrée, prononcé à Paris en 1848 par M. Bonneville de Marsangy, procureur de la Ré-

(1) Cf. Locke, *Législation civile, commerciale, criminelle de la France*, t. XXVIII, p. 154-155.

(2) Notamment par Girquet, préfet de police, en 1834.

publique à Versailles, source immédiate de l'institution actuelle puisqu'il proposait la localisation, par ordre alphabétique, des renseignements au greffe de l'arrondissement natal, avait bien soin de préciser qu'il ne serait délivré copie certifiée du bulletin du greffe qu'aux réquisitions de l'autorité. Les particuliers ne devaient pas avoir le droit de connaître les condamnations (1).

Ce fut la circulaire du ministre Rouher du 6 novembre 1850 qui, s'inspirant du discours de M. de Marsangy, créa définitivement le casier judiciaire, lequel, jusqu'à la loi du 5 août 1899, fut régi uniquement par des circulaires ministérielles.

Dans celle de 1850 apparaît l'idée de divulgation qui devait plus tard faire si étrangement et si malheureusement dévier l'institution tout entière.

Sans doute, le 6 novembre 1850, M. Rouher, discernant déjà les dangers d'une aussi vaste publicité, prescrivait que « les bulletins recueillis au casier judiciaire n'étant
« pour la plupart que des extraits de procédure criminelle,
« il appartient au ministère public d'examiner dans quels
« cas ils peuvent être livrés à la publicité » (2). Mais le principe était posé que l'opinion publique pouvait être appelée à les connaître. La répression de la récidive passera bientôt au second plan.

(1) Bonneville de Marsangy, *De l'amélioration de la loi criminelle*, t. I, p. 648 à 671.

(2) Circulaires et instructions du ministère de la justice : Gillet, p. 675.

Peu à peu, en effet, on s'imagina que le casier judiciaire devait produire un puissant effet moralisateur et prophylactique du crime par la publicité qu'il entra vite dans nos mœurs de lui donner. Par lui, l'opinion publique semblait largement prémunie contre les malfaiteurs et, en lui, les honnêtes gens trouvaient un moyen facile de démontrer leur honorabilité. Aussi, aveuglé par l'apparence de ces avantages, M. Rouher, dans une deuxième circulaire du 31 décembre 1850, en singulière contradiction avec la première, s'exprimait ainsi : « En ce qui concerne
« les communications à faire aux simples particuliers des
« renseignements contenus aux casiers judiciaires, la pu-
« blicité doit être la règle et la communication doit être
« accordée si la demande s'appuie sur des motifs sérieux et
« légitimes. »

Les circulaires postérieures demeurèrent longtemps fidèles au même principe. Le bulletin n° 2, copie intégrale du bulletin n° 1, constituait, sous le régime des circulaires, une publication des condamnations perpétuelle, universelle et générale.

C'était à la fois une illusion dangereuse et une conception fausse du casier judiciaire. Comme toujours en France on raisonnait sur des chimères et il fallut l'expérience pour faire éclater les inconvénients et les dangers d'une pareille publicité.

Dès 1875, les gardes des sceaux s'en émurent, et depuis cette date, l'évolution de la législation marque un retour progressif en arrière. Malheureusement, on n'a point encore osé faire le pas définitif.

S'apercevant enfin que ses prédécesseurs avaient fait fausse route, M. le garde des sceaux Dufaure déclarait, dans ses circulaires du 14 août et du 6 décembre 1876, que c'était méconnaître le caractère de l'institution du casier judiciaire que de la faire servir à donner satisfaction à des vues intéressées ou à favoriser de mauvais desseins. Il interdisait en conséquence de délivrer à des tiers les bulletins n° 2, « le but de l'institution étant, disait-il, de renseigner la justice sur les antécédents des inculpés ». Mais il était admis que le condamné pouvait lui-même, en démontrant son identité, obtenir délivrance du bulletin n° 2 le concernant ; pour la délivrance aux tiers, des exceptions étaient en outre prévues, laissées à l'appréciation des procureurs généraux en province et du garde des sceaux à Paris. Ainsi, les inconvénients demeuraient les mêmes : la fraude était très facile, la manière dont les demandes étaient formées n'offrant aucune garantie en ce qui concernait l'identité de l'impétrant.

M. le garde des sceaux Thévenet, par une circulaire du 8 janvier 1890, prescrivait d'adresser les demandes légalisées, non plus aux greffiers, mais au procureur de la République. Le danger de fraude fut par là-même écarté ; mais un nouveau le remplaça, à peu près identique. Toutes les personnes desquelles un individu sollicitait du travail prirent l'habitude d'exiger la production par lui de son casier judiciaire ; celui dont le casier n'était pas vierge essuyait un impitoyable refus ; et s'il n'apportait pas l'extrait demandé, cela équivalait à l'aveu d'une ou plusieurs

condamnations. Au milieu des demandes d'emplois toujours plus nombreuses, les patrons trouvaient d'ailleurs dans ce procédé un moyen très commode d'élimination.

« On n'a jamais besoin de son casier judiciaire, disait
 « M. le sénateur Bérenger, que pour le présenter à des
 « tiers. A Paris, la production du casier judiciaire est nécessaire pour les emplois les plus modestes. Les Compagnies de chemins de fer et les grands magasins ont écrit
 « dans leurs statuts la nécessité de fournir cette pièce.
 « Pour être cantonnier ou balayeur, il faut produire un
 « casier avec mention *néant*.... C'est la marque, une marque plus cruelle que celle qui se faisait avec le fer rouge
 « sur l'épaule, car celle-là au moins se cachait avec l'habit,
 « tandis que celle dont je parle, il faut la produire, et c'est
 « celui-là même qui voudrait la cacher qui doit la reproduire ou renoncer à tout espoir.... (1). »

Les dangers de cette publication forcée, perpétuelle et générale devinrent si menaçants que, dès 1885, on songea à une réforme complète. Elle est encore loin de l'être.¹

A propos, en effet, de la loi sur la relégation, la question fut posée et discutée à la Chambre où le casier judiciaire fut appelé le « Pilon à perpétuité » (2). Elle ne reçut alors aucune solution. Mise à l'ordre du jour de la Société des prisons et de l'Académie des sciences morales et politiques, elle réapparut à la Chambre le 23 juin 1890 (3)

(1) Discours au Sénat, *Journal officiel*, 9 décembre 1898.

(2) V. *Journal officiel*, avril 1885, interpellation Delattre, discours de Mgr Freppel.

(3) Discours de M. Bérenger, 27 juin 1890, *Bulletin de la Société des Prisons*, 1891, p. 93.

et au Sénat lors de la discussion de la loi de sursis (1). On ajourna encore les mesures à prendre jusqu'à la clôture du Congrès pénitentiaire international qui se tenait alors à Saint-Pétersbourg. Enfin le 24 juillet 1890, M. le garde des sceaux institua une commission extra-parlementaire avec mission d'élaborer un projet de loi qui satisferait aux desiderata formulés (2).

Le travail de cette commission, comme de toutes les commissions extra-parlementaires, dura de longues années. Le système de la clandestinité absolue, vis-à-vis des tiers, du casier judiciaire, qui restitue à ce dernier sa véritable nature d'instrument de renseignements pour la seule justice et non pour l'opinion publique, ne rallia dans son sein qu'une brillante mais faible minorité (3). Une minorité proposa également l'adoption du principe opposé de la publicité absolue. La majorité crut devoir se rallier à une solution intermédiaire, bâtarde, qui aboutit à la législation actuelle. Tous furent d'accord pour admettre qu'il fallait au moins restreindre la publicité du casier judiciaire ; mais on distingua pour cela entre les condamnés dont le relèvement moral peut être espéré et ceux qui paraissent complètement et à jamais endurcis dans le mal. Pour ces derniers, la divulgation de leur état pénal sembla à la majorité comme une sauvegarde nécessaire aux honnêtes gens.

(1) V. *Journal officiel*, 22 juin 1890.

(2) Sur sa composition, V. *Journal officiel* du 28 juillet 1890.

(3) Notamment MM. Bérenger, sénateur ; Cazot, vice-président du Sénat ; Dumas, directeur des grâces au ministère de la justice.

Le Conseil d'Etat modifia le projet de loi de la commission, faisant quelques nouvelles concessions, mais trop légères, aux partisans de la non-publicité. De nouvelles modifications de détails y furent introduites par la commission du Sénat. Il devint, après de longues et intéressantes discussions (1), la loi du 5 août 1899, complétée et modifiée par la loi du 15 juillet 1900.

SECTION II. — Exposé et critique du régime actuel.

Au point de vue qui nous occupe, ces lois n'ont apporté que des restrictions aux principes néfastes de la publicité et de la perpétuité des mentions du casier judiciaire. Le bulletin destiné aux tiers est dit bulletin n° 3. Il est le seul qui nous intéresse, car il est le seul qui divulgue et publie les décisions pénales. Nous nous bornerons, pour les deux autres, afin d'être complet, à en indiquer les mentions et la destination.

Bulletin n° 1. — Rédigé par le greffier de la juridiction qui a prononcé la sentence, centralisé au greffe de l'arrondissement natal, le bulletin n° 1 peut être appelé le tableau général de la vie pénale d'un individu.

Son utilité apparaît évidente à de nombreux points de vue : juridiquement, de la répression de la récidive et de l'application de la loi de sursis ; administrativement, de la constatation des incapacités et déchéances d'ordre civil

(1) *Journal officiel*, 1899-1900. Discours de MM. Monis, Ponthier de Chamaillard, Cazot, Bérenger, etc...

et politique édictées par la loi contre certains condamnés ; de l'établissement des statistiques.

L'ensemble des bulletins n° 1 constitue, à proprement parler, le casier judiciaire.

Le bulletin n° 1 mentionne :

1° Les condamnations définitivement prononcées par toute juridiction répressive ;

2° Les décisions prononcées en vertu de l'article 66 du Code pénal, c'est-à-dire les acquittements prononcés pour défaut de discernement ;

3° Les décisions disciplinaires des juridictions judiciaires ou administratives, si une incapacité en résulte (1) ;

4° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;

5° Les arrêtés d'expulsion.

Outre les mentions principales, le greffier doit inscrire :

1° Les arrêtés de libération conditionnelle ;

2° Les grâces, commutations et réductions de peines ;

3° Les arrêts de réhabilitation ;

4° Les arrêtés de révocation de libération conditionnelle ;

5° Les décisions relevant de la relégation ;

6° Décisions rapportant un arrêté d'expulsion ;

(1) Les fautes purement professionnelles n'entraînent pas d'incapacité et ne sont mentionnées qu'au dossier de la Chancellerie : en matière militaire, seule la mise en réforme entraîne l'incapacité d'être rappelé en activité ; en matière d'enseignement, seule l'interdiction du droit d'enseigner figurera au casier. Est mentionnée : « la décision portant défense temporaire ou définitive de porter la croix de la Légion d'honneur, la médaille militaire, les médailles commémoratives (art. 1-3°, loi de 1899).

7° La date de l'expiration de la peine ;

8° Celle du paiement de l'amende.

La loi de 1899 prévoit enfin des duplicata du bulletin n° 1, qu'il ne faut pas confondre avec le bulletin n° 2, pour la constitution du casier judiciaire et du casier de recrutement.

1° Duplicata délivrés à l'autorité militaire ou maritime, si l'individu que le casier concerne est soumis à l'obligation du service militaire ;

2° A l'autorité administrative pour permettre la radiation des condamnés sur la liste électorale ;

3° Duplicata destinés à l'échange international avec les pays étrangers qui ont passé avec la France des conventions diplomatiques (1).

Ces duplicata sont la copie intégrale des bulletins n° 1.

Bulletin n° 2. — Le bulletin n° 2 est également le relevé intégral du bulletin n° 1. Auparavant il pouvait être délivré à l'intéressé ou aux tiers. Depuis la loi de 1899, il est réservé aux magistrats, aux autorités militaires et maritimes, aux administrations publiques.

La loi du 15 juillet 1900, mettant fin à d'anciennes controverses, en autorise la délivrance au préfet de police ; aux présidents des tribunaux de commerce pour être joint aux procédures de faillite et de liquidation judiciaire ; à toute une série d'agents de l'autorité : gardes champêtres,

(1) Des conventions existent avec les pays suivants : Autriche, Bade, Bavière, Belgique, Italie, Luxembourg, Pérou, Portugal, Suisse.

gardes forestiers, agents de police, etc. ; aux juges de paix pour le jugement d'une contestation en matière électorale ; à certaines sociétés de patronage,

Quand le bulletin n° 2 est délivré à l'autorité administrative pour la surveillance de l'exercice des droits politiques, il ne doit faire mention que des condamnations entraînant une incapacité électorale ou élective. Quant à la mention de décisions prises en vertu de l'article 66 du Code pénal, elle ne figure que sur le bulletin n° 2 délivré aux magistrats et au préfet de police. Ainsi le bulletin n° 2 diffère du duplicata.

Bulletin n° 3. — C'est par lui que le casier judiciaire est un instrument de publication des décisions pénales ; c'est sur lui que nous devons insister.

§ 1^{er}. — Organisation.

Les règles actuelles qui régissent le bulletin n° 3 marquent une heureuse tendance du législateur à réagir contre le régime des circulaires ; à restreindre la publicité et la perpétuité du casier judiciaire.

Ce n'est aujourd'hui ni la clandestinité absolue ni la publicité intégrale et perpétuelle ; c'est un système assez compliqué de publicité restreinte.

Le bulletin n° 3 est un extrait du Bulletin n° 1 mis à la disposition de celui qu'il concerne, par suite et indirectement des tiers qui le lui réclament, et en définitive de l'opinion publique au contrôle de laquelle est ainsi livrée la vie pénale d'un individu.

1° Il est d'abord une catégorie de décisions qui, dès le début et irrévocablement, sont dispensées de la mention au bulletin n° 3 et resteront toujours ignorées du public. Ce sont :

A. — Les décisions prononcées en vertu de l'article 66 du Code pénal.

B. — Les condamnations effacées par la réhabilitation ; ou par l'application de la loi du 26 mars 1891, c'est-à-dire l'expiration de 5 ans après le prononcé du sursis.

C. — Les condamnations prononcées en pays étranger pour des faits non prévus par les lois pénales françaises. C'est la première vraie concession au principe de la clandestinité ; mais pourquoi permettre la mention si le fait est prévu par notre loi pénale ? N'est-il pas admis qu'une sentence pénale rendue à l'étranger n'entraîne en France aucune déchéance ?

D. — Les condamnations pour délits prévus par les lois sur la presse, à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation (1), pour outrage aux bonnes mœurs ou en vertu des articles 23, 24, 25 de la loi du 29 juillet 1881 (2).

Ainsi une condamnation, si minime soit-elle, même à moins de 6 jours de prison, même à moins de 25 francs d'amende sera mentionnée au bulletin n° 3. Disons de suite que cette publication constitue une peine accessoire beaucoup plus lourde que la peine principale.

(1) Loi du 29 juillet 1881, art. 28 à 35 ; Lois du 2 août 1882 et du 16 mars 1898 ; Loi du 11 juin 1887, art. 1^{er}.

(2) Provocation à délit ou crime.

2° Une deuxième catégorie de condamnations est dispensée de la mention au bulletin n° 3, *ab initio*, mais à titre provisoire et conditionnel. L'article 9 de la loi de 1899 s'exprime en effet ainsi : « En cas de condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 reproduit intégralement le bulletin n° 1, à l'exception des cas prévus par les paragraphes 1, 2, 3, 4 de l'article 7 » (première catégorie).

Ces condamnations sont :

A. — Une première condamnation à un emprisonnement de trois mois prononcée par application des articles 67, 68, 69 du Code pénal. L'âge, en effet, constitue une excuse atténuante de la culpabilité et il importe de ne pas compromettre, par la publication du casier judiciaire, le relèvement possible du jeune coupable.

B. — Les déclarations de faillite, si le failli a été déclaré excusable par le tribunal ou a obtenu un concordat homologué (1), et les déclarations de liquidation judiciaire.

C. — La condamnation avec sursis à un mois ou à moins d'un mois d'emprisonnement avec ou sans amende. Il est équitable qu'une condamnation avec sursis ne soit pas mentionnée ; elle n'est en quelque sorte que provisoire.

De plus, si les magistrats ont pardonné, les employeurs et patrons ne pardonneraient pas ; le but du sursis ne serait pas atteint (2).

(1) Ainsi l'excusabilité a un effet pratique.

(2) V. *Journal officiel*, 8 décembre 1898 ; *Bulletin de la Société des prisons*, 1898 à 1900.

Une condamnation avec sursis à une simple amende est dispensée conditionnellement de l'inscription au bulletin n° 3. Il n'en serait pas de même, si la condamnation à la prison et à l'amende n'accordait le sursis que pour l'emprisonnement (1).

3° Pour une troisième catégorie de condamnations, la mention au bulletin n° 3 est effacée au bout d'un délai déterminé.

A. — Un an après l'expiration de la peine ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à moins de 6 jours de prison ou à moins de 25 francs d'amende, sauf le cas où la condamnation entraînerait une incapacité civile ou politique.

B. — Cinq ans après la condamnation unique à 6 mois au moins, ou à une amende supérieure à 25 francs ou à ces deux peines réunies.

C. — Dix ans après l'expiration de la peine, la condamnation à une peine de deux ans ou moins de deux ans, ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an.

D. — Quinze ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique supérieure à deux ans ou les condamnations multiples dont l'ensemble dépasse un an.

Tel était le système assez compliqué de la loi de 1899 dont le but évident était de favoriser les efforts pour le relèvement des condamnés.

(1) Cf. Margerin du Metz, p. 207.

Mais elle contenait de nombreuses imperfections, lacunes et oublis qui ont été réparés par la loi du 15 juillet 1900.

En cas de concours de condamnations, le délai de la dispense court du jour où les peines corporelles ont été subies et où les condamnations pécuniaires seront devenues définitives.

Lorsqu'une amende aura été prononcée principalement ou accessoirement à une autre peine, l'inscription au bulletin n° 3 ne cessera que lorsque l'amende aura été acquittée, à moins que le demandeur ne justifie de son indigence dans les formes prescrites par l'article 420 du Code d'instruction criminelle. — Ainsi le pauvre qui, sous la loi de 1899, devait subir la contrainte par corps pour voir la mention effacée, ne se trouve plus puni à cause de sa pauvreté (1).

Quant au délai, la loi de 1900 l'a ainsi établi. La mention n° 3 sera supprimée, et cesseront par suite d'être publiques :

A. — Deux ans après l'expiration de la peine corporelle la condamnation unique à moins de 6 jours ou à cette peine jointe à une amende ne dépassant pas 25 francs ; deux ans après qu'elle sera devenue définitive la condamnation à une amende ne dépassant pas 50 francs.

B. — Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle la condamnation unique à 6 mois ou moins de prison ou

(1) Discours Bovier-Lapierre, *J. off.*, 21 juin 1899.

à cette peine jointe à une amende ; cinq ans après qu'elles seront devenues définitives les condamnations à l'amende supérieures à 50 francs. Ainsi la multiplicité des amendes, et non pas seulement l'amende unique, est comprise dans la prescription de cinq ans.

C. — Dix ans après l'expiration des peines corporelles, la condamnation unique à une peine de deux ans au moins ; ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an ; ou à ces peines jointes à des amendes.

D. — Quinze ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique supérieure à deux ans ou à cette peine jointe à une amende, le tout sans qu'il soit dérogé à l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

La prescription de la mention des condamnations au bulletin n° 3 ne supprime évidemment pas les graves inconvénients de la publication ; c'est, en effet, surtout à sa sortie de prison, que la publicité doit être évitée pour permettre le relèvement du libéré. Or elle n'est écartée que pour les condamnations des deux premières catégories dispensées *ab initio* de la mention au bulletin n° 3. La restriction de la perpétuité de l'inscription est néanmoins un progrès auquel on ne peut qu'applaudir.

4°. — La loi de 1899 établit enfin la réhabilitation de droit que nous laisserons de côté, car elle n'a que de très indirects rapports avec le casier judiciaire considéré comme instrument de publication des décisions pénales.

§ 2. — Critique du régime actuel.

Telles sont les dispositions législatives concernant le casier judiciaire en général, et en particulier le bulletin n° 3 qui livre à l'opinion et à la curiosité publiques les condamnations prononcées contre un individu.

Ces dispositions sont, sans doute, un acheminement vers le système de la clandestinité absolue (1).

Mais en s'arrêtant ainsi à mi-chemin, la législation actuelle a réussi à ne satisfaire personne.

Le bulletin n° 3 sur lequel tant de généreux efforts ont porté est absolument inefficace. Il est établi comme une source commode de renseignements pour les particuliers, mais ces derniers ne peuvent avoir confiance en lui, à cause des limitations et restrictions imposées par la loi.

Même si son casier judiciaire est vierge, on ne peut être assuré qu'un individu soit indemne de toute condamnation ; et d'un pareil état de choses, les honnêtes gens seront les premiers à souffrir, puisqu'ils n'auront plus un moyen infailible de démontrer leur honorabilité. Un bulletin n° 3, avec mention néant, au lieu d'inspirer confiance, ne pourra que susciter des soupçons. Pour un employeur duquel on sollicite une place, le fait de ne point présenter

(1) Voir à l'appendice deux circulaires de M. le garde des sceaux en dates des 21 décembre 1906 et 26 janvier 1909, la première tendant à éviter la lecture à l'audience des bulletins n° 2 joints aux procédures, la seconde interdisant de délivrer aux tiers des expéditions des décisions pénales.

de casier constitue un aveu, et produire un bulletin n° 3 ne démontre rien.

Que l'on soit partisan de la publicité ou de la clandestinité, on ne peut être que mécontent des lois de 1899 et de 1900, lesquelles, voulant plaire à tous, n'ont satisfait personne.

Les partisans de la publicité peuvent avec raison se plaindre de ne point avoir, sous le régime actuel, de certitude complète. Le système bâtard et imprécis de notre législation porte préjudice à ceux qui n'ont jamais failli et ne rend aucun service à ceux qu'il prétend protéger. Pour eux, le casier judiciaire doit être un instrument de contrôle de l'opinion publique et, comme tel, une sauvegarde nécessaire pour les honnêtes gens ; il est donc juste et nécessaire qu'il contienne les indications les plus complètes sur le passé judiciaire des individus.

Pour nous, qui avons proclamé la nécessité de la clandestinité du casier judiciaire, les lois actuelles sont, *a fortiori*, condamnables.

La publicité est contraire au principe du droit pénal moderne. La peine n'a pas pour seul but la répression sévère et sûre des infractions ; elle doit tendre aussi à l'amendement du coupable, et, si son relèvement est impossible, à son élimination.

Or l'obstacle le plus dangereux à ce relèvement est bien la publication des condamnations par le casier judiciaire. Elle est beaucoup plus grave que leur divulgation par la voie des affiches ou de la presse : cette dernière, en effet,

est passagère, éphémère et locale, tandis que celle qui résulte du casier judiciaire, aussi bien qu'elle embrasse toutes les condamnations, suit le condamné partout où il se transporte et l'empêche ainsi de reprendre rang dans la société. Le casier judiciaire paralyse, chez le libéré, l'effet des volontés les meilleures et des plus sincères efforts. « La société elle-même en souffre, car il n'y a pas de cause « plus active de récidive que l'impossibilité pour le libéré « qui veut se relever de gagner sa vie par le travail (1). »

La publication, par le casier judiciaire, des décisions pénales constitue en outre une peine spéciale et perpétuelle absolument injustifiée, contraire à l'intérêt public.

L'intérêt public, s'il exige qu'un homme paye sa dette à la justice, exige aussi que, cette dette une fois payée, il ait la faculté et le droit de se reclasser. Si la peine qu'il a subie l'a amendé, pourquoi lui enlever la possibilité de vivre en honnête homme ? Si elle ne l'a point amendé, quel danger ne fait pas courir à la société un délinquant encore suspect auquel on donne la liberté de faire le mal en lui ôtant tout moyen de faire le bien ? Toutes les portes lui seront fermées ; tout travail lui sera refusé ; il perdra vite, s'il en a eu, ses bonnes résolutions, dispersera en de vains efforts son énergie et retombera, par la faute de la société, dans le crime.

La vraie justice criminelle tend moins à punir la faute qu'à l'éviter. On ne l'évitera que par l'éducation nouvelle

(1) Rapport de M. Bérenger à l'Académie des sciences morales et politiques.

du coupable et son amendement. La publication par le casier judiciaire, au lieu d'amender, décline ; elle multiplie les récidivistes.

Même restreinte, cette publicité est contraire aux principes fondamentaux du droit de punir en créant, à côté d'une peine principale, peut-être minime, toujours temporaire, une peine accessoire, perpétuelle, arbitraire qui marque d'infamie celui qu'elle atteint. Elle est absurde puisque, alors que la peine principale qu'elle accompagne suppose comme possible le relèvement du libéré, elle empêche ce relèvement par l'obstacle qu'elle soulève. Elle est arbitraire car la loi ne peut apprécier, d'une manière absolue, qu'un délit est plus déshonorant ou infamant qu'un autre. Rien n'est plus relatif que la gravité d'une faute ou d'une peine : « Une simple amende motivée par « un outrage aux mœurs n'est pas à considérer pour un « emploi de berger ou de journalier. Il en va tout autrement s'il s'agit de domestique attaché à la personne, de « précepteur, d'institutrice (1). »

La conclusion qui s'impose est que les législateurs de 1899 et de 1900, comme leurs prédécesseurs de 1850, ont fait fausse route. Le casier judiciaire doit être une source de renseignements pour la seule justice : là se borne son rôle ; s'il le dépasse, il devient une arme qui se retournera contre la société. L'opinion publique a, d'ailleurs, d'autres moyens de se renseigner : toutes les audiences sont publiques et la presse en répand les comptes rendus dans le monde entier.

(1) Cf. Discours de M. Bérenger au Sénat, 8 décembre 1898.

DEUXIÈME PARTIE

DU DROIT DE PUBLICATION VOLONTAIRE

CHAPITRE PREMIER

PUBLICATION DES FAITS ANTÉRIEURS A L'AUDIENCE.

Laissant à bon droit de côté le principe ancien de l'instruction préparatoire entièrement secrète, la loi du 8 décembre 1897 a rejeté également le principe contraire de l'instruction contradictoire et publique, pour adopter un système intermédiaire de publicité restreinte.

La publicité n'est, en quelque sorte, admise qu'en faveur du seul accusé, auquel la loi accorde une série de garanties destinées à assurer sa défense (1). Mais, vis-à-vis des tiers, l'instruction demeure en principe secrète. Il ne saurait en être autrement : ce serait singulièrement compromettre l'œuvre de la justice que de livrer à la publicité les phases diverses d'une poursuite ; les coupables et leurs complices y trouveraient un moyen commode d'échapper

(1) Droit aux confrontations ; choix du défenseur ; mise du dossier à la disposition de l'avocat.

à ses recherches et de faire disparaître tel ou tel objet compromettant. Maints criminels doivent aux journaux d'avoir pu, à temps, prendre la fuite ; en divulguant les efforts de la police, la presse ne réussit qu'à les entraver ou à en détruire, d'avance, les résultats.

La publication anticipée par les journaux des actes de la procédure crée, en outre, contre un accusé ou en sa faveur un courant d'opinion avec lequel il est souvent difficile de lutter. Instruits par la presse, les juges, qui sont en Cour d'assises des magistrats improvisés, ne pourront apporter à l'exercice de leur délicate mission l'indépendance d'esprit et l'impartialité nécessaires. Un pareil danger est d'autant plus à craindre que des reporters, en mal de copie, livrent au public les informations les plus fantaisistes et les plus contradictoires, causant le plus grave préjudice à celui qu'elles concernent si elles chargent un innocent, à l'intérêt général de la société si elles innocentent un coupable. En présence du zèle envahissant de la presse, des droits exorbitants qu'elle s'arroe, on se prend à regretter l'absence, dans nos lois, de texte édictant la publicité absolue de l'instruction.

SECTION I. — Des informations judiciaires.

La doctrine et une partie de la jurisprudence tendent aujourd'hui à admettre que les journalistes jouissent de certains privilèges, inhérents à leur profession, en matière d'information judiciaire. Ils peuvent impunément publier

des plaintes, raconter des arrestations, annoncer des perquisitions, des démarches de police ; imputer à de simples particuliers des faits ayant un caractère diffamatoire, même s'ils sont inexacts, pourvu qu'ils n'agissent que dans le but (qui est celui de leur profession) de satisfaire l'opinion et la curiosité publiques (1).

De cette théorie, proclamée par quelques décisions de jurisprudence (2), il résulte que le journaliste en publiant une information judiciaire, obéit aux exigences de sa profession ; qu'il est présumé ne point avoir l'intention de nuire ; qu'enfin, lorsqu'il s'agit de poursuites et d'enquêtes judiciaires, la loi doit encourager la publicité, par la voie

(1) En 1881, un journal de Lyon annonçait l'arrestation d'un individu, ajoutant : « On a contre lui des preuves certaines de culpabilité. » Le tribunal correctionnel condamnait le journal avec les motifs suivants : « Attendu qu'il est certain que ces informations étaient de nature à donner à l'opinion publique une opinion fausse de l'affaire de Jenneval et de la moralité de ce dernier, et dépassaient le droit du journal qui peut sans doute informer ses lecteurs des faits judiciaires notoires qui sont entourés déjà d'une certaine publicité, mais qui doit se tenir avec exactitude dans la vérité des faits et éviter les récits et appréciations erronés et fantaisistes qui induisent le public en erreur sur la véritable situation des accusés » (Trib. Lyon, 8 juillet 1881, *Mon. jud.*, 10 octobre 1881).

(2) Cour d'appel de Bordeaux, 9 juin 1842, *Journal de droit criminel*, 1842, p. 193. *Gazette de France*.

Le 23 mai 1883, le tribunal de la Seine déclarait « que l'absence d'intention coupable et la bonne foi résultaient toujours de ce que les journalistes étaient dans l'impossibilité de contrôler les divers incidents dont ils avaient à rendre compte et de cette circonstance que le plaignant était dans un lieu où sa présence ne se justifiait par aucun motif » (Trib. de la Seine, 23 mai 1883, *Gaz. Trib.*, 24 mai 1883).

de la presse, qui tient le public au courant des progrès et de la marche de la procédure.

A notre avis, cette théorie repose tout entière sur une double confusion : la première entre l'intention et le mobile, la seconde entre le compte rendu des débats et le compte rendu des faits antérieurs aux débats. Peu importe que le journaliste n'ait point eu, pour but direct et immédiat, la diffamation ; il suffit qu'il ait su que tel fait qu'il divulgue, souvent sans l'avoir contrôlé, est de nature à porter atteinte à l'honneur d'autrui. D'autre part, si les journalistes jouissent d'un privilège et d'une immunité sur lesquels nous reviendrons, ces immunité et privilège ne concernent que le compte rendu des débats. En dehors de cette hypothèse, prévue par le législateur d'une manière très précise, le droit commun doit prévaloir. Le journaliste peut publier ce qu'il veut, mais à ses risques et périls et ne peut trouver derrière les exigences de sa profession un abri trop commode contre les abus qu'il en fait.

Ainsi, pour nous, le journaliste n'a pas le droit d'annoncer impunément les arrestations (1), les délits, les perquisitions, les nouvelles des couloirs d'instruction, de créer un courant d'opinion en racontant les échos de la salle des Pas-Perdus ou en rendant compte des prétendues charges relevées contre un inculpé. — Quiconque est visé

(1) Le tribunal correctionnel de la Seine a pourtant acquitté, en mai 1908, deux journaux qui avaient annoncé l'arrestation de M. C... en ajoutant : « 80.000 francs de détournements... une bande noire... ». On doit s'étonner d'une pareille décision (*Revue pénitentiaire*, 1908, p. 130).

par une information de ce genre pourra, si les éléments du délit se trouvent réunis, poursuivre le journal en diffamation, ou en dommages-intérêts s'il n'a à se plaindre que du préjudice à lui causé.

La jurisprudence semble vouloir adopter cette manière de voir. La Cour de cassation déclarait déjà en 1881 que le gérant est punissable alors même qu'il ne connaissait pas la personne diffamée et qu'il a publié les faits diffamatoires dans le seul but de satisfaire la curiosité publique et d'intéresser ses lecteurs (1).

De même le tribunal correctionnel de la Seine condamnait en 1883 un journaliste, reconnaissant : « qu'il avait « agi sans intention de nuire, par légèreté, dans le seul « désir de satisfaire la curiosité publique et sans être animé « d'aucun sentiment d'animosité contre la personne diffamée (2) ».

La presse veut en général aller plus vite que la justice et en devancer l'œuvre ; de là ses informations hâtives et souvent inexactes. Il est naturel qu'elle en supporte la responsabilité (3).

Les tribunaux ne pourraient accepter l'excuse tirée du fait que les informations publiées auraient été puisées dans des rapports de police, « les documents de cette nature « n'étant pas publics et leur divulgation pouvant avoir,

(1) Cass., 18 mars 1881, S. 81.1.435 ; Bordeaux, 26 décembre 1890, S. 92.2.114.

(2) Paris, 18 juillet 1883, *Gaz. trib.*, 19 juillet 1883.

(3) Grenoble, 6 juin 1893, *Lois nouvelles*, 92.2.200.

« d'ailleurs, pour les tiers et pour les recherches de la justice les inconvénients les plus sérieux » (1).

Il ne doit, quoi qu'il en soit, faire de doute que, si le fait annoncé est faux, il peut toujours y avoir ouverture à poursuite ou demande en dommages-intérêts (2). En vain le journaliste soutiendrait-il qu'il n'a été que l'écho des rumeurs répandues dans le pays.

Mais il faut aller plus loin et ajouter que, même si les informations sont exactes, elles peuvent être diffamatoires ou, au moins, donner lieu à des dommages-intérêts (3). L'argument tiré de l'exactitude des faits rapportés est insuffisant. La vérité du fait diffamatoire ne fait disparaître ni le délit ni le préjudice que la publication a pu causer.

(1) Le tribunal de Bourges condamnait le gérant d'un journal qui, sur la foi d'un procès-verbal de gendarmerie, avait annoncé : « Dans la nuit du 17 au 18, un individu qu'on soupçonne être le nommé Jean Brunet... a brisé cinq vitres de la maison d'école. Interrogé, ce dernier a nié » (Bourges, 15 novembre 1894, *Lois nouvelles*, 94.2.225).

(2) A propos d'un crime un journal avait annoncé qu'une perquisition avait été opérée chez un industriel de Lyon, alors qu'en réalité le commissaire de police n'y était allé que pour demander un renseignement. Le tribunal de Lyon a condamné le gérant (Lyon, 20 juin 1883, *Mon. jud.*, 20 août 1883).

Celui de Bordeaux condamnait le gérant d'un journal qui avait annoncé qu'un accusé avait avoué, alors qu'il niât (27 mars 1896, *Journal des arrêts de la Cour de Bordeaux*, 96.1.206).

De même est punissable le journal qui, après une ordonnance de non-lieu, déclare que « beaucoup de personnes persistent à croire à la culpabilité » de celui qui en bénéficie (Paris, 17 juillet 1874, D. 75.5.345).

(3) Un journal de Rennes avait raconté l'aventure d'un abbé qui, par mégarde ou par malveillance, avait été enfermé dans un clocher avec une jeune fille. Le journal fut condamné (Rennes, 15 juin 1881, *La Loi*, 19 juillet 1881).

SECTION II. — Publication des actes de procédure.

Nous avons, en cette matière, un texte formel : l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 qui interdit de publier, avant qu'ils ne soient lus en audience publique, les actes d'accusation et les actes de procédure criminelle ou correctionnelle.

Les lois antérieures de 1819, 1822, 1835 sur la presse étaient muettes sur ce point. Elles autorisaient, par leur silence, toutes les publications, même les plus scandaleuses. Lors du procès retentissant de Mme Lafarge, le procureur général Dupin avait, dans son réquisitoire, violemment protesté contre les excès et les abus d'une pareille liberté (1). En 1848, M. L. Blanc déposait à la Chambre un projet qui devint la loi du 27 juillet 1849. Lors de la discussion de cette dernière loi, M. Laborderie s'exprime ainsi : « Notre droit criminel veut que les instructions
« criminelles soient secrètes. La divulgation de leurs actes
« entraverait souvent la marche de la justice et pourrait
« prêter à la malveillance des moyens de tromper la vigi-
« lante attention des magistrats. Par respect pour le droit
« sacré de la défense, il est indispensable d'en empêcher
« la publication ; les inculpés n'auraient aucun refuge,
« aucun appui contre les divulgations à l'aide desquelles

(1) Cf. S. 40.1.950, P. 42.2.622. Aujourd'hui, un journal vient de publier, plus d'un mois avant les débats, l'acte d'accusation contre Mme Steinheil. Le ministre de la justice a annoncé que des poursuites judiciaires seront intentées.

« pourraient se produire la diffamation et la calomnie...
 « On comprend les graves inconvénients de ce qui se
 « pratique maintenant. La publication anticipée des actes
 « d'accusation nuit à la défense parce qu'elle propage
 « d'avance une espèce d'opinion commune qui, avant que
 « le débat s'engage, flétrit les accusés et les désigne au
 « jury comme coupables (1). »

L'article 10 de la loi de 1849 interdisait : « De publier
 « les actes d'accusation et aucun acte de procédure crimi-
 « nelle avant qu'ils aient été lus en audience publique,
 « sous peine d'une amende de 100 à 2.000 francs et, en
 « cas de récidive, de 10 jours à 6 mois de prison ».

L'article 38 de la loi de 1881 reproduit cette interdiction
 avec quelques modifications de détail. M. Lisbonne, rap-
 porteur, déclarait qu'elle était « une garantie nécessaire
 « due à ceux qui sont appelés à se défendre devant la jus-
 « tice répressive ». — La loi de 1881 fait donc de la pu-
 blication anticipée des actes de procédure une infraction
 spéciale.

*
* *

Pour que la publication soit punissable, il faut d'abord
 que l'acte qu'elle divulgue soit un acte de procédure cri-
 minelle ou correctionnelle (2).

Sont des actes de procédure : les actes d'accusation, les
 actes faits à la requête des magistrats au cours d'une ins-

(1) *Moniteur officiel* du 25 juillet 1849, p. 2505.

(2) La loi de 1849 ne parlait que de procédure criminelle.

tance ; les arrêts de la chambre des mises en accusation ; les ordonnances des juges d'instruction ; les assignations devant le tribunal correctionnel (1) ; les procès-verbaux d'interrogatoire et de dépositions de témoins (2) ; les rapports d'experts (3) ; les plaintes adressées au procureur de la République (4). Un rapport officieux du chef de la sûreté n'est pas un acte de procédure au sens de l'article 38 de la loi de 1881, à moins qu'il ne porte sur un fait précis et n'ait été dressé sur l'ordre exprès du juge. En un mot l'acte de procédure est celui qui a été accompli dans une instruction régulière, avec toutes les garanties qui assurent sa sincérité (5).

La seule controverse sérieuse s'est élevée au sujet des actes des procès en révision. Elle est aujourd'hui tranchée par la jurisprudence qui les a déclarés, avec raison, des actes de procédure au sens de l'article 38 de la loi de 1881. La publication qu'on en ferait, avant qu'ils ne soient lus en audience publique, serait illicite et tomberait sous l'application de ce texte (6).

(1) Pour une citation en diffamation, l'article 39 de la loi de 1881 permet cependant de publier la plainte, même avant les débats.

(2) Trib. Seine, 8 avril 1899, aff. Borel et de Rodays, *Gaz. Pal.*, 91.1.672.

(3) Seine, 19 novembre 1890, 27 mars 1901.

(4) Une plainte, à notre avis, ne peut être considérée comme un acte de procédure. Sa publication peut donner lieu à poursuites en diffamation ou dommages-intérêts, mais non à l'application de l'article 38 de la loi de 1881 (Cf. *contrà*, trib. Seine, 27 mars 1901).

(5) Trib. Seine, 17 août 1882.

(6) Trib. corr. Seine, 8 avril 1899, *Gaz. Pal.*, 99.1.672 ; 24 juillet 1889, *La Loi*, 29 juillet 1889.

Il faut, en second lieu, que l'acte publié se rattache à une procédure criminelle ou correctionnelle pour qu'existe l'infraction qui nous occupe. Les procédures en révision, les procédures devant la Haute-Cour sont bien des procédures criminelles (1). Mais il n'en est pas de même des procédures suivies devant les juridictions de simple police.

..

Ces conditions remplies, peu importent le mode et la teneur de la publication. Faite par la voie de la presse, par affiche, par mémoires distribués ou autrement ; faite par le journaliste, le plaignant ou toute autre personne, la publication sera délictueuse si elle divulgue un acte de procédure.

Même partielle, elle peut constituer l'infraction de l'article 38. La *Liberté de Lille*, dans un article intitulé *Correspondance particulière*, avait raconté les principales circonstances du complot de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique, telles que les relatait l'acte d'accusation. Le tribunal de Lille et la Cour de Douai condamnèrent le gérant, décidant qu'il suffit, pour que la publication soit délictueuse, qu'elle rapporte le texte ou la substance de l'acte de mise en accusation (2).

La reproduction peut n'être point littérale. « Quelque
« arrangement que l'on donne à l'article publié, il suffit
« qu'il conserve, pour être puni, le caractère et la physio-

(1) Trib. Seine, 24 juillet 1899.

(2) Pourvoi rejeté par la Cour de cassation le 31 mars 1854.

« nomie de l'acte d'accusation (1). » Cependant, il faut que l'intention de reproduire soit évidente, que le lecteur éprouve la même impression que s'il avait sous les yeux l'acte d'accusation lui-même. Un résumé ou un récit s'en rapprochant ne serait pas condamnable (2).

(1) Trib. Seine, 11 juillet 1881, *Journal des Débats*.

(2) Affaire récente du *Nouvelliste de Lyon*. Jugement d'acquittement du tribunal correctionnel de Roanne du 2 juillet 1909 : « Attendu que M... est poursuivi sous l'inculpation d'avoir à Roanne, le dimanche 28 mars 1909, dans le journal *Le Nouvelliste de Lyon* portant la date du dit jour, publié page 3, colonnes 1 et 2, sous le titre : *Fonctionnaire en Cour d'assises*, un article contenant à partir du sous-titre : *Une caisse d'épargne annexe*, la reproduction de l'acte d'accusation dressé contre le sieur S... accusé de faux, usage de faux et abus de confiance, et traduit devant la Cour d'assises de la Loire où il a comparu les 29 mars et jours suivants alors que cet acte d'accusation n'avait pas été lu en audience publique ;

« Attendu que si l'on rapproche le texte de l'acte d'accusation, tel qu'il a été dressé par M. le procureur général, et tel qu'il a été lu en l'audience du lundi 29 mars 1909, à 9 heures 3/4 du matin, du texte de l'article incriminé, on constate que le dit article n'est pas la reproduction littérale et intégrale de l'acte d'accusation ;

« Que sans doute certains passages contiennent des expressions identiques à celles employées au dit acte ; que l'exposé des faits dans leur ensemble y est présenté dans le même ordre ;

« Attendu que le dit article daté de Saint-Just-en-Chevalet le 27 mars avec son en-tête, les titres et sous-titres, ne présente pas le caractère et la physionomie du dit acte d'accusation ;

« Qu'il ressemble aux articles publiés habituellement par les journaux sur les affaires susceptibles d'intéresser l'opinion publique ;

« Attendu qu'une interprétation restrictive est de rigueur lorsqu'il s'agit de l'application d'un texte pénal ;

« Attendu que l'article 38 de la loi de 1881 interdit de publier les actes d'accusation et tous actes de procédure criminelle et correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique ;

« Attendu que ce texte ne saurait s'appliquer à la publication de l'article sus-visé qui n'a pu à aucun point de vue être assimilé à un acte de procédure criminelle ;

« Attendu dès lors que le délit retenu à la charge de M... n'est pas

L'interdiction de l'article 38 de la loi de 1881 est levée dès que l'acte a été lu en audience publique. Les termes de l'article 38 doivent être interprétés dans le sens le plus large. Son esprit a été d'éviter les inconvénients qu'entraînerait pour la défense de l'accusé la publication prématurée des actes de la procédure. Dès que ces inconvénients ne peuvent plus se présenter, la prohibition doit disparaître. On pourra donc les publier quand la lecture aura eu lieu à huis-clos, même si la lecture n'a pas été faite, pourvu que soient clos les débats auxquels la pièce se rattachait ; même s'il y a eu non-lieu ou abandon de la poursuite pour cause de prescription (1). Nous devons toutefois faire remarquer que cette théorie ne rallie pas la majorité des auteurs (2).

L'infraction de l'article 38 est purement matérielle, exclusive de toute faute comme de toute excuse d'intention. Il suffit que l'agent poursuivi ait volontairement publié ou laissé publier la pièce incriminée ; en vain alléguerait-il son ignorance ou sa bonne foi (3).

suffisamment caractérisé, que M... se trouve en voie de relaxe.

« Par ces motifs, le tribunal statuant contradictoirement et en premier ressort, relaxe le prévenu des fins de la poursuite et le renvoie sans peine, amende ni dépens. »

Le meilleur moyen d'éviter un grand nombre d'infractions de ce genre consisterait à adopter la solution proposée en octobre 1909 à M. le président du conseil par les délégués de la presse de l'Est : seules pourraient être publiées des communications déterminées faites à tous les journaux.

(1) Bordeaux, 11 novembre 1873 ; Bailier, *Traité*, t. II, p. 237.

(2) Parmi les adversaires, citons Fabreguettes, t. I, n° 2, p. 11.

(3) Toulouse, 28 décembre 1849. — Cf. Garçon, *C. pén. ann.*, art. 1, nos 67 et suiv.

*
* *

Punie d'un minimum de 50 francs d'amende, cette infraction est évidemment un délit. — Elle correspond à la définition de l'article 1^{er}, § 2, du Code pénal. Certains auteurs, dont M. Fabreguettes, l'ont qualifiée de contravention-délit ou de délit contraventionnel. Notre système pénal actuel ne comporte que des contraventions, des délits ou des crimes ; il n'y a plus de délit contraventionnel. La conséquence est que sont applicables en l'espèce les règles de la confusion des peines et de la complicité.

La peine est une amende de 50 à 1.000 francs. Il n'y a plus d'aggravation au cas de récidive. Si le bénéfice des circonstances atténuantes est accordé, la peine ne peut excéder la moitié de l'amende maxima. On doit regretter le peu de gravité de la répression : ça n'est pas la crainte d'une amende, toujours légère, qui arrête les journaux. Ces derniers trouvent dans la publication, que la loi réprime, la source de bénéfices importants et, toujours, l'occasion d'une réclame facile.

L'action publique peut être mise en mouvement ou d'office par le ministère public ou par la personne que concerne l'acte publié, laquelle a le choix de poursuivre directement ou de se porter partie civile aux débats. Il n'est pas besoin d'ajouter que la partie lésée a le droit de recourir simplement à l'application de l'article 1382, c'est-à-dire de demander seulement la réparation du pré-

judice qu'elle a subi et qu'elle démontrera facilement.

Est compétent, pour statuer sur l'action engagée en vertu de l'article 38 de la loi de 1881, le tribunal correctionnel, soit du domicile de l'auteur de la publication, soit de l'arrondissement où l'acte a été publié.

Certains auteurs ont soutenu que, puisque la loi de 1881 a édicté une peine spéciale contre la publication anticipée des actes de procédure, cette dernière ne peut encourir les peines de la diffamation ou de l'injure. Nous estimons, au contraire, que le droit commun lui demeure applicable. Si la loi de 1881 a prévu une répression spéciale, c'est que les dispositions relatives à la diffamation et à l'injure ne donnent point le plus souvent, au ministère public, contre la publication d'un acte de procédure, des armes suffisantes. En matière de diffamation, en effet, l'action publique ne peut être exercée d'office. — D'autre part, si la publication a pour auteur l'accusé lui-même, qui le poursuivrait en diffamation ? L'article 38 de la loi de 1881 était nécessaire : il ne fait pas double emploi avec les textes réprimant la diffamation ou l'injure.

*
* *

L'article 5 de la loi du 28 juillet 1894, sur la répression des menées anarchistes, interdit, non seulement la publication, mais la divulgation des actes d'accusation et de tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle prévus à l'article 38 de la loi de 1881, si le fait incriminé a un caractère anarchiste.

La divulgation est plus large que la publication. Il n'est, par exemple, pas nécessaire qu'il y ait une véritable publication pour qu'il y ait divulgation : communiquer à une ou plusieurs personnes, en réunion privée, une pièce du dossier, c'est la divulguer, ça n'est pas la publier.

Mais on ne saura qu'un fait a un caractère anarchiste qu'après que le procès aura été définitivement jugé ; on ne pourra donc poursuivre la publication qu'à un moment où elle sera devenue licite, sinon on s'exposerait à appliquer la loi de 1894 à une infraction qui a pu n'encourir que les peines de l'article 38 de la loi de 1881.

La contradiction n'est qu'apparente. L'esprit de la loi de 1894 a été de prévenir le danger spécial que présente la publication d'un acte se rapportant à un fait qui paraît être un fait anarchiste. L'inculpation suffit donc pour déterminer la nature de l'acte.

L'article 239 du Code pénal offre, d'ailleurs, au moins un cas analogue. En matière d'évasion, la peine qui frappe le gardien est plus grave si l'évadé était accusé d'un crime passible d'une peine afflictive ou infamante. C'est l'inculpation qui fixe, pour l'application du texte, la nature du crime : peu importe que par la suite un non-lieu intervienne, ou que le fait devienne un simple délit.

La peine prévue par la loi de 1894 est de 6 jours à 1 mois de prison et de 1.000 à 10.000 francs d'amende.

CHAPITRE II

PUBLICATION DES JUGEMENTS ET ARRÊTS.

L'article 39 de la loi de 1881 autorise toujours la publication des jugements et des arrêts, alors même que le compte rendu des débats serait interdit.

Ce droit général et absolu de publication est le corollaire nécessaire du principe de la publicité de la justice. Il trouve dans ce principe sa raison d'être, sa portée et ses limites. Si, dans l'intérêt de la morale et de la défense nationale, les tribunaux peuvent ordonner le huis-clos, leurs décisions sont toujours rendues *coram publico* : c'est une garantie de la sûreté individuelle des citoyens qui ne saurait souffrir d'exception. Or la publicité serait illusoire si elle s'arrêtait aux portes du prétoire ; c'est à la presse qu'elle emprunte sa forme la plus pratique et la plus utile : il fallait donc accorder à cette dernière, sous peine de porter atteinte à une des règles fondamentales du droit, la faculté de divulguer les sentences des diverses juridictions.

Aux termes de l'article 853 du Code de procédure civile :
« Les greffiers et dépositaires des registres publics en délivrent, sans ordonnance de justice, expédition, copie ou
« extrait à tous requérants, à la charge de leurs droits, à

« peine de dépens, dommages et intérêts. » L'article 39 *in fine* de la loi de 1881 ne fait que formuler en une règle générale cette disposition pratique (1).

Malgré l'avis contraire de certains auteurs, nous estimons qu'on a le droit de publier un jugement, non pas seulement tel qu'il a été prononcé à l'audience, mais tel qu'il est défini par l'article 141 du Code de procédure civile qui s'exprime ainsi : « La rédaction des jugements
« contiendra les noms des juges, du procureur de la Ré-
« publique, s'il a été entendu, ainsi que des avoués ; les
« noms, professions et demeures des parties, leurs conclu-
« sions, l'exposition sommaire des points de fait et de
« droit, les motifs et le dispositif des jugements. » Ainsi le droit de publication s'étend aux qualités. Il est difficile de ne point lui donner cette portée puisque toute personne, en vertu de l'article 853 du même Code, peut exiger des greffiers copie intégrale de toute décision.

Tout au plus concevrait-on une faculté plus restreinte, si le débat, auquel se rattache le jugement à publier, est un de ceux dont la loi prohibe expressément le compte rendu. Dans cette hypothèse, puisque le droit de publication dérive et dérive seulement de la publicité de l'audience, le jugement ne pourra être publié que tel qu'il a été prononcé à cette audience. Le reste deviendrait un compte rendu de débats que ne protègerait plus l'immunité de l'article 41 de la loi de 1881.

(1) *Contra* : Voir à l'appendice la circulaire ministérielle du 26 janvier 1909 limitant l'application de l'article 853 au domaine civil.

Si l'article 39 de cette dernière assure une liberté à peu près absolue de publication, cette liberté ne doit pas aller jusqu'à l'excès. Quelque étendu qu'il soit, le droit cesse d'être le droit dès qu'il devient abusif. Cet abus peut constituer un délit, un quasi-délit, du moins une faute qui appelle une réparation.

En matière d'abus du droit, il est difficile de formuler des règles générales précises ; son existence comme sa répression sont laissées à l'appréciation souveraine des juges du fait. La doctrine ne peut que noter quelques-unes des principales présomptions susceptibles de les guider.

La première qui se présente à l'esprit, résulte de l'époque éloignée de la publication ou de sa répétition. Il est certain que, quels que soient les termes de l'article 39 de la loi de 1881, la faculté qu'il confère n'est pas celle de reproduire sans cesse le texte d'une décision de justice. Un journal ne peut impunément, quand un jugement a été rendu contre une personne, le publier toutes les fois qu'il apprendra que cette personne sollicite une place, brigue un mandat ou attend une distinction honorifique. Comme le dit très bien M. Barbier, l'article 39 de la loi de 1881, dont le but général est la réglementation du compte rendu judiciaire, n'entend parler que de la publication des jugements qui suit immédiatement ou de fort près l'audience à laquelle ils ont été rendus et qui continue en quelque sorte la publicité de cette audience. La publication d'un jugement dans le but malveillant de rappeler une condamnation infligée à un individu ne saurait évidemment jouir

d'aucune immunité. Les publications scientifiques et de pure doctrine doivent être exceptées ; encore prennent-elles avec raison l'habitude, en rapportant une décision, de ne point désigner les parties en cause ou de ne les désigner que par leurs initiales.

Il a été plus particulièrement jugé que commet le délit de diffamation le journaliste qui, dans l'intention de nuire à un avocat, candidat au conseil général, reproduit à diverses reprises dans son journal, avec des commentaires malveillants, un arrêt prononçant l'annulation des honoraires réclamés par cet avocat à un de ses clients et l'annulation des billets souscrits par ce dernier en garantie du paiement desdits honoraires (1-2).

Une autre présomption d'abus du droit peut résulter de la qualité de l'auteur de la publication. Il semble bien qu'étant donnée la manière absolue dont sont conçus les termes de l'article 39 de la loi de 1881, toute personne, même non-journaliste, même étrangère au jugement, puisse le publier sans encourir les peines de la diffamation, sans s'exposer à des dommages-intérêts (3).

La plupart des auteurs partagent cette opinion. M. Fabreguettes estime que « si les journaux ont le droit de

(1) Cf. Agen, 30 janvier 1890, D. 91.2.270 ; Bordeaux, 11 novembre 1890, D. 91.2.6.

(2) Cependant, un arrêt de la Cour de Pau (16 mars 1905) a acquitté un journaliste qui avait révélé une condamnation pour vol encourue par un candidat à un mandat public.

(3) La Cour de cassation a évité de résoudre la question d'une façon définitive, 13 juillet 1885, S. 88.1.65.

« publier les décisions judiciaires, la même immunité
« couvre la partie qui a fait cette publication, même sans
« y être autorisée (1). »

Quant à la jurisprudence, elle est, sur cette question délicate, assez divisée. La plus récente tend néanmoins à l'interprétation extensive de l'article 39 de la loi de 1881, Sans doute, un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 6 décembre 1867 déclarait que « si les journalistes ont le droit de
« publier le texte des décisions judiciaires, il ne s'en suit
« pas que toute autre personne puisse faire insérer dans
« un journal des jugements ou arrêts qui seraient de nature à nuire à l'honneur ou à la considération d'autrui,
« en dehors des cas où cette insertion aurait été ordonnée
« par les tribunaux (2) ». Mais n'existaient pas encore les dispositions précises de la loi de 1881.

La jurisprudence postérieure manifeste une tendance contraire. « La disposition légale qui prescrit l'insertion a
« uniquement pour effet d'exonérer la partie civile des
« frais de la dite insertion... elle n'entreprend en rien ni
« sur le principe absolu de la publicité des arrêts de justice, ni sur le droit de ceux qui n'ont pas été parties au
« jugement de le publier, ni même sur la faculté qu'a la
« partie plaignante de faire, dès qu'elle l'a obtenue, publier
« à ses frais la décision dont l'objet est de contredire des
« imputations qui, elles-mêmes, s'étaient produites publiquement (3). »

(1) *Loc. pr.*, t. II, n° 1691.

(2) 6 décembre 1867, S. 69.2.135.

(3) Trib. Tunis, 16 novembre 1887, *Gaz. Pal.*, 88.1, *Supp.* 27.

Il est impossible, en effet, d'établir une distinction là où la loi n'en fait point. Peu importe que le journaliste ait fait spontanément la publication ou qu'il ne l'ait prescrite que sur la demande d'un tiers, alors même que ce dernier aurait payé les frais de l'insertion. Le droit de publication s'étend à tout le monde. La profession de journaliste a des limites trop imprécises et trop vagues. Aussi bien, puisque les expressions de la loi de 1881 sont des plus absolues, donnons-leur la portée qu'elles méritent. Mais cette portée n'est pas exclusive de l'abus du droit ; il se présumera plus facilement si l'auteur de la publication est, non un journaliste obéissant aux exigences de sa profession, mais un tiers interposé ou partie au jugement. Dans cette dernière hypothèse, la preuve de l'intention de nuire sera aisément administrée au cours d'une poursuite en diffamation ou en dommages-intérêts.

« Si une partie, dit M. Barbier, dans une intention malveillante, multipliait plus que de raison les insertions dans les journaux, son adversaire serait fondé à se plaindre de cet abus de droit et à poursuivre devant les tribunaux, en vertu de l'article 1382 du Code civil la réparation du préjudice qui lui aurait été ainsi causé (2). »

La loi de 1881 a voulu compléter la publicité de l'audience ; elle n'a pas voulu donner des armes à la malveil-

(1) *Op. pr.* t. II, p. 248, n° 750.

(2) *A fortiori* si les affiches sont d'un nombre et de dimensions tels qu'aucun doute ne peut subsister sur l'intention mauvaise de l'auteur.

lance, ni laisser impunies les publications qu'elle inspire.

L'abus du droit peut encore s'induire de la teneur et de la forme de la publication. La publication d'un jugement qui, dans l'intention de tromper les lecteurs et de nuire à celui qu'il concerne, n'en reproduirait que des extraits à tel point que le sens général s'en trouvât altéré, encourrait à très juste titre les peines de la diffamation et l'application de l'article 1382. De même en serait-il si des commentaires désobligeants ou déplacés l'accompagnaient. Il est enfin certain que, faite par voie d'affiches, la publication porterait en elle-même la démonstration de sa malveillance. L'affiche, en effet, est considérée comme une peine nouvelle et arbitraire ; les juges eux-mêmes n'ont pas le droit de l'infliger, si une disposition expresse du législateur ne le leur ordonne ou permette (2). Les auteurs sont unanimes à déclarer que la permission générale contenue dans l'article 39 de la loi de 1881 ne concerne pas la publication par voie d'affiches. Le principe de la spécialité des peines s'y oppose formellement.

CHAPITRE III

COMPTE RENDU DES DÉBATS.

SECTION I. — Débats dont le compte rendu est interdit par la loi.

§ 1. — Etude historique.

L'article 16 de la loi du 18 juillet 1828 s'exprimait ainsi :
« Dans les procès qui ont pour objet la diffamation, si les
« tribunaux ordonnent le huis-clos, les journaux ne pour-
« ront, à peine de 2.000 francs d'amende, publier les faits
« de diffamation, ni donner l'extrait des mémoires ou
« écrits quelconques qui les contiendraient. Dans toutes
« les affaires civiles ou criminelles où le huis-clos aura été
« ordonné, ils ne pourront, sous la même peine, publier
« que le prononcé du jugement. » C'était donc le huis-clos
qui servait primitivement de base à la distinction légale
des comptes rendus illicites et des comptes rendus permis.

Avec la loi du 9 septembre 1835, un nouveau criterium
apparaît et le huis-clos sera peu à peu si bien oublié que
la loi fondamentale et définitive de 1881 va négliger d'en
parler, ce qui suscite, aujourd'hui encore, les plus étranges
controverses. M. Sauzet, rapporteur sur le projet de loi de
1835, avait déclaré qu'« *en matière de diffamation privée,*

où la preuve n'est pas admise, la publicité n'est qu'une prime au scandale ». De là la distinction capitale, adoptée par le législateur, entre les procès en diffamation où la preuve est reçue et ceux où elle est interdite. Le compte rendu de ces derniers était prohibé par l'article 10, § 1^{er}, de la loi de 1835. Les paragraphes 2 et 3 du même texte défendaient en outre de publier les noms des jurés, sauf dans le compte rendu de l'audience où le jury avait été constitué, de publier également les délibérations intérieures des jurys, Cours et tribunaux. En ce qui concernait les débats à huis-clos, les dispositions de la loi de 1828 étaient maintenues.

Mais un décret du 6 mars 1848 vint abroger tous les textes préexistants. L'expérience d'une liberté absolue des comptes rendus ne fut pas longue à en démontrer les inconvénients et les dangers. Le 27 juillet 1849, une nouvelle loi reproduisait les interdictions de la loi de 1835 en les étendant aux journaux, aux écrits périodiques et à tout mode de publication ; la sanction demeurait toujours une amende. Le décret du 17 février 1852 (article 17) interdisait de rendre compte des procès pour délit de presse, à propos desquels l'on ne pouvait publier que le jugement et annoncer que la poursuite. Il conférait en outre aux tribunaux le droit d'interdire, toutes les fois qu'ils le jugeraient convenable dans l'intérêt public, le compte rendu des procès plaidés devant eux.

Ce décret fut lui-même abrogé par une loi du 12 février 1872, qui remet en vigueur celle de 1849.

Tel était l'état de la législation en 1880. Un projet de loi

fut, à cette date, déposé à la Chambre, qui devint la loi du 29 juillet 1881. Après de longues et intéressantes discussions fut voté l'article 39 qui prohibe le compte rendu : 1° Des procès en diffamation, si la preuve des faits diffamatoires n'est pas admise ; 2° des affaires civiles dont les Cours et tribunaux interdisent le compte rendu ; 3° des délibérations intérieures des jurys, Cours et tribunaux. Ainsi était supprimée l'interdiction de publier les noms des jurés et de rendre compte des débats à huis-clos.

Lors de la discussion de la loi du 27 juillet 1884, organisatrice du divorce et de la séparation de corps, on proposa d'interdire de rendre compte des procès de cette nature. Rejetée tout d'abord par la Chambre, maintenue par le Sénat, cette proposition fut enfin adoptée par la Chambre, devant laquelle M. de Marcère l'avait éloquemment justifiée : « Les motifs sur lesquels s'appuie la proposition
« de notre collègue se comprennent sans qu'il soit néces-
« saire de les développer longuement. Quel est l'objet de
« ces débats spéciaux ? Les affaires de ménage, la connais-
« sance des relations des deux époux entre eux, les secrets
« domestiques de la nature la plus intime à la fois et la
« plus délicate, l'inconduite des uns, la grossièreté des
« autres, des confidences arrachées par le désespoir à des
« cœurs ulcérés. Pourquoi ajouter à la cruauté de ces si-
« tuations, en multipliant par la presse la publicité de ces
« débats, en dehors de celle du prétoire ? Les plaidoiries
« ne font qu'accentuer les dissentiments entre les époux
« et rendent les réconciliations presque impossibles.....

« Pour la société elles sont un sujet de scandale en révélant
« les plaies sociales dont le spectacle n'est rien moins que
« moralisateur... »

Le texte suivant fut voté, qui forme l'article 3 de la loi de 1884 : « La reproduction des débats sur les instances en divorce et en séparation de corps est interdite sous peine de l'amende de 100 à 2.000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881. »

Le législateur dut créer une nouvelle et dernière interdiction à propos de la loi du 28 juillet 1894 sur la répression des menées anarchistes. Il s'agissait en effet de procès criminels et de procès à huis-clos. Or, si la loi de 1881 avait purement et simplement abrogé celle de 1828, elle n'aurait remplacé par aucun texte les dispositions de cette dernière relative au huis-clos. D'autre part, le droit pour les tribunaux de prohiber le compte rendu des débats était limité par la même loi de 1881 aux matières civiles. Ce ne fut pas sans de violentes oppositions (1) que fut voté l'article 5 de la loi du 28 juillet 1894 qui, établissant une exception au principe de la loi de 1881, autorise les Cours et tribunaux à interdire en tout ou en partie la reproduction des débats, en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public.

§ 2. — Comptes rendus des procès en diffamation.

Est interdit le compte rendu des procès en diffamation

(1) Cf. *Journal officiel* du 26 juillet 1894.

dans lesquels la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. — Cette disposition de la loi de 1881, consacrant une exception à un principe général, doit naturellement être interprétée d'une façon restrictive. La conséquence est que ne tomberont point sous son application les comptes rendus d'un procès pour outrages, offenses ou injures.

La preuve des faits diffamatoires n'est autorisée que dans les cas énumérés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881, c'est-à-dire quand la personne diffamée est un fonctionnaire public à raison de ses fonctions, un directeur ou administrateur d'une entreprise faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit. Il s'agit, dans ces dernières hypothèses, de la vie publique des dépositaires de l'autorité ou de la fortune nationale. Dans leur intérêt et dans celui de la société tout entière, il est nécessaire que les accusations portées contre eux soient démontrées et que la publication des débats soit permise.

Au contraire, en matière de diffamation privée, l'interdiction protège aussi bien le plaignant que le prévenu. « Le plaignant a voulu l'ombre et le silence ; il faut que « sa volonté soit respectée et qu'on ne fasse pas entendre « au dehors et au loin le bruit du scandale qu'on n'aura « pas évité dans l'enceinte du tribunal (1). »

Les procès en diffamation peuvent être de simples pro-

(1) Cf. Rapport Lisbonne, loi de 1881.

cès civils, s'ils ont été intentés en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil. Même dans ce cas, leur compte rendu serait illicite, l'interdiction de l'article 39 de la loi de 1881 étant générale ; « basée sur des motifs d'intérêt public, elle a été édictée dans un but de protection pour « la vie privée (1) ». Le caractère d'une action judiciaire se détermine non par la qualification qu'elle reçoit des parties, mais par la cause d'où elle procède et par le but auquel elle tend (2).

C'est du *procès* en diffamation qu'il est interdit de rendre compte, c'est-à-dire et des débats et de la procédure antérieure aux débats, même si cette procédure n'est pas criminelle ou correctionnelle, auquel cas les prohibitions de l'article 38 de la loi de 1881, étudiées plus haut, seraient suffisantes (3).

*
* *

« La plainte seule, dit l'article 39, pourra être publiée « par le plaignant. » C'est une innovation de la loi de 1881 : sous l'empire de la loi de 1849, on ne pouvait qu'annoncer la poursuite ; l'on peut aujourd'hui publier le texte même de la plainte.

Pour les auteurs qui estiment que la plainte constitue un acte de la procédure, cette faculté conférée par l'arti-

(1) Le Poittevin, *Traité de la presse*, t. II, p. 381.

(2) Cass., 15 janvier 1869, D. 69.1.328.

(3) Cf. Cass., 17 mars 1814 ; Amiens, 17 mai 1904, *Gaz. Pal.*, 01.2.33.

cle 39 est évidemment une dérogation à la prohibition de l'article 38 (1). Il est plus juridique de voir dans la plainte un acte distinct de ceux de la procédure qu'elle va faire s'engager et de n'attribuer au législateur de 1881 que le but de compléter la pensée de celui de 1849.

Quoi qu'il en soit des discussions possibles sur ce sujet, il est un point qui ne saurait en souffrir, c'est que le plaignant seul a le droit de publier la plainte c'est-à-dire l'acte par lequel il a demandé au ministère public de diriger des poursuites ou la citation par laquelle il a directement saisi ce tribunal. Par suite, si un journaliste publie la plainte sans justifier du consentement du plaignant, il devra être poursuivi pour infraction à l'article 39 (2).

Quelle que soit l'interdiction relative aux débats, il est entendu que le jugement pourra toujours être publié, mais seulement, dans l'hypothèse qui nous occupe, tel qu'il a été prononcé à l'audience, c'est-à-dire les motifs et le dispositif, sans les qualités. Publier les qualités serait rendre compte des débats dont elles sont le résumé.

La faculté de rendre compte est-elle liée, par une corrélation nécessaire, à celle d'administrer la preuve des faits diffamatoires ? Malgré un jugement du tribunal de la Seine du 25 avril 1888, nous ne le croyons pas. Il suffit que la preuve ait été possible pour que la publication soit autorisée ; peu importerait que le prévenu n'ait point demandé à la faire ou ait été déchu du droit d'administrer.

(1) Trib. Soissons, 4 avril 1901, *Gaz. Pal.*, 01.1.649.

(2) Trib. Seine, 6 décembre 1867, D. 68.3.24.

**§ 3. — Comptes rendus des procès en divorce ou en
séparation de corps.**

Tandis que l'article 39 de la loi de 1881 parle de procès, l'article 3 de la loi de 1884 ne parle que de débats. Faut-il en conclure que l'interdiction, en ce qui concerne les affaires en divorce ou en séparation de corps, n'atteint pas la procédure antérieure à l'audience, et, en conséquence, que la publication des actes de cette procédure, qui, n'étant ni criminelle ni correctionnelle, ne tombe pas sous l'application de l'article 38 de la loi de 1881, jouirait d'une entière liberté? Nous ne le croyons pas. Ce texte de la loi de 1884 vise directement, expressément, celui de la loi de 1881 dont il ne fait qu'étendre la prohibition à une nouvelle catégorie d'affaires. Le but de l'interdiction étant le même, ainsi doit-il en être de la portée. L'expression *débats* correspond donc à celle de *procès* et c'est de toute la procédure que l'on ne peut rendre compte.

Seule sera licite la publication du jugement ou de l'arrêt.

En matière de divorce ou de séparation de corps, il ne saurait être question de plainte. Mais il est une pièce qui correspond à la plainte : l'acte introductif d'instance. Or, tandis que la loi de 1831 autorise, en faveur du plaignant, la publication de la plainte, celle de 1884 reste muette sur l'acte introductif d'instance. Il serait téméraire de soutenir qu'elle s'en réfère, implicitement, à son aînée. La plainte, en effet, si elle est l'acte initial d'un procès en diffamation, n'est pas, à proprement parler, un acte de

procédure ; d'où il suit que sa divulgation ne porte aucune atteinte au principe de l'article 38. L'acte introductif d'instance est au contraire, sans contestation possible, un acte de procédure ; il fait partie, à ce titre, des débats dont la publication est interdite. On ne peut, sans un texte précis, enfreindre cette interdiction.

§ 4. — Pouvoir des tribunaux d'interdire en matière civile, le compte rendu des procès.

La loi de 1881 ne leur confère cette faculté qu'en matière civile. Une seule exception a été apportée à ce principe par la loi postérieure de 1894.

En matière civile, en effet, l'intérêt social n'est pas en jeu ; la publicité de la justice, qui est toujours la règle, m'est plus une garantie essentielle de l'honneur, de la liberté, de la sûreté des citoyens. Il fallait donc permettre aux juges du fait, s'ils estiment que l'intérêt des parties ou l'intérêt public l'exige, de prohiber le compte rendu des procès plaidés devant eux.

Les expressions « *affaire civile* » doivent être interprétées dans leur sens le plus large. Elles désignent toutes les affaires qui ne rentrent pas dans le domaine d'une juridiction répressive. Elles englobent donc, non seulement les affaires civiles proprement dites, mais encore les affaires de justice de paix et les affaires commerciales, en un mot toutes celles où des intérêts privés sont en jeu.

L'interdiction qui nous occupe, laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux, est une mesure d'ordre et de

police. Le juge pourra évidemment l'ordonner d'office ; pas n'est besoin qu'interviennent le ministère public ou les parties (1). Il est d'ailleurs évident que les parties, aussi bien que le ministère public, ont le droit l'un de requérir, les autres de demander que l'interdiction de rendre compte du procès soit prononcée.

Elle pourra l'être, soit par un jugement spécial rendu au cours des débats, soit par le jugement statuant sur le fond ; toujours par une décision rendue en audience publique, puisque ce sera la publicité de cette décision qui portera à la connaissance des organes de la presse l'interdiction prononcée. Dès que l'affaire est jugée au fond, s'éteint la faculté conférée aux tribunaux par la loi de 1881 ; le jugement par lequel ils s'en ressaisiraient à nouveau et interdiraient d'en rendre compte constituerait un excès de pouvoir. — Les jugements pourront, au reste, toujours être publiés.

§ 5. — Loi du 28 juillet 1894.

Le principe, nous le savons, est qu'en matière criminelle la liberté de rendre compte doit être la plus large puisqu'elle donne à la justice cette publicité sans laquelle il ne saurait y avoir, pour la sûreté des citoyens, de sérieuses garanties. La seule exception apportée à cette règle est renfermée dans l'article 5 de la loi du 28 juillet 1894 qui s'exprime ainsi : « Dans les cas prévus par la présente loi

(1) Cass., 23 avril 1856, P. 58.43 ; Cass., 24 février 1860, D. 60. 1.369.

« et dans tous ceux où le fait incriminé a un caractère anarchiste, les Cours et tribunaux pourront interdire, en tout ou partie, la reproduction des débats, en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public. » Nous avons dit, dans l'exposé historique, à quelles orageuses discussions a donné lieu le vote de cette disposition.

Les tribunaux ont donc le pouvoir d'interdire le compte rendu des débats : 1° au cas de poursuite pour provocation à des militaires à l'effet de les détourner de leurs devoirs, quand ces incitations ont été faites dans un but de propagande anarchiste, faits prévus par les articles 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1894 ; 2° dans tous les cas où le fait incriminé a un caractère anarchiste.

Pour que l'interdiction puisse être prononcée, il faut et que le fait incriminé ait un caractère anarchiste et que le procès présente un danger pour l'ordre public. Mais les tribunaux ont un pouvoir souverain pour apprécier si l'une et l'autre de ces deux conditions se trouvent réalisées. Leur appréciation échappera, d'ailleurs, et au contrôle de la Cour de cassation, et, si l'interdiction est prononcée, à celui de l'opinion publique. La seule garantie est l'obligation pour eux d'en faire mention dans les motifs du jugement (1).

(1) M. Viviani ayant demandé quand un fait présente un caractère anarchiste ou un danger pour l'ordre public, le rapporteur lui répondit qu'un crime, comme celui de Caserio, a évidemment un caractère anarchiste ; que les explications d'un expert sur les causes pour lesquelles une bombe n'a pu produire ses effets offrent évidemment un danger pour la sûreté publique.

Mais rien ne s'oppose à ce que les journaux publient des comptes rendus de procès anarchistes jugés à l'étranger, alors même que les tribunaux appelés à en connaître auraient défendu d'en rendre compte. « La loi, a dit expressément le rapporteur de la loi de 1894, n'a entendu « interdire que le compte rendu des débats anarchistes « devant les tribunaux français. La publication des débats « devant des tribunaux étrangers, à mon sens, échappera « à toute répression (1).

La peine, frappant un compte-rendu publié en dépit des dispositions que nous venons d'exposer, consiste, comme celle qui réprime les publications d'actes de procédure antérieurs aux débats, en un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et une amende de 1.000 à 10.000 francs.

Le journaliste a le droit de publier les incidents divers qui ont pu se produire après la lecture du jugement, par exemple les cris des accusés ou leurs interpellations, car les débats proprement dits sont clos au moment où commence le prononcé de la décision. Il n'est pas besoin d'ajouter que cette dernière pourra toujours être divulguée (2).

(1) Chambre des députés, séance du 24 juillet 1894, *Journal officiel*, 26 juillet 1894, p. 1543.

(2) Il peut arriver que la publication paraisse avant l'interdiction qui la prohibe. Elle n'est évidemment pas punissable.

§ 6. — Délibérations intérieures des jurys,
Cours et tribunaux.

L'expression « jurys, Cours et tribunaux » est très générale. Elle comprend toutes les juridictions (1).

Que faut-il entendre par délibération intérieure ? C'est, en premier lieu, le délibéré qui doit précéder la décision à prendre sur l'affaire dont les débats viennent de se dérouler devant la Cour ou le tribunal. On ne peut, en conséquence, publier que le jugement ou le verdict a été rendu à telle ou telle majorité (2).

Il y a infraction à la loi de 1881 lorsqu'un juré écrit une lettre à un journal dans laquelle il révèle les raisons pour lesquelles, dans une affaire, le jury a accordé ou refusé le bénéfice des circonstances atténuantes (3), ou pour déclarer qu'il n'a pas voté comme la majorité (4). Un juré avait écrit au journal *Le Cri du peuple* la protestation suivante : « J'ai l'honneur de dégager ma responsabilité du verdict

(1) Cf. *D. alph.*, V^o *Presse*, n^o 1450. — Elles visent non seulement les jurys criminels, mais les autres, par exemple les jurys d'expropriation. Quant à l'expression « Cours et tribunaux », elle comprend : la Cour de cassation, les Cours d'appel et d'assises, les tribunaux civils, les tribunaux correctionnels, les tribunaux de commerce, le Conseil d'Etat, les conseils de préfecture, les conseils de guerre...

(2) Cf. Barbier, *loc. prec.*, t. II, n^o 752, p. 251 ; Fabreguettes, t. I, n^o 21, p. 55 ; Cass., 24 février 1837, P. 37.2.154.

(3) Trib. Seine, 21 juin 1864, D. 64.3.92. — Dans le procès récent de l'assassinat de M. Remy, devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise, un juré a raconté en détails à un rédacteur du *Journal* la délibération du jury. Aucune poursuite n'a été cependant exercée.

(4) Paris, 3 juillet 1884, *Gaz. Trib.*, 4 juillet 1884.

« prononcé par le jury de la Seine dans l'affaire Michel « Morphy »... Le gérant fut condamné comme auteur principal et le juré comme complice de l'infraction à la loi de 1881 (1).

Cette infraction constitue, malgré une décision du tribunal de la Seine (2) qui la déclare un délit contraventionnel, un véritable délit. Les règles de la complicité lui sont donc applicables ainsi que les textes sur la confusion des peines.

Avant qu'il soit prononcé en audience publique, le jugement est encore compris dans la délibération : il ne peut être publié. Mais un journal pourrait impunément narrer les incidents qui, sans rapport direct avec l'affaire en délibéré, ont pu survenir pendant la délibération, par exemple : les échanges d'injures ou de voies de fait entre les jurés ; l'indisposition de l'un d'eux, etc...

La loi de 1881 sera applicable quels que soient le mode et la teneur de la publication. Le simple récit de la délibération, fait par un de ceux qui y ont pris part, en réunion publique, suffirait pour donner naissance à l'infraction et ouverture à poursuite (3).

§ 7. — Caractères généraux et communs de ces diverses interdictions.

Les lois de 1881, 1884, 1894, interdisent ou permettent

(1) Cf. Trib. Seine, 26 mars 1884, *Gaz. Trib.*, 27 mars 1884.

(2) Trib. Seine, 21 juin 1864, précité.

(3) Cf. *D. alph.*, *Suppl.*, V^o *Presse*, n^o 4450.

d'interdire le compte rendu de certains débats judiciaires. Que faut-il entendre par *compte rendu* ? — C'est la reproduction intégrale ou partielle de ce qui s'est passé à l'audience.

Constituent : un compte rendu d'une audience de première instance, un article qui énonce et fait connaître la comparution des prévenus, leur tenue, leur physionomie, leur mise distinguée, la plainte, l'inculpation, l'information, l'opinion soutenue par l'organe du ministère public, la plaidoirie du défenseur et le jugement rendu (1), un compte rendu d'une audience de la Cour d'appel, un article qui fait connaître le rapport du conseiller désigné, la plaidoirie, le réquisitoire, l'arrêt.

Il n'est pas même nécessaire que l'article incriminé touche au fond de l'affaire. La question avait été discutée avant la loi de 1881. La Cour d'appel de Toulouse avait jugé, le 23 janvier 1869 (2), qu'il n'y avait pas compte rendu punissable dans le fait d'avoir publié un article où le gérant d'un journal raconte qu'il a comparu devant le tribunal, que le procureur impérial a prononcé un réquisitoire dont il fait l'éloge, que le défenseur a réfuté les charges de la prévention et que le tribunal a prononcé une condamnation devant laquelle il s'incline ; cet arrêt fut cassé par la Cour de cassation qui, le 29 mai 1869 (3), déclarait que le décret-loi du 17 février 1852 établit en termes formels une

(1) Cf. Cass., 13 février 1869, D. 69.1.388.

(2) D. 69.1.433.

(3) 29 mai 1869, D. 69.1.433.

prohibition générale et absolue... que le législateur de 1852... a voulu empêcher que la relation, sous n'importe quelle forme, des actes de procédure, des débats, des plaidoiries, des incidents et des impressions d'audience, ne vint, en matière de débats de presse, surexciter les passions et n'aggravât le mal que la poursuite avait pour objet de réprimer.

Appelée plus tard à interpréter les prohibitions de la loi de 1881, la Cour de cassation a maintenu sa jurisprudence. Elle a déclaré que « la prohibition de l'article 39 « de la loi du 29 juillet 1881 s'oppose, non seulement à la « reproduction des écrits ou propos diffamatoires, mais « encore à la relation sous une forme quelconque, des « actes de procédure, plaidoiries, incidents et impressions « d'audience ; qu'elle cherche par là à ne point aggraver « par cette publicité le mal que la poursuite avait pour « but d'atténuer et de réprimer (1).

La jurisprudence a eu à trancher de nombreuses questions d'espèces, dont la solution peut se ramener au principe qui vient d'être exposé. Il a été notamment jugé qu'il y a compte rendu illicite, lorsque, sans reproduire le discours ou l'écrit diffamatoire, non plus que les paroles du ministère public et du défenseur, un article de journal indique la physionomie générale des débats, relate les circonstances matérielles ou accessoires de l'audience, les plaidoiries et le jugement (2) ; lorsqu'un article, après

(1) Cass., 14 mai 1897, *Bull. crim.*, n° 166.

(2) Trib. Seine, 23 novembre 1876, *D.* 77.3.111 ; 30 juillet 1863, *D.* 69.3.68.

avoir annoncé que le gérant et le rédacteur en chef de ce journal étaient actionnés en diffamation, et que l'affaire était venue la veille devant le tribunal correctionnel, fait suivre cette annonce d'une relation détaillée de toutes les phases du débat, lecture de l'assignation, audition d'un témoin, interrogatoires des prévenus, réquisitions du ministère public, observations échangées entre les avocats, impressions de l'auditoire (1).

La prohibition est si absolue qu'elle s'étend même aux incidents soulevés au cours des débats et indépendants du fond de l'affaire, tels qu'une exception d'incompétence ou une fin de non-recevoir.

Peu importe la teneur de la publication : l'article le plus fantaisiste, contenant le récit du procès, constitue une infraction à la loi de 1881. Peu importe sa forme : article de journal, affiche, discours, circulaires, mémoire, toute espèce de publication est interdite. L'article 39 de la loi de 1881 se trouve dans un chapitre qui a pour titre : « Des crimes et des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. »

La Cour de cassation peut contrôler les appréciations et déclarations des juges du fond sur la nature du compte rendu, à moins qu'ils n'aient puisé les éléments de leur décision dans des circonstances extrinsèques à l'acte incriminé.

*
* *

L'infraction *sui generis* établie par l'article 39 de la loi

(1) Cass., 14 mai 1897, précité.

du 29 juillet 1881, complétée par les lois de 1884 et de 1894, est de la compétence du tribunal correctionnel, qui en jugera, soit sur la poursuite du ministère public, soit sur l'initiative de la partie lésée par la publication illicite. Elle constitue, en effet, non point, comme on a voulu le soutenir, un délit contraventionnel, mais un délit pur et simple auquel sont applicables les règles et textes de la confusion, du non-cumul et de la complicité. Quant à la prescription des actions publique et civile, elle sera acquise à l'expiration du délai de trois années révo-lues à dater du jour du délit ou du dernier acte des poursuites, s'il en a été intenté (1). La loi du 27 juillet 1884 gardant sur ces divers points accessoires le silence le plus complet et ne renvoyant à l'article 39 de la loi de 1881 que pour l'application de la peine, faut-il en conclure que c'est le droit commun pur et simple qui demeure applicable à l'interdiction de rendre compte des procès en divorce ou séparation de corps ? Nous avons déjà soulevé cette question et l'avons résolue en disant que la loi de 1884, n'ayant pas créé un délit nouveau, mais simplement ajouté une nouvelle prohibition à celles déjà existantes, renvoie implicitement, tant pour l'application de la peine que pour les règles de procédure et de compétence, à la loi de 1881.

Rappelons, en terminant, que la peine est une amende de 100 à 2.000 francs. La récidive ne l'aggrave point. S'il

(1) Cf. articles 45, 48, 49, 60, 65 de la loi du 29 juillet 1881.

est fait application de l'article 463 du Code d'instruction criminelle, l'Ⓜ peinenⓂpourra excéder la moitié du maximum. — Dans l'hypothèse prévue par la loi du 28 juillet 1894, la répression de l'infraction à ses dispositions est plus sévère : 6 jours à un mois d'emprisonnement ; 1.000 à 10.000 francs d'amende.

**SECTION II.— De l'immunité établie par l'article 41, § 3,
de la loi du 29 juillet 1881.**

§ 1. — Historique.

L'immunité dont nous avons à parler et qui, sous la réserve des diverses exceptions ci-dessus étudiées, protège le compte rendu des débats judiciaires, est une innovation de la loi du 29 juillet 1881. Sans doute la liberté de ces comptes rendus n'avait jamais été contestée ; on la considérait à bon droit comme le succédané naturel de la liberté de la presse et de la publicité de la justice. L'article 7 de la loi du 25 mars 1822, en faisant un délit spécial de l'infidélité et de la mauvaise foi dans le compte rendu, reconnaissait implicitement le droit de rendre compte avec fidélité, bonne foi et exactitude des débats judiciaires. Mais ce droit ne jouissant d'aucune immunité spéciale, il s'en suivait que le journaliste se trouvait, malgré sa bonne foi, exposé à une action correctionnelle ou civile, à raison des imputations diffamatoires que l'article pouvait contenir.

La loi du 29 juillet 1881 est venue heureusement combler cette lacune. L'article 41, § 3, du projet était ainsi

conçu : « Ne donneront lieu à action en diffamation, injure « ou outrage, les discours prononcés et les écrits produits « devant les tribunaux. » Ce n'est qu'après de nombreuses interventions (1) que l'addition suivante fut adoptée : « ni « les comptes rendus fidèles, faits de bonne foi, des débats « judiciaires ». L'article 7 de la loi du 25 mars 1822 était, par ailleurs, abrogé. Aucun texte nouveau ne venant le remplacer, la loi de 1881 comblait une lacune, en creusait une autre. Le droit commun demeure aujourd'hui l'unique ressource pour la répression de l'infidélité et de la mauvaise foi des comptes rendus, qui constituaient autrefois une infraction *sui generis*. Il est, à la vérité le plus souvent suffisant ; mais il reste certain que le maintien, dans nos lois, de l'ancienne disposition, éviterait les hésitations que les particuliers, le ministère public et les magistrats mettent parfois à poursuivre ou à condamner.

§ 2. — Définition et caractères d'un compte rendu.

L'immunité de l'article 41 de la loi de 1881 protège, suivant les expressions mêmes du texte, les comptes rendus des débats judiciaires. Nous avons à déterminer tout d'abord le sens exact de ces différents termes.

Suivant les paroles de M. le procureur général Manau en 1897, un compte rendu est : « la reproduction générale « ou partielle de ce qui s'est passé dans une assemblée « quelconque et, pour ne pas sortir du procès, dans une

(1) Le Poittevin, *Traité de la presse*, t. I, n° 495.

« audience » (1). Cette reproduction pourra emprunter des formes très diverses : article de journal ou de revue périodique, mémoire, brochure, roman, ouvrage ; elle demeurera un compte rendu, protégé par l'immunité qui nous occupe, pourvu que, dit la Cour de cassation, « elle « mette en regard les prétentions contraires, attaque ou « défense..., et permette, par son contenu, d'apprécier l'en- « semble de l'affaire » (2).

Un autre arrêt de la Cour suprême, rendu toutes chambres réunies, attache le caractère de compte rendu à un écrit « qui se présente sous ce titre, qui contient l'énon- « ciation et les causes de la citation, les explications don- « nées par le prévenu pour sa défense, le sens des témoi- « gnages entendus, les observations faites à l'audience par « le président, les noms des avocats qui ont plaidé et le « dispositif du jugement (3) ».

Mais on ne pourrait attribuer le caractère d'un compte rendu à une relation qui altérerait, aux yeux du lecteur, la physionomie des débats qu'elle rapporte. Si le rédacteur donne à leur récit une forme fantaisiste qui les dénature, ajoutant des appréciations personnelles désobligeantes, des détails inexacts, des épisodes imaginaires, en vain invoquera-t-il l'immunité de l'article 41 (4). Pour qu'elle puisse l'être, il faut, en outre, que le compte rendu ait

(1) Cass., 7 avril 1897, *Gaz. Pal.*, 97.1.530.

(2) Cass., 15 mai 1884, D. 85.1.328.

(3) Cass., 7 avril 1897, S. 98.1.58.

(4) *Le Petit Fanal Oranaïs* avait publié, sous forme de feuilleton,

trait à des débats judiciaires dont la loi n'interdit pas de rendre compte. Nous avons examiné en détails les diverses prohibitions du législateur. Est interdit le compte rendu d'un procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée ; d'un procès pour faits prévus par la loi du 28 juillet 1894 et dans les cas où le fait incriminé a un caractère anarchiste ; d'une affaire civile dont la cour ou le tribunal avait défendu de rendre compte ; d'une instance en divorce ou en séparation de corps.

Nous avons fait déjà allusion au problème délicat qui se pose au sujet des procès jugés à huis-clos. Les lois de 1828 et de 1835 prohibaient, sous peine d'une amende de 2.000 francs, le fait de rendre compte de ces débats. Mais aussi bien, le décret de 1852, la loi de 1849, la loi définitive de 1881 ont omis de consacrer une disposition précise à cette éventualité. Il semblerait donc que le fait de rendre compte d'une affaire jugée à huis-clos ne constitue plus une infraction punissable. En matière civile, les tribunaux ont le moyen de réparer l'oubli du législateur, puisqu'ils

le récit amplifié du drame d'Aïn Ferra qui, quelques années auparavant, avait donné lieu à un procès retentissant. La Cour d'Alger a déclaré que le gérant du journal et l'auteur du roman ne pouvaient s'abriter derrière l'immunité de l'article 41, § 3, de la loi de 1881 et les a condamnés pour diffamation : « Attendu que l'article 41 « a explicitement exclu de l'immunité qu'il concède toute publication « n'ayant emprunté ses éléments aux débats publics que pour les « amplifier, les dénaturer et y puiser enfin la substance d'une œuvre « de fantaisie ou d'imagination dans laquelle se meuvent pourtant « des personnages réels ou reconnaissables. » Alger, 20 février 1897.

ont la faculté de défendre le compte rendu des débats qui se sont déroulés devant eux. Il leur est donc facile, en même temps qu'ils ordonnent le huis-clos, de prononcer cette interdiction. Mais, en matière criminelle, ce pouvoir leur est formellement refusé.

À notre avis, cependant, comme à celui de plusieurs auteurs (1), un pareil compte rendu serait fait en violation de la loi. Le droit de publication volontaire n'a, en effet, d'autre but que de compléter et rendre efficace la publicité de la justice ; d'autre raison d'être que le principe de cette publicité. Si le huis-clos est prononcé, *cessante causa cessat effectus*. Aucun motif juridique ne saurait justifier ce compte rendu. Tel est, d'ailleurs, l'esprit du législateur de 1881. Le rapporteur de la loi, M. Lisbonne, s'est exprimé ainsi sur la question : « Voilà pourquoi l'article 41 n'autorise pas les tribunaux à interdire le compte rendu des procès en matière correctionnelle ou criminelle, sauf bien entendu le cas où le huis-clos est requis et ordonné (2). »

§ 3. — Etendue de l'immunité.

Tel que nous venons de le définir, le compte rendu d'un procès sera couvert par l'immunité de l'article 41, s'il est fidèle et de bonne foi. Le soin de déclarer si une relation des débats judiciaires est infidèle et de mauvaise foi est

(1) Cf. Garraud, *Précis*, p. 627.

(2) Il est bien entendu que, même pour les affaires jugées à huis-clos, le jugement pourra toujours être publié.

laissé à la sagesse et à l'appréciation souveraine des magistrats. Nous ne pouvons qu'examiner certaines hypothèses et indiquer certaines présomptions. Est évidemment fidèle, au sens de l'article 41, le compte rendu qui reproduit, d'une façon exacte, la physionomie des débats ou de la partie des débats auxquels il s'applique, non seulement dans l'ensemble, mais encore et spécialement sur les points de détail qui peuvent avoir un caractère diffamatoire.

Ne peut être considéré comme compte rendu judiciaire fidèle et de bonne foi, un écrit où l'on n'a observé ni mesure, ni modération, et contenant une polémique ardente où se trouvent des appréciations et des expressions regrettables qui n'ont pas figuré aux débats (1) ; un compte rendu qui tend à tourner en ridicule un des avocats qui ont plaidé dans l'affaire (2).

Il a été jugé au contraire qu'on doit considérer comme fidèle et de bonne foi l'article de journal publiant des faits étrangers ou indifférents à l'audience et qui, d'après les motifs du jugement, semblent avoir été ignorés du tribunal (3) ; de même, le compte rendu portant qu'une partie avait appris et acquis la conviction, et que les témoins avaient démontré à l'audience que la partie adverse l'avait trompée sur la valeur de fournitures dans la proportion

(1) Rouen, 15 juin 1883, *Gaz. Pal.*, 83.2.370.

(2) Trib. Seine, 3 novembre 1892, *Gaz. Trib.*, 28-29 novembre 1892.

(3) Cass., 7 avril 1897, S. 98.1.58.

de 40 o/o environ, si, du rapprochement de l'article et des notes d'audience, il résulte que plusieurs des témoins entendus ont déposé du fait de tromperie et de majoration des fournitures, et que les déclarations des témoins sont ainsi en concordance avec le compte rendu ; — alors, d'ailleurs que les dispositions du jugement intervenu sont exactement relatées, qu'aucune contestation ne s'est élevée relativement aux paroles rapportées comme ayant été prononcées par le président ; — et que ni l'une, ni l'autre des plaidoiries n'a été reproduite, même en résumé, de telle sorte que le compte rendu incriminé a transmis, dans son ensemble, l'impression, sinon fondée, du moins véritable de l'audience (1).

Même partiel, un compte rendu peut être fidèle et de bonne foi. Mais une condition essentielle à son droit à l'impunité est qu'il ne dénature point la véritable physiologie de l'audience. — La Cour d'appel d'Orléans et le tribunal de la Seine avaient, sans doute, jugé que l'immunité de l'article 41 devait protéger l'article qui ne fait qu'analyser la plaidoirie d'un avocat, plaidoirie ne contenant aucune allégation étrangère aux débats et n'excédant pas les droits et les nécessités de la défense (2). La Cour de cassation a repoussé ce système (3) et déclaré qu'il ne suffit pas à un récit, pour être licite, d'être réellement emprunté aux débats. Encore faut-il, puisque le droit de pu-

(1) Cass., 7 avril 1897 précité ; 1^{er} août 1896, S. 98.4.58.

(2) Orléans, 27 juillet 1897 ; Trib. Seine, 12 décembre 1895.

(3) Cass., ch. réun., 7 avril 1897, précité.

blication n'est qu'un corollaire de la publicité des débats judiciaires et un élément du contrôle exercé par l'opinion publique, que le compte rendu mette en regard l'attaque et la défense. Il peut être incomplet, mais il doit permettre au lecteur d'apprécier l'ensemble de l'affaire. Ainsi n'a pas le caractère d'un compte rendu fidèle et de bonne foi la publication d'une enquête, sans allusion à la contre-enquête qui a suivi (1) ; celle des charges relevées contre le prévenu sans le résumé de ses moyens de défense. — Il y a toujours, dans de semblables oublis, présomption certaine d'intention de nuire, intention que la loi de 1881, par son immunité, n'a jamais entendu couvrir.

Ce qu'elle a voulu protéger, c'est la relation fidèle, exacte et de bonne foi des faits d'un procès. Ces faits peuvent avoir un caractère diffamatoire : leur récit sera, grâce à l'immunité, à l'abri des peines de la diffamation. L'article 41 a donc, en quelque sorte, créé une diffamation licite : celle qui résulte d'un compte rendu fidèle. Ne sera punie que la diffamation résultant de l'infidélité même de la publication. « L'infidélité et la mauvaise foi du compte rendu, a précisé M. le procureur général Manau, ne peuvent être condamnées qu'à une condition, c'est qu'elles portent l'une et l'autre sur un fait diffamatoire qui ne se serait pas produit à l'audience. C'est dire que la diffamation doit résulter exclusivement de l'infidélité même du compte rendu. Mais l'infidélité s'appliquant à

(1) Cass., 2 mai 1901, précité.

des faits non diffamatoires, produits ou non à l'audience, n'a pas besoin de l'immunité de la loi de 1881. Elle est légalement inoffensive et rentre purement et simplement dans le domaine d'une fantaisie permise (1). »

*
* *

L'infidélité ou la mauvaise foi d'un compte rendu étant établies, quelle sera leur répression ? Nous savons, en effet, que depuis l'abrogation de la loi de 1822, elles ne constituent plus une infraction spéciale, punie d'une peine déterminée. Seul le droit commun subsiste pour les frapper. Si l'infidélité de la publication incriminée constitue une diffamation, seront applicables les peines de la diffamation. Si, malgré l'infidélité, l'existence de ce délit n'est pas démontrée, le plaignant n'a que la ressource de l'article 1382 du Code civil. Il y a évidemment sur ce point, dans la loi de 1881, une lacune qu'il convenait de signaler et qu'on doit espérer voir combler par un texte précis.

Remarquons, au reste, avec M. Le Poittevin (2), qu'au cas où un individu prévenu de diffamation à raison d'un compte rendu de débats judiciaires invoque l'immunité de l'article 41, il oppose à la plainte une exception. *Reus excipiendo fit actor*. C'est donc à lui qu'incombera le soin de démontrer la fidélité et la bonne foi de sa publication (3).

(1) Cass., 7 avril 1897, S. 98.1.58.

(2) *Traité de la Presse*, n° 563 *in fine*.

(3) Cass., 16 août 1884, précité.

Quelle sera la juridiction compétente pour apprécier le caractère d'un compte rendu ? La solution la plus logique semble être d'attribuer cette compétence aux magistrats devant lesquels s'étaient déroulés les débats dont il avait été rendu compte. Mais, comme il s'agit la plupart du temps d'une action civile en dommages-intérêts, que décider si le procès s'est plaidé devant un tribunal administratif, un tribunal de commerce, un conseil de préfecture ou une Cour d'appel ?

Pour ces raisons, M. le sénateur Pâris, à la séance du 16 juillet 1881, proposa une autre mesure : « Le juge, dit-il, qui a connu de l'affaire est seul capable d'apprécier le caractère du compte rendu des débats dont il a été le témoin. Attribuez à ce juge, non pas la connaissance de l'action en dommages-intérêts, mais l'examen préjudiciel du point de savoir si les conditions auxquelles vous soumettez cette action, se rencontrent ; si le compte rendu a été infidèle ou fait avec mauvaise foi. La question tranchée, l'affaire reviendra devant la juridiction de droit commun qui lui donnera sa solution. » Ce raisonnement, si séduisant fût-il, portait atteinte au principe : le juge de l'action est juge de l'exception. C'est ce principe qui, sur la proposition de M. Griffe, fut adopté par le Parlement et l'article, tel qu'il est actuellement rédigé, a été voté (1).

(1) Cf. *Journal officiel*, 16 juillet 1881.

*
* *

L'immunité de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881, protégeant les comptes rendus fidèles et de bonne foi des débats judiciaires, est loin d'être absolue. A cet égard il est intéressant de la comparer à une autre immunité établie par la même disposition en faveur des comptes rendus des débats parlementaires.

Le paragraphe 2 de l'article 41 est, en effet, ainsi conçu : « Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des « séances publiques des deux Chambres, fait de bonne foi « dans les journaux. » Ainsi cette immunité est absolue : elle met obstacle, non seulement à l'action née de la diffamation ou de l'injure, mais à toute autre action quelle qu'elle soit, même purement civile, basée sur l'article 1382 du Code civil.

Il n'en est pas de même de l'immunité qui nous occupe. Elle ne protège le compte rendu des débats judiciaires que contre « une action en diffamation, injure ou outrage ». Elle n'existe donc qu'en ce qui concerne ces trois derniers délits. Si, par conséquent, le récit, même exact, fidèle et de bonne foi, d'une audience de justice renferme les éléments d'une autre infraction, il en encourra la peine. Cependant, une partie se prétendant lésée par le compte rendu d'un journal, ne saurait impunément tourner la loi en introduisant une simple action civile en dommages-intérêts. La fin de non-recevoir créée par l'article 41 est absolue : elle fait obstacle et à l'action publique du

ministère public pour diffamation, injure et outrage, et à l'action civile des parties, même intentée séparément devant les tribunaux civils.

L'immunité qui nous occupe fait-elle obstacle à l'exercice du droit de réponse ? Si le compte rendu contient des appréciations personnelles à l'auteur, étrangères au procès, inexactes, insérées dans un but malveillant, ce droit ne saurait être contesté et là n'est point la question. Mais *quid* si le compte rendu est fidèle et de bonne foi ? On a soutenu que le droit de réponse ne peut être exercé par la personne qui s'y trouve désignée, parce que l'exercice de ce droit constitue une action et que toute action est interdite par l'article 41 de la loi de 1881.

Il est, en premier lieu, contestable que le mot action puisse comprendre le droit de réponse. Sans doute ce droit peut être la source d'une action, mais il ne constitue pas une action. D'autre part les seules actions auxquelles fait obstacle l'article 41 sont les actions en diffamation, injure et outrage. Par suite, alors même que le droit de réponse serait compris dans le terme générique *actions*, il ne rentrerait pas dans l'énumération essentiellement limitative de celles auxquelles ne peuvent donner lieu les comptes rendus des débats judiciaires (1).

Si la publication s'est bornée à reproduire le jugement, la question, à notre avis, n'est plus la même, et une distinction s'impose. Ou bien le tribunal a prononcé l'inser-

(1) Cf. Dijon, 24 mars 1882, D. 82.2.135 ; Rouen, 15 juin 1883, *Gaz. Pal.*, 83.2.370.

tion de sa décision ; le droit de réponse ne peut alors s'exercer, car il ne tendrait à rien moins qu'à détruire l'effet de la volonté des magistrats ; si au contraire le journaliste a reproduit le jugement en vertu de la faculté que toute personne a de le faire, celle qui s'y trouve désignée a évidemment le droit de répondre, puisque rien ne vient s'y opposer (1).

§ 4. — Abus du droit de publication des jugements ou arrêts et du droit de rendre compte des débats judiciaires.

Il n'est point de droits dont on puisse plus facilement abuser que les droits conférés par le législateur en dérogation de principes établis ou de textes existants.

La presse, nous l'avons vu, ne jouit pas seulement d'une liberté fort étendue sur les avantages ou les dangers de laquelle nous n'avons pas à nous prononcer ; elle possède encore plusieurs privilèges qui la placent, en quelque sorte, au-dessus des lois. Elle peut relater et répandre des faits diffamatoires sans s'exposer aux peines de la diffamation ; elle peut porter à l'honneur, à la considération des citoyens les atteintes les plus violentes et le préjudice le plus grave, sans que celui qui les subit puisse réclamer de la justice la répression des unes et la réparation de l'autre. Elle est une force en face de laquelle on est souvent désarmé.

Mais ce n'est pas aveuglement que tant de droits exor-

(1) Une décision du tribunal de Rennes du 27 janvier 1868 a pourtant refusé ce droit.

bilants lui ont été concédés. En empêchant qu'un journal fût poursuivi pour avoir exactement rapporté ce qui s'est passé dans un débat parlementaire ou judiciaire, la loi de 1881 n'a voulu que consacrer la liberté de la tribune et la publicité de la justice. On ne saurait trop répéter que le droit de divulgation par la presse des procès, des jugements et des arrêts, n'est que le corollaire indispensable du principe de la publicité de la justice et le complément de cette publicité.

C'est là toute sa raison d'être. Dès qu'il la dépasse, il y aura abus de droit. On abuse d'un droit lorsqu'on l'exerce dans l'intention manifeste de nuire à autrui. L'existence de cet *animus nocendi*, et, par suite, celle de l'abus du droit, sont avant tout une question de fait. La solution en est toujours laissée à la sagesse et à l'appréciation souveraine des magistrats. Mais certaines présomptions pourront les guider, qu'il reste à indiquer.

I. — *Qualité de l'auteur de la publication.*

En principe l'auteur peut être indifféremment le journaliste ou un tiers, la loi de 1881 n'établissant, à ce sujet, aucune distinction. Mais on conçoit aisément qu'en fait, pour la détermination de l'intention de l'agent, cette distinction présente une importance capitale. Si c'est une personne intéressée qui, dans le but démontré de porter préjudice à un adversaire, a rédigé ou inspiré la publication ou le compte rendu litigieux, elle invoquerait en vain l'autorisation générale de l'article 39 ou l'immunité

de l'article 41 et se trouverait exposée à l'application du Code pénal ou de l'article 1382, à la charge toutefois, pour l'autre partie, de démontrer, avec la mauvaise foi, l'intention frauduleuse. Il faut, par ailleurs, se garder de croire qu'une présomption irréfragable d'abus du droit doit résulter du fait que l'auteur de la publication ou du compte rendu est un tiers intéressé. Ce dernier a pu, en effet, s'en servir comme d'un moyen fort légitime de défense contre une concurrence déloyale et résisterait alors victorieusement même à une simple demande de réparation civile. En un mot (1), les juges du fait sont juges de l'intention ; c'est à eux qu'il appartient de déterminer souverainement, suivant les circonstances, si cette intention n'a pas donné lieu à un abus du droit répréhensible et punissable.

II. -- *Epoque de la publication.*

L'impunité établie par l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881, confère-t-elle le droit de publier le compte rendu des débats judiciaires à toute époque, même à une époque éloignée de celle où les débats se sont déroulés ? Nous ne le croyons pas, et la date de la publication, même fidèle, exacte et de bonne foi, sera une présomption d'abus du droit qu'on avait de la faire. Qui dit compte rendu, en effet, dit essentiellement relation contemporaine des faits qu'elle concerne. Cette condition résulte des motifs mêmes

(1) Cf. Fuzier-Hermann, *Répertoire*, art. 1382, nos 2406 et suiv.

qui ont amené le législateur à créer cette immunité. — « Le droit de publication, dit la Cour de cassation (1), a « été admis comme un corollaire de la publicité des débats « judiciaires et comme un élément de contrôle exigé par « l'opinion publique. » — Il est à présumer que le journaliste qui, plusieurs mois ou plusieurs années après un procès, en publie les débats et le jugement, n'agit point dans le but unique de satisfaire aux exigences de sa profession.

Aussi le tribunal de la Seine a-t-il jugé que, le reportage judiciaire comportant la reproduction des débats à une époque contemporaine de ces débats, n'est pas un compte rendu pouvant jouir de l'immunité de la loi de 1881, celui qui est publié dans un journal politique, deux mois après le prononcé de l'arrêt de la Cour, alors qu'aucune allusion n'avait été faite aux débats de cette affaire au moment où elle avait été plaidée soit en première instance, soit en appel (2).

Le 20 février 1897, la Cour d'appel d'Alger consacrait les mêmes principes dans un arrêt fortement motivé : « Attendu qu'il n'est pas sérieux de prétendre qu'en faisant « revivre, plusieurs mois après l'éclat de l'audience, et en « perpétuant ainsi les humiliations, les douleurs, les hon- « tes d'un débat criminel, on ne cause à ceux qui y ont « été mêlés ou parties un préjudice appréciable ; que si « ce préjudice est possible et s'il vient effectivement à se

(1) Cass., 15 mai 1884, précité.

(2) 16 décembre 1896, *Gaz. Pal.*, 20 décembre 1896.

« produire, il est aussi peu sérieux de soutenir qu'il puisse
« être légitime ; qu'institué dans le seul intérêt d'une
« bonne administration de la justice, le principe de la pu-
« blicité des audiences ne saurait entraîner de telles con-
« séquences ; qu'il ne fait obstacle ni aux règles qui déri-
« vent des articles 1382, 1383, 1384 du Code civil, ni à
« celles qui régissent la matière de la diffamation ; qu'il
« n'en est pas autrement de la publication des débats
« judiciaires, ces publications n'ayant, en réalité, d'autre
« objet que de compléter par l'organe de la presse la pu-
« blicité de l'audience, n'ayant ainsi de légitimité absolue
« que lorsqu'elles sont contemporaines du procès et pou-
« vant enfin devenir répréhensibles ou illicites lorsque,
« survenant à un moment où elles ont réalisé tout effet
« utile, elles ne peuvent plus en produire d'autre que de
« reprendre, incessamment et sans merci, devant l'opinion
« publique, ceux qui, dans leur propre personne ou dans
« celle des leurs, ont expié devant la justice. »

Ces diverses décisions n'ont pas besoin d'être justifiées.
Les insertions tardives révèlent le plus souvent un esprit
de vengeance et de rancune que les magistrats doivent
punir (1).

Cependant on ne pourrait donner l'époque éloignée de
la publication comme base unique à l'action en domma-
ges-intérêts dirigée contre son auteur. Ce n'est qu'une cir-
constance susceptible de guider les tribunaux dans l'ap-

(1) Cf. Le Poittevin, *De la contrefaçon*, n° 342.

préciation de l'abus. Les revues de droit et de jurisprudence ; les journaux ou les ouvrages de doctrine publient souvent des décisions fort anciennes. Leur bonne foi est évidente. On doit les excepter de la théorie que nous exposons (1).

III. — *Place occupée dans le journal par la publication.*

Sans doute, la loi ne fait aucune distinction entre les diverses places que peut occuper dans un journal la publication d'une décision de justice ou le compte rendu de débats judiciaires. La responsabilité du gérant comprend d'ailleurs le journal tout entier (2). La place peut cependant constituer un élément très important d'appréciation de l'intention et de l'abus du droit. Si la publication figure, par exemple, à plusieurs reprises parmi les annonces, elle portera en elle-même la preuve de l'*animus nocendi* chez son auteur. L'immunité de la loi de 1881 ne pourra la couvrir.

IV. — *Mode de publication*

Faut-il distinguer enfin, pour l'application de cette immunité, entre les divers modes de publication : journaux, affiches, mémoires, circulaires, discours ?

Malgré le silence de la loi, il est certain qu'elle n'a point voulu couvrir de son immunité les publications ou comptes rendus par voie d'affiche. Sans doute, toutes les fois que

(1) Le jugement du tribunal de la Seine cité plus haut les excepte formellement.

(2) Cf. Chauveau, *Lois de procédure*, n° 1324.

les tribunaux peuvent ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements, ils peuvent remplacer l'affichage par l'insertion dans les journaux et réciproquement (1). Mais il s'agit ici du droit de publication volontaire, admis et protégé par la loi comme corollaire de la publicité de la justice et dans l'intérêt de sa bonne administration. Or, le compte rendu par affiche constitue un abus évident de ce droit. Il est difficile de soutenir, en effet, que l'auteur a eu seulement l'intention de satisfaire la curiosité publique ou de faire œuvre de vulgarisation scientifique. Il a manifestement agi dans le but de porter atteinte à l'honneur d'une personne déterminée, et ce serait singulièrement méconnaître l'esprit de la loi de 1881 que de lui prêter celui de couvrir une pareille intention.

L'affichage a conservé dans nos mœurs un caractère infamant. Il constitue une peine ou une aggravation de peine qu'on ne peut abandonner au caprice de chaque individu. Il faut en conclure que le compte rendu par affiche des débats judiciaires est passible des actions en diffamation, injure et outrage. L'article 41, § 3, de la loi de 1881 ne l'a, de l'avis unanime, pas compris dans l'expression compte rendu (2).

Quant aux circulaires et prospectus, ils ont tantôt le caractère de publications autorisées et licites, tantôt celui de publications abusives, suivant les circonstances déterminantes de l'intention de leur auteur. La jurisprudence

(1) Cf. Garraud, *Précis*, n° 369.

(2) Fabreguettes, *loc. préc.*, t. II, p. 185.

a jugé qu'il y a diffamation de la part de celui qui a fait imprimer et répandre, à un très grand nombre d'exemplaires, deux jugements qui avaient été rendus en sa faveur (1).

Une circulaire peut cependant emprunter la forme et revêtir la nature des publications périodiques. Elle sera, dans cette hypothèse, évidemment protégée par l'immunité de l'article 41. Elle jouira enfin des immunités particulières et des privilèges spéciaux de la défense, si elle se trouve renfermée dans un mémoire judiciaire adressé à une juridiction quelconque et livré ensuite à la publicité.

Que faut-il décider de la divulgation de décisions de justice ou de débats judiciaires par voie de lecture publique ? Aucun doute ne saurait exister, si ce mode de publication a été ordonné par les tribunaux. De même, si les juges sont restés muets, la lecture publique de leur décision serait illicite, sans discussion possible. En créant le droit de publication des jugements et des débats, les articles 39 et 41 de la loi de 1881 n'ont pas prévu l'exercice de ce droit par un procédé dont la gravité et la portée dépassent le but du législateur, lequel n'a eu en vue que de compléter la publicité de la justice. Les auteurs et la jurisprudence sont également unanimes à soutenir et à décider que, si les magistrats ont prononcé la seule insertion du jugement, on commettrait un abus illicite en le lisant en public.

(1) Bordeaux, 11 novembre 1890, D. 91,2,6.

Si des controverses se sont élevées, c'est uniquement à propos de l'hypothèse où les tribunaux ont ordonné l'affiche de leur décision. Les uns estiment que la lecture publique est dans ce cas permise. Elle ne leur paraît pas être une aggravation arbitraire de la peine ; elle leur semble seulement être la conséquence de la publicité que la loi, en ordonnant ou permettant d'ordonner l'affiche, a voulu donner au jugement de condamnation (1).

D'autres, plus nombreux, pensent avec raison que la publicité résultant d'une lecture publique est d'une nature tout autre que celle qui résulte de l'affiche. Comme l'affiche et mieux encore que l'affiche, la lecture publique constitue une peine véritable, atteignant celui qu'elle frappe dans ses biens et dans son honneur. Or aucune peine ne peut être ni prononcée ni appliquée sans un texte spécial, sans une disposition précise du législateur qui la prévoie. Les immunités de la loi de 1881, si elles dérogent, à d'autres points de vue, au droit commun, n'édicte aucune exception à ce principe essentiel de notre système pénal (2).

Une dernière présomption d'abus du droit de publication résulte de l'infidélité et de la mauvaise foi du compte rendu. Elle est, en quelque sorte, légale, puisque l'article 41 l'a expressément prévue, et générale puisque les publications tardives, faites par un tiers intéressé, empruntant

(1) Cf. Dalloz, *Répertoire*, V^o *Affiche*, n^o 95.

(2) Cass., 14 juin 1851, D. 51.1.389.

une forme trop préjudiciable, ne sont abusives et punissables que parce qu'elles sont de mauvaise foi.

Ainsi les droits, privilèges et immunités de la loi de 1881 trouvent dans les principes qui l'ont inspirée, en même temps que leur justification et leur raison d'être, leurs règles et leurs limites. La liberté de la presse serait une monstrueuse erreur si elle était la liberté de faire volontairement et directement le mal. Au-dessus de toutes les libertés sociales sont les droits de l'individu, les droits imprescriptibles de sa sûreté et de son honneur. Vouloir y porter atteinte et le faire, ce n'est plus l'usage d'une liberté ou l'exercice d'un droit, c'est l'abus de l'une et de l'autre. Malgré les dispositions de la loi de 1881, dont il convient de limiter le texte par l'esprit, le droit commun recouvre toute sa force pour réprimer cet abus.

CHAPITRE IV

DROIT COMPARÉ.

Bien que la législation française, en ce qui concerne le droit de publication des débats et des décisions judiciaires, ne manque ni de contradictions, ni de lacunes, elle est cependant la seule qui présente en cette matière un ensemble de textes et de principes suffisamment précis ou indiscutés, à l'aide desquels on puisse édifier une théorie homogène. Dans la plupart des législations étrangères, il faut recourir tantôt à des lois constitutionnelles trop générales, tantôt à des dispositions trop restreintes ne visant que des espèces particulières. Pour certaines d'entre elles, où la coutume est encore souveraine, il est difficile de présenter une critique bien déterminée. Pour d'autres, où la presse est soumise, quant à sa liberté et ses privilèges, au droit commun, ce serait dépasser les limites de cet ouvrage que d'en étudier en détail le fonctionnement.

Cependant ces diverses législations peuvent, à notre avis, se diviser en deux groupes, suivant les systèmes auxquels elles se rattachent. Les unes ont poussé si loin les conséquences du principe de la publicité de la justice que l'instruction elle-même n'est pas épargnée : c'est le système anglais et américain ; les autres ont adopté, en les modé-

rant ou en les aggravant, les restrictions et limites apportées par les lois françaises à l'exercice du droit de publication.

SECTION I. — Système anglais.

La législation anglaise n'est, en principe, pas législativement réglementée. Elle est constituée par un ensemble de coutumes anciennes, toujours appliquées et que l'usage a peu à peu modifiées et complétées. Aussi est-elle fortement empreinte du caractère d'une nation qui a eu le souci constant des libertés individuelles.

Elle n'a en vue que de multiplier les garanties données à l'accusé. La publicité, tant des débats que de la procédure préparatoire, en est une essentielle. L'instruction y est contradictoire ; les représentants de la presse sont toujours admis à la contrôler.

La procédure d'instruction la plus générale et la plus normale est la procédure dite *par indictment*, qui se déroule devant le juge de police ou le juge de paix. Ce magistrat peut, à certains égards, se comparer à notre juge d'instruction, notamment en ce sens que de lui dépend la décision à prendre : renvoi devant un jury, condamnation, relaxe ou non-lieu. Mais il en diffère essentiellement, car il joue un rôle purement passif, se contentant de former sa conviction d'après le véritable débat qui se déroule devant lui. A ce débat sont présents le plaignant, l'accusé, les témoins et quiconque veut y assister. Il a lieu dans une salle d'audience où les représentants de la presse ont tou-

jours leur place marquée. Même dans les circonstances exceptionnelles où le public n'est pas admis à entendre certaines dépositions, les journalistes ne sont pas exclus. Lorsqu'ils le sont, c'est-à-dire lorsque, dans des cas tout à fait rares, le huis-clos est absolu, les magistrats se font un devoir de leur faire connaître quel a été le sens des accusations portées, des moyens de défense opposés, des dépositions entendues, tant est grand leur désir d'assurer dans la plus large mesure possible la publicité des débats de l'instruction, qui leur apparaît comme la sauvegarde la plus efficace des droits de l'accusé (1).

Non seulement les débats eux-mêmes peuvent être ainsi livrés, par la voie des journaux, à la curiosité et au contrôle de l'opinion publique, mais les diverses mesures d'information n'y échappent pas davantage. La raison en est que ce n'est pas le juge de police ou le juge de paix qui procèdent aux saisies, perquisitions, visites domiciliaires ou tout autre acte de ce genre ; c'est le plaignant ou accusateur, auquel seul incombe le soin de rechercher et de rassembler les preuves. Il peut, sans doute, se faire aider, dans ses démarches et recherches, par les inspecteurs et les agents de la police, mais la loi ne lui accorde aucun autre privilège. Tout se fait au grand jour et la presse peut rendre compte du moindre de ces incidents.

(1) La loi anglaise lui assure bien d'autres garanties, notamment celle de l'*habeas corpus*, à laquelle tiennent le plus les Anglais. Tout accusé a, en principe, le droit d'être, moyennant caution, remis en liberté. Si elle lui est refusée, il a le droit de se pourvoir devant une des Cours supérieures de justice. Elle est très rarement refusée.

Il existe cependant, dans la législature anglaise, une anomalie singulière, comme il s'en présentera parfois dans les pays de coutume. Si le juge instructeur ne se croit pas suffisamment éclairé par le débat contradictoire et public auquel il a présidé, il renvoie les parties devant le jury d'accusation, qui se compose de 12 à 30 jurés, auquel il adresse un projet d'acte d'accusation, le *Bill of indictment* rédigé par son greffier. Or, la procédure suivie devant le jury d'accusation est absolument secrète, à tel point qu'aucun procès-verbal n'est dressé. Pareille règle contredit singulièrement les principes généraux de la loi anglaise. Beaucoup d'auteurs en réclament la suppression. Mais ses inconvénients sont sans grande portée, car la procédure devant ce jury d'accusation est rare et sommaire. L'opinion publique est suffisamment renseignée par celle qui s'est déroulée devant le juge (1).

Pour les crimes graves ayant entraîné la mort, une procédure d'information spéciale est suivie devant un fonctionnaire, le *coroner*, qui en est chargé. Ce magistrat est un citoyen désigné par sa situation ou son honorabilité pour ces délicates fonctions. Il s'entoure d'un jury, qu'il recrute lui-même, pour faire une enquête sur les causes de la mort et décider s'il y aura lieu à poursuites. A ces enquêtes, les parties intéressées peuvent présenter leurs observations, faire entendre leurs témoins, formuler des

(1) Il peut arriver que le *bill of indictment* soit présenté au jury par un particulier. Toute l'instruction se fait alors devant le jury ; elle demeure néanmoins secrète.

réclamations. C'est encore, devant le coroner comme devant le juge de police, un véritable débat qui s'engage auquel le public est toujours admis et dont les journaux peuvent librement rendre compte.

Il est enfin quelques hypothèses, relativement rares (1), où l'affaire est portée directement, sans instruction préalable, par le solicitor général ou avocat de la couronne, devant le tribunal compétent, auprès duquel ce magistrat joue le rôle d'accusateur. L'audience est publique et la presse a le droit de publier aussi bien les faits qui s'y sont passés que la décision qui a été rendue. Si cependant le plaignant administre la preuve que la publication a été faite dans le but direct et immédiat de lui porter préjudice, il peut en poursuivre l'auteur devant le jury (2).

Ainsi la législation anglaise considère la liberté absolue de publication comme une garantie de celle des individus et ne lui assigne comme limites que celles de la sûreté publique et de la bonne foi.

C'est ce système perfectionné et, en quelque sorte, élargi qu'ont adopté les Etats de l'Amérique du Nord. L'article 202 du Code de procédure criminelle, de l'Etat de New-York, édicte que l'information préparatoire doit toujours avoir lieu en public. L'unique et judicieuse exception apportée à ce principe concerne le cas où c'est l'accusé lui-même qui demande qu'il n'y ait pas de publicité. La publicité

(1) Affaires intéressant directement la sûreté de l'Etat.

(2) Cf. Lois du 12 juillet 1877, *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 30-33 du 27 août 1881, *Ann. lég. étr.*, 1882, p. 128.

étant, en effet, considérée comme une garantie accordée à l'accusé, il est naturel que ce dernier puisse y renoncer. Cependant, si, dans ce cas, les journaux ne peuvent publier les actes de la procédure, ils ont le droit de faire connaître la décision prise par le juge ou par le jury d'accusation. Quant aux débats judiciaires, la presse jouit, pour leur divulgation, de la liberté la plus absolue, sauf à supporter les risques de sa mauvaise foi ou de sa malveillance (1). Les délits commis par la voie de la presse sont, d'ailleurs, réprimés par les dispositions du droit commun.

Le droit californien (2) permet à tout individu de poursuivre pour diffamation les publications ou comptes rendus qu'il juge injurieux à son égard. Dans toutes les poursuites en diffamation la preuve des faits allégués est permise devant le jury. Si le jury estime que les allégations prétendues diffamatoires sont conformes à la vérité et qu'elles ont été publiées pour de bons motifs et pour des fins justifiables, le prévenu est acquitté. Le jury est juge du fait comme du droit.

SECTION II. — Système français.

En ce qui concerne la publicité de l'instruction préparatoire et le droit de rendre compte des débats judiciaires, les autres pays les ont organisés suivant les mêmes principes que les Codes français... De même que l'instruction

(1) Cf. *Ann. lég. étr.*, 1874, p. 493.

(2) Constitution du 2 mai 1879, *Ann. lég. étr.*, 1880, p. 836.

préparatoire n'est ni contradictoire ni publique, de même, et par voie de conséquence, il est interdit de divulguer les actes, mesures et incidents qui y sont relatifs. Le droit de publication est restreint aux décisions et aux débats.

En Allemagne, dès 1877, le législateur se préoccupait de diminuer le secret de l'information et de rendre moins précaire la situation de l'accusé vis-à-vis de l'accusation. Des garanties lui furent accordées que nous retrouvons dans notre loi de 1897. Cependant les dépositions des témoins et les interrogatoires des prévenus sont secrets ; l'avocat lui-même ne peut y assister, à plus forte raison la presse ne peut-elle les divulguer. Il est interdit, en outre, de publier les actes d'accusation et les diverses pièces d'une procédure criminelle. Les avis officiels communiqués par l'autorité publique ou l'autorité judiciaire doivent être insérés par le rédacteur responsable.

Le droit de réponse appartient toujours aux particuliers ; la rectification doit être publiée sans frais quand elle ne dépasse pas les dimensions de l'article à rectifier. La liberté de rendre compte des décisions et des débats judiciaires ne fait pas obstacle à l'exercice du droit de réponse. Si le compte rendu est, par suite de la mauvaise foi qui l'a inspiré, délictueux, l'autorité administrative peut, avant toute poursuite, faire saisir la publication ; les tribunaux ont alors à statuer sur la confiscation et la main-levée de la saisie. Enfin une loi du 21 octobre 1878 qui présente quelque analogie avec notre loi du 28 juillet 1894, a édicté des mesures de police exceptionnelles contre les « aspi-

rations démocratiques socialistes présentant un danger réel », et punit sévèrement les publications animées de cet esprit (1).

La loi constitutionnelle du 21 décembre 1867 a proclamé et assuré, en Autriche, la liberté de la presse et n'apporte au droit de publication que les restrictions imposées par le respect dû à l'honneur et à la considération des particuliers (2). Une loi, spéciale au royaume de Hongrie, déclare que la diffamation et l'injure produites au cours d'un débat judiciaire ou dans son compte rendu, ne constituent pas un délit, sauf l'action disciplinaire, s'il y a lieu (3).

La législation belge, depuis la loi des 17 et 19 décembre 1887 (4) est, à plusieurs points de vue, plus libérale que la nôtre en ce sens, notamment, qu'elle n'interdit pas d'une façon expresse la divulgation et la publication des actes d'une procédure criminelle ou correctionnelle avant leur lecture en audience publique. De plus, en matière de délits de presse, déférés aux tribunaux de district, jugeant en première instance, la condamnation emporte l'insertion forcée, en tête du premier numéro qui la suit.

Si l'Espagne a inscrit la liberté de la presse parmi les principes de la constitution, une loi du 26 juillet 1883 permet au conseil des ministres d'interdire, quand bon lui semble, toute publication, même le compte rendu des dé-

(1) Loi du 7 mars 1874, *Ann. lég. étr.*, 1875, p. 76 ; 1879, p. 119.

(2) Loi du 21 décembre 1867.

(3) Cf. *Ann. lég. étr.*, 1879, p. 281. Loi V du 29 mai 1878.

(4) *Ann. lég. étr.*, 1888, p. 209.

bats judiciaires, et de suspendre dans des circonstances graves, les garanties constitutionnelles (1).

Pour la Suisse, l'article 55 de la Constitution fédérale du 19 mai 1874 est ainsi conçu : « La liberté de la presse « est garantie. Toutefois les lois cantonales statuent sur « les mesures nécessaires à la répression des abus ; ces lois « sont soumises à l'approbation du Conseil fédéral. » Le droit de publication jouit des mêmes privilèges qu'en France. Dans la plupart des cantons, la divulgation anticipée des actes de procédure est également réprimée.

Ce sont les mêmes principes de liberté à peu près absolue, en ce qui concerne les débats et les jugements, de liberté restreinte en ce qui concerne les actes d'instruction qui sont reconnus par les législations brésilienne (2), bulgare (3), et serbe (4). Cette dernière interdit formellement, par la loi des 12 et 24 mars 1881, de « publier les « actes d'accusation et les autres actes de procédure criminelle avant leur lecture publique ».

De même, enfin, la loi italienne du 8 mai 1877 défend de publier, par le moyen de la presse, les actes de procédure civile et, dans les affaires criminelles, les ordonnances de renvoi et les actes d'accusation jusqu'à ce que le procès soit terminé par un débat public ou par une ordonnance de non-lieu. L'infraction est punie d'une amende et de la suppression de la publication délictueuse (5).

(1) *Ann. lég. étr.*, 1884, p. 466.

(2) Loi du 16 décembre 1830, *Ann. lég. étr.*, 1878, p. 847.

(3) Code pénal, 1867.

(4) Loi du 24 mars 1881, *Ann. lég. étr.*, 1882, p. 732.

(5) Loi du 8 mai 1877, *Ann. lég. étr.*, 1878, p. 338.

CONCLUSIONS

La publication des décisions judiciaires diffère de nature juridique suivant qu'elle est un ordre du législateur ou du juge, ou l'exercice d'une faculté.

D'une part, il s'agit d'aggraver la peine ou de la rendre efficace ; de l'autre, il s'agit d'assurer la bonne administration de la justice en complétant sa publicité.

C'est de la confusion de ces deux points de départ, de ces deux principes très distincts, qu'est issue, le plus souvent, la conception fausse du droit de publication qu'au cours de cette étude nous avons rencontrée chez certains auteurs et dans une certaine jurisprudence. Bien des contradictions ou des non-sens eussent été évités si, avant d'établir une déduction, on était remonté à la source. C'est par le seul enchaînement logique et rigoureux des arguments que l'on évite de s'égarer.

On n'a rien expliqué, en disant que la publication est un devoir ou un droit, car les limites de l'un et de l'autre sont nécessairement imprécises : du devoir naît souvent le droit et le droit lui-même comporte toujours des devoirs.

On a tout expliqué, au contraire, en disant que la publication est une peine ou un privilège.

Elle est une peine lorsque la loi l'attache ou permet aux

tribunaux de l'attacher à la condamnation de certaines infractions.

Puisqu'elle est une peine, la liste donnée par le législateur des crimes ou des délits qu'elle va frapper est limitative ; ou bien sont méconnus deux des principes essentiels du droit pénal. Ces deux principes, à la vérité, n'en font qu'un ; si l'interprétation restrictive d'une disposition pénale est de rigueur, c'est bien parce qu'aucune peine ne saurait être prononcée sans un texte spécial qui la prononce. Sans la spécialité des peines, la justice serait aveugle et la sûreté individuelle serait compromise.

Aussi faut-il repousser les théories qui, en violation tant de ces règles formelles que de l'esprit de la loi, font de la publication des jugements pénaux une peine générale et étendent arbitrairement le droit que les tribunaux possèdent de l'appliquer. La forme ambiguë de l'article 1036 du Code de procédure civile, la portée générale de l'article 1382 du Code civil ne sont pas des arguments suffisants. Le premier trouve dans son origine historique les limites de son interprétation, et si le second établit le droit commun des dommages-intérêts, il n'a le champ libre qu'en matière civile et s'arrête aux barrières du droit pénal.

Faut-il surtout regretter que l'organisation actuelle du casier judiciaire et, plus particulièrement, celle de ses bulletins n° 3, en livrant à l'opinion publique la vie pénale d'un individu, ses fautes, parfois légères, et le châtement qui les a frappées, constitue en même temps qu'une peine

générale, arbitraire, disproportionnée et permanente, le plus sûr obstacle au relèvement nécessaire des libérés et ainsi une cause féconde de récidive et de criminalité. La clandestinité absolue du casier judiciaire, seule conforme aux règles fondamentales du droit criminel, nous apparaît comme un remède indispensable et certain à l'accroissement inquiétant de l'un et de l'autre.

Quand elle n'est pas imposée par la loi ou les tribunaux, quand elle n'est pas une peine, la publication des décisions et des débats judiciaires est un privilège. Elle n'a, juridiquement, de commun avec la première que le nom. Pouvoir divulguer un jugement ou un arrêt, pouvoir rendre compte des faits d'une audience, pouvoir ainsi porter impunément atteinte à la réputation et à l'honneur des particuliers, c'est bien en effet un droit exorbitant du droit commun. L'autorisation de l'article 39, l'immunité de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 tiennent en suspens les sévérités du Code pénal et les réparations du droit civil.

De telles dérogations puisent leur fondement dans les principes supérieurs de la sûreté individuelle. Une de ses garanties essentielles est la publicité de la justice. Pour que cette publicité fût réelle et efficace, il fallait permettre d'en publier les arrêts et d'en divulguer les débats. Satisfaire la curiosité de l'opinion publique eût été un motif imparfait ; assurer son contrôle est une raison suffisante à la légitimité du droit de publication volontaire.

Le justifier ainsi, c'est du même coup en fixer les limi-

tes. Etabli dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, ce droit ne saurait servir à satisfaire des rancunes ou à assouvir des haines. L'intention mauvaise est là, comme ailleurs, le critérium de l'abus.

Vu :

Lyon, le 9 novembre 1909,
Le Président de la thèse,
R. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 9 novembre 1909,
Le Doyen de la Faculté,
FLURER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 10 novembre 1909,
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
JOUBIN.

APPENDICE

LOI DU 29 JUILLET 1881

.
.
.

ART. 38. — Il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique, et ce, sous peine d'une amende de 50 à 1.000 francs.

ART. 39. — Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. La plainte seule pourra être publiée par le plaignant. Dans toute affaire civile, les Cours et tribunaux pourront interdire le compte-rendu du procès.

Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements qui pourront toujours être publiés.

Il est également interdit de rendre compte des délibérations intérieures, soit des jurys, soit des Cours et tribunaux.

Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 100 francs à 2.000 francs.

ART. 40. — Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 41. — Ne donneront ouverture à aucune action les

discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par ordre de l'une des deux Chambres.

Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des deux Chambres, fait de bonne foi dans les journaux.

Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux.

Pourront néanmoins les juges saisis de la cause et statuant sur le fond, prononcer la suppression des discours injurieux, outrageants ou diffamatoires, et condamner qui il appartiendra à des dommages et intérêts. Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels et même les suspendre de leurs fonctions. La durée de cette suspension ne pourra excéder deux mois, et six mois en cas de récidive dans l'année.

Pourront toutefois les faits diffamatoires étrangers à la cause donner ouverture, soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsque ces actions leur auront été réservées par les tribunaux et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers.

.....
.....

LOI DU 1^{er} AOÛT 1905

Sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (*J. off.* du 5 août 1905).

ART. 1^{er}. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 100 francs au moins, de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts :

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

Soit enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

ART. 3. — Seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi : 1^o ceux qui falsifieront les denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ; 2^o ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques ; 3^o ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ; 4^o ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effec-

tuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de 500 francs à 10.000 francs.

Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais, aux légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 4. — Seront punis d'une amende de 50 francs à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voiture servant à leur commerce, ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances et dans les gares ou dans les halles, foires et marchés :

Soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées ;

Soit de produits, sous forme indiquant leur destination, propre à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux ou des produits agricoles ou naturels ;

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an, et l'amende de 100 à 5.000 fr.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 5. — Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque ayant été condamné par application de la présente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente : 1° des engrais (loi du 4 février 1888) ; 2° des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897) ; 3° des sérums thérapeutiques (loi du 25 avril 1895) ; 4° des beurres (loi du 16 avril 1897) ; 5° de la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902) ; 6° des sucres (loi du 28 janvier 1903, art. 7 ; loi du 31 mars 1903, art. 32) ; aura, dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

.

ART. 7. — Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de 50 francs à 1.000 francs.

La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 francs à 2.000 francs.

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

ART. 8. — Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 463 du Code pénal sera applicable même en cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

ART. 9. — Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles tracées à l'article 11 de

la loi de finances du 26 décembre 1890, modifié par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

.

ART. 14. — L'article 423, le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi du 5 et 9 mai 1855 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons, sont abrogées.

Néanmoins les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées comme conséquence des peines prononcées en vertu de la présente loi.

ART. 15. — Les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions au règlement d'administration publique rendu par son exécution sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 413 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851 dans tous les cas où les lois postérieures renvoient aux textes desdites lois, notamment dans les articles 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 sur altération de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ; articles 1 et 2 de la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ; article 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1824 relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ; article 3 de la loi du 25 avril 1895 relative à la vente des sérums thérapeutiques ; article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés ; articles 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude

dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

.....

CIRCULAIRE DE M. LE GARDE DES SCEAUX DU 21 DÉCEMBRE 1906.

A Messieurs les premiers présidents et procureurs généraux.

La lecture à l'audience des bulletins n° 2 joints aux procédures peut, dans certains cas, avoir pour les accusés ou les prévenus les conséquences les plus regrettables, et constituer même une aggravation de peine, quand elle a pour effet de divulguer au public d'anciennes condamnations effacées par la réhabilitation.

C'est au cours des enquêtes et informations que les magistrats du parquet et les juges d'instruction doivent interpellier les inculpés sur les condamnations portées au bulletin ; ils s'assurent ainsi de l'exactitude des mentions qui figurent sur ce document, et cette vérification est indispensable pour permettre de faire opérer, le cas échéant, certaines rectifications.

Mais il est contraire à l'esprit de la loi du 5 août 1899 de divulguer à des tiers les antécédents des condamnés. En conséquence le ministère public devra désormais s'abstenir de révéler à l'audience les condamnations mentionnées au casier judiciaire lequel doit toujours conserver son caractère de document secret destiné à éclairer seulement les magistrats et le jury dans le jugement des affaires qui leur sont soumises.

Le juge d'instruction devra également éviter de faire une semblable révélation au cours des confrontations.

Il ne sera fait exception à cette règle qu'en ce qui concerne l'application possible de certaines dispositions légales telles que la récidive ou la relégation, la Cour ou le tribunal devant nécessairement, dans ce cas, faire état dans sa décision des condamnations antérieurement prononcées.

Je vous prie de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour que ces prescriptions soient, à l'avenir, strictement observées par le ministère public et les magistrats instructeurs.

J'ajoute qu'il me paraît très désirable que les présidents des Cours et tribunaux observent également cette règle, en s'inspirant de la même pensée. A l'audience correctionnelle le président peut toujours éviter d'interpeller le prévenu, sans nécessité, sur ses antécédents ; devant la Cour d'assises, le président pourrait sans inconvénient se borner à faire passer le bulletin n° 2 sous les yeux de la Cour et du jury, après l'avoir fait représenter à l'accusé et à son défenseur.

Je désire que M. le premier président fasse part de cette observation aux magistrats du siège.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Le garde des sceaux, ministre de la justice :

Signé : ED. GUYOT-DESSAIGNE.

CIRCULAIRE DE M. LE GARDE DES SCEAUX
DU 26 JANVIER 1909.

A M. le procureur général près la Cour d'appel...

Mon attention a été appelée sur les abus auxquels donne lieu l'usage, qui s'est établi dans beaucoup de greffes, de délivrer à tous venants des expéditions d'arrêts ou jugements rendus en matière criminelle ou correctionnelle.

Cette pratique se recommande d'instructions particulières,

qui, à propos de diverses espèces, ont été données par certains de mes prédécesseurs, et notamment d'une dépêche du 20 août 1827, qui n'a pas été insérée dans le *Recueil officiel des instructions et circulaires du ministère de la justice*, mais à laquelle il est fait allusion dans plusieurs ouvrages.

La jurisprudence, qui s'est ainsi instituée, n'aurait pas dû survivre à la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit.

Il convient même d'observer que dès avant cette loi, elle soulevait de graves objections.

L'article 853 du Code de procédure civile porte que « les greffiers et dépositaires des registres publics en délivreront, sans ordonnance du président, expédition, copie ou extrait à tous requérants, à la charge de leurs droits, à peine de dépens, dommages et intérêts ». Mais, si généraux que soient les termes dudit article, ses dispositions sont nécessairement limitées au domaine propre du Code de procédure civile ; elles ne sauraient déborder sur celui du Code d'instruction criminelle et, dans le silence de ce Code, elles ne sont pas applicables de plein droit en matière criminelle ou correctionnelle (1).

Au surplus, les principes généraux de notre droit pénal me semblent s'opposer à la délivrance à tous requérants d'expéditions de jugements ou arrêts de condamnation. En effet, les condamnations ne doivent recevoir que la publicité prévue par la loi ; cette publicité, en règle générale, résulte uniquement de celle de l'audience pour les affaires correctionnelles ; elle comporte, en outre, pour certaines de ces affaires placées sous un régime spécial et pour toutes affaires criminelles, l'affichage par extrait (art. 36, C. pén.). Toute publicité supplémentaire est une aggravation de pénalité qui doit être considérée comme interdite par cela même qu'elle n'a pas été autorisée par la loi.

Or, la délivrance d'expéditions d'arrêts et jugements à tous

(1) En ce sens jugement du tribunal civil de Nice du 19 mai 1909, *Gaz. trib.*, 22 octobre 1909.

venants constitue un mode de publicité comparable à celui qui a été institué pour les actes de l'état civil par l'article 45 du Code civil ; à défaut d'une disposition législative analogue, j'incline à admettre qu'elle était déjà proscrite avant la loi du 5 août 1899.

En tous cas, elle est certainement prohibée depuis cette loi.

Comment, alors que l'article 6 de la loi du 5 août 1899 dispose que l'extrait du casier judiciaire, dit bulletin n° 3, peut être réclamé uniquement par la personne qu'il concerne et qu'il ne doit être délivré à un tiers dans aucun cas, les tiers auraient-ils le droit de se faire délivrer non plus seulement un simple certificat attestant l'existence de condamnations, mais le texte *in extenso* des arrêts et jugements de condamnation ?

Comment, alors que des condamnations cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 d'après l'article 8 de la loi du 5 août 1899 et sont même effacées par la réhabilitation de droit suivant l'article 10 à l'expiration de certains délais, serait-il loisible à des tiers d'obtenir connaissance de ces condamnations par la délivrance d'expéditions des jugements ou arrêts qui les ont prononcées ?

Si de tels errements devaient être admis, l'œuvre de la loi du 5 août 1899 ne serait qu'un non-sens.

Dès lors que les tiers ne peuvent demander la délivrance de bulletins n° 3, ils sont *a fortiori* sans droit pour obtenir une expédition d'arrêts ou de jugements de condamnation.

Telle est la conclusion qui se dégage nécessairement de la loi susvisée.

Je vous prie donc de veiller à ce que désormais il ne soit délivré d'expéditions, copies ou extraits des arrêts ou jugements portant condamnation en matière criminelle ou correctionnelle qu'aux personnes qui ont été parties à l'instance.

Les instructions contraires de mes prédécesseurs sont expressément rapportées.

Je vous serai obligé de m'accuser réception.... etc....

Signé : ARISTIDE BRIAND.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	VII
INTRODUCTION	I

PREMIÈRE PARTIE

De la publication des décisions pénales ordonnées par les tribunaux.

CHAPITRE PREMIER. — De la publication de la peine obligatoire	11
SECTION I. — Article 36 du Code pénal	11
SECTION II. — Exécution par effigie des condamnés par con- tumax	12
SECTION III. — Article 442 du Code de commerce	14
SECTION IV. — Article 396 du Code d'instruction criminelle.	15
SECTION V. — Loi spéciale	16
CHAPITRE II. — Publication facultative pour les tribu- naux.	18
SECTION I. — Hypothèses prévues par la loi.	19
§ 1 ^{er} . — Tromperie sur la nature et la qualité des mar- chandises vendues.	19
§ 2. — Port illégal d'un costume, d'une décoration, d'un titre nobiliaire	22
§ 3. — Propriété industrielle et commerciale	23
§ 4. — Usure et ivresse	24
§ 5. — Lois sur l'enseignement.	25
§ 6. — Infractions à la loi sur le travail des femmes dans les manufactures et les ateliers	26
§ 7. — Poursuites disciplinaires	27
§ 8. — Article 10 du Code de procédure civile	29

SECTION II. — <i>Article 1036 du Code de procédure civile</i> . . .	30
SECTION III. — <i>De la publication : réparation publique</i> . . .	39
§ 1. — Erreurs judiciaires. — Procès en revision . . .	39
§ 2. — Ordonnances de non-lieu. — Jugements et arrêts d'acquiescement.	41
SECTION IV. — <i>De la publication : réparation civile</i>	46
CHAPITRE III. — <i>De la publication des jugements pénaux par le casier judiciaire</i>	56
SECTION I. — <i>Evolution historique</i>	56
SECTION II. — <i>Exposé et critique du régime actuel</i>	65
Bulletin n° 1	65
Bulletin n° 2	67
Bulletin n° 3	68
§ 1. — Organisation	68
§ 2. — Critique du régime actuel.	74

DEUXIÈME PARTIE

Du droit de publication volontaire.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Publication des faits antérieurs à l'audience</i>	79
SECTION I. — <i>Des informations judiciaires</i>	80
SECTION II. — <i>Publication des actes de procédure</i>	85
CHAPITRE II. — <i>Publication des jugements ou arrêts</i>	94
CHAPITRE III. — <i>Compte rendu des débats</i>	101
SECTION I. — <i>Débats dont le compte rendu est interdit par la loi</i>	101
§ 1 ^{er} . — Etude historique	101
§ 2. — Comptes rendus des procès en diffamation	104
§ 3. — Comptes rendus des procès en divorce ou en séparation de corps.	108
§ 4. — Pouvoir des tribunaux d'interdire, en matière civile, le compte rendu des procès.	109
§ 5. — Loi du 28 juillet 1894.	110
§ 6. — Délibérations intérieures des jurys, Cours et tribunaux	113

§ 7. — Caractères généraux et communs de ces diverses interdictions.	114
SECTION II. — <i>De l'immunité établie par l'article 41, § 3, de la loi du 29 juillet 1881.</i>	119
§ 1 ^{er} . — Historique.	119
§ 2. — Définition et caractères d'un compte rendu . . .	120
§ 3. — Etendue de l'immunité	123
§ 4. — Abus du droit de publication des jugements ou arrêts et du droit de rendre compte des débats judiciaires	131
I. — Qualité de l'auteur de la publication	132
II. — Epoque de la publication	133
III. — Place occupée dans le journal par la publication.	136
IV. — Mode de publication	136
CHAPITRE IV. — Droit comparé.	141
SECTION I. — <i>Système anglais</i>	142
SECTION II. — <i>Système français.</i>	146
CONCLUSIONS.	151
APPENDICE	155

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)